



Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS)

République Démocratique du Congo (RDC)

RAPPORT NARRATIF FINAL DU PROJET UJAMAA
PERIODE DU RAPPORT : 1^{ER} /NOVEMBRE/2020 – 30/AVRIL /2023

Titre du Projet : UDONGO NA UFUGAJI KWA AJILI YA AMANI « UJAMAA » Numéro de référence du projet au MPTF :	Province : Sud Kivu Zone prioritaire ISSSS : 1 et 2 Pilier(s) ISSSS : (Dialogue Démocratique/ Sécurité/ RSA/ RRR/FPS)
Entités participantes de l'ONU Liste des entités ayant perçu des fonds directement du Bureau MPTF dans le cadre du Projet :	Partenaires d'exécution : ZOA lead, PSVS et KUA membres du consortium
Budget total du Programme (en US\$) Budget pour le partenaire d'exécution : 2,699,983 USD Budget pour l'agent de gestion 8% (PNUNOs) :	Durée du Programme Durée totale : 30 mois Date de démarrage : 1er novembre 2020 Date de fin : 30 avril 2023
Contact projet: Lead Manager: Georges MUGARUKA Lead M&E Officer: Matthieu KAHETO Adresse-e-mail: m.bahati@zoa.ngo	Rapport soumis par Nom : Georges MUGARUKA Titre : Team Leader Ujamaa Organisation participante (« lead ») : ZOA Adresse-e-mail: g.mugaruka@zoa.ngo

(ENCADRE À EFFACER AVANT SOUMISSION)

Lignes directrices :

Ce rapport narratif doit décrire comment, pendant la période considérée votre projet a contribué à la réalisation de produits (outputs) qui ont collectivement contribué à la réalisation des résultats convenus (outcomes). Afin d'étayer les informations contenues dans ce rapport, veuillez joindre toute information complémentaire pertinente en annexe, y compris toute photographie, rapport d'évaluation et étude menée/publiée dans le cadre de votre projet.

Conformément au manuel des opérations du FCS, le rapportage des projets financés à travers du FCS ont pour objectif de permettre la vérification des résultats et la redevabilité du FCS à l'égard de ses bénéficiaires et de ses donateurs de façon transparente et efficace.

Les rapports narratifs doivent être soumis au ST et à la Cellule FCS selon les délais indiqués dans le manuel de opérations du FCS.

Les rapports mettront notamment en relief les résultats atteints au niveau des projets, les déviations et leurs causes, les problèmes et défis rencontrés, les pistes de solutions et toute stratégie ou plan d'atténuation des risques observés.

Le rapport annuel correspond au deuxième rapport semestriel, dans lequel la présentation des données fait référence non seulement au dernier semestre, mais aussi à toute l'année.

Les rapports soumis par les PUNOs et les PNUNOs sont ensuite analysés et consolidés par les ST Provinciaux qui exercent le contrôle-qualité. Dans un cadre d'accompagnement et d'apprentissage, les ST Provinciaux organisent des rencontres avec les partenaires de mise en œuvre pour discuter le contenu des rapports reçu, notamment les leçons apprises et les défis à relever dans la prochaine période de mise en œuvre. Cette plateforme d'échange permet de renforcer le partenariat entre les différentes parties prenantes. Après l'intégration des commentaires, la Cellule FCS approuve le rapport final par écrit.

Instructions concernant le format du rapport :

- Le rapport doit comprendre 20 pages maximum. Veuillez inclure une liste des principales abréviations utilisées dans le rapport. Les rapports de plus de 20 pages ne seront pas pris en considération.
- Veuillez numéroter toutes les pages, sections et paragraphes, en respectant le format ci-dessous.
- Le rapport doit être soumis au format Times New Roman (11). Nous vous prions de ne pas utiliser de couleurs. Les rapports que ne sont pas formatés selon une norme professionnelle ne seront pas pris en considération.
- Le rapport doit être soumis dans un fichier Word.
- Des annexes peuvent être ajoutées au rapport, mais celles-ci doivent être clairement référencées dans la section annexe.
- Utiliser les instructions en *italiques* pour vous guider, supprimer celle-ci lors de la soumission de votre rapport. Les parties **surlignées en gris**, sont à compléter.

Abréviations

FCS	: Fonds de Cohérence pour la Stabilisation,
ISSSS	: Stratégie internationale de soutien à la sécurité et la stabilisation pour l'est de la RDC,
STAREC	: Programme de stabilisation et de reconstruction des zones sortant des conflits armés,
UAS	: Unité d'appui à la Stabilisation de la MONUSCO,
PIP	: Plan Intégré du Paysan,
SBC	: Sociothérapie à Base Communautaire,
KUA	: Kujitegemea Actions,
PSVS	: Programme de Secours et Vulnérables et Sinistrés,
JAR	: Jeunes à Risque,
AGR	: Activités Génératrices de Revenu,
AVEC	: Association Villageoise d'Epargne et de Crédit,
CAP	: Comportement, attitudes et pratiques,
UJAMAA	: Udongo na Ufugaji kwajili ya Amani.

Partie 1 - Points saillants du projet

Veillez fournir une synthèse des résultats obtenus et défis rencontrés au cours de la période de rapportage. Le but ici est de fournir un court narratif sur le changement que votre programme a atteint au cours de la période de rapportage et sa progression vers l'atteinte de son/ses objectif(s). Veiller porter une attention particulière à la présentation des réalisations / et les changements qui ont eu lieu plutôt qu'aux activités en vous basant sur les l'/les indicateur(s) pertinent(s) de votre document de projet. Maximum 1 page

Ce rapport est un rapport final du projet UJAMAA qui couvre la période de novembre 2020 à avril 2023 soit pour une durée de 30 mois. Cette période cette année a été marquée par les activités liées à la clôture c'est-à-dire un atelier de clôture, une évaluation externe du projet et la restitution des résultats de l'évaluation externe. Ce rapport donne aussi un aperçu global des activités depuis le début du projet jusqu'à ce jour. Les faits saillants de cette période se résument par la remise des bureaux des structures communautaires construits par le projet mais aussi la construction du bureau de la circonscription foncière de Fizi à Baraka, qui sont occupés par les bénéficiaires aujourd'hui. La cartographie participative des terres de communautés, pâturages, pistes et couloirs de transhumance déjà terminée dans Uvira territoire dans les villages de Bwegera et Runingu avec comme résultats : 67 fiches individuelles d'occupation des terres coutumières à Bwegera et 48 certificats fonciers coutumiers à Runingu dont 34 certificats à Kagurube et 14 à Mikamba. Dans le territoire de Fizi, dans le secteur de Mutambala dans le groupement de Basimukuma sud dans le village de M'kyobwe, la cartographie a été faite sur une superficie de **1100 hectares** par les agents du cadastre, la communauté et par les experts de ZOA ; comme résultat : 44 certificats fonciers coutumiers remis aux bénéficiaires. Un monitoring des conflits a été fait, les conflits ont été résolus par les structures communautaires de résolution des conflits qui sont accompagnées par le projet, 307 conflits ont été identifiés et résolus avec acte d'engagement à Bwegera et Runingu dans le territoire d'Uvira et 26 à M'kyobwe dans le territoire de Fizi.

Dans le cadre d'accès à la terre des paysans petits exploitants, après un plaidoyer et des multiples rencontres entre concessionnaires et petits exploitants, 91 contrats de métayage ont été signés entre les concessionnaires ou leurs représentants et les paysans sans terres sur un espace d'à peu près 99,98 Ha pour une durée moyenne de 5 ans.

Depuis le début du projet jusqu'à ce jour, il a tenu des sessions de suivi de la performance des agents de la CIRCO formés sur les techniques d'archivage digital, l'utilisation des logiciels de cartographie spéciale (QGIS, ARC-GIS, etc.) et station totale moderne qui a regroupé 40 membres de l'administration foncière dont 31 femmes et 9 hommes ; et les participants ont donné leurs appréciations sur la façon dont ils ont assimilés les notions de la formation, le consultant formateur étant disponible pendant cette mission a donné des éclaircissements sur les lacunes présentées par les récipiendaires. Ce qui prouve à suffisance un changement dans leur façon de travailler et l'utilisation des matériels à leur disposition.

Dans le chapitre de la transhumance, deux chartes de cogestion ont été produites par le projet en vue d'organiser la gestion des pâturages communautaires et les couloirs de transhumance. Les couloirs de transhumance, étant déjà identifiés et connus à Uvira et Fizi, le projet a planté les flamboyants ainsi que des *Caleandra* non comestibles par les bétails pour délimiter les couloirs de transhumance et contribuer à la fois à la protection de l'environnement et de l'écosystème, 15.000 plantules au total dont 7500 dans la plaine de Ruzizi et 7500 plantules à Malinde qui sont en progression normale au-delà des aléas climatiques.

Un dialogue démocratique regroupant 60 participants dont 34 hommes et 26 femmes des différentes couches de la communauté a eu lieu. Ce qui a permis aux participants de faire une analyse des principaux problèmes fonciers et de transhumances auxquels font face les jeunes, hommes et femmes dans le territoire de Fizi, Uvira et mettre en place un plan d'action des recommandations stratégiques pour la réduction de ces conflits dans la zone.

6 sessions des sensibilisations des journées portes ouvertes sur les rôles et attributions de l'administration foncière, brigades foncière mobiles dans le 6 sites projet (Lusenda, Katanga, Malinde, Kafulo, Kilicha et Lulimba) et 7 dans Uvira territoire dans les groupements de Kamanyola, Bwegera, Runingu, Luvungi, ont été réalisées. Cette activité a permis à la communauté de Fizi et Uvira à saisir une opportunité d'enregistrement des leurs titres immobiliers à un prix abordable pour un bonus de 2 mois accordé par l'administration foncière. Au niveau de l'approche de la sociothérapie à base communautaire ; deux cycles supplémentaires ont été organisées à travers l'accompagnement et le sevrage de 360 personnes issues des différentes couches cibles du projet dont 180 femmes et 180 hommes expérimentent une nouvelle orientation de vie après un traitement des maladies sociales et autres blessures internes causés par des événements des violences ayant perturbé le cadre de vie dans leurs milieux respectifs. Ces personnes touchées par les activités de la sociothérapie à base communautaires jouent le rôle de vecteur de paix et de la cohésion sociale dans leurs communautés respectives. En ce qui concerne le plan intégré du paysan PIP ; les actions d'accompagnement technique et matériels des bénéficiaires et la vulgarisation de l'approche au niveau communautaire menées au courant de cette année ont

permis d'abord aux paysans innovateurs de consolider la culture d'auto-prise en charge dont le PIP leur a inculqué ; mais aussi, à développer des capacités techniques dont ils font montre dans leurs activités agropastorales. Ces capacités techniques sur l'agriculture, élevage et l'entrepreneuriat ont permis au bon nombre des paysans innovateurs à augmenter tant soit peu leurs productions agropastorales et à diversifier leurs sources de revenu en vue de financement progressif de leurs visions d'avenir. Il sied de noter que ces avancées observées au niveau de quelques ménages des paysans innovateurs ainsi que les actions de vulgarisation ont permis l'appropriation par les autres membres des communautés qui en ce moment sont en plein apprentissage de la philosophie PIP à travers les mécanismes de formation du paysan à paysan. Cette lancée a ouvert la voie à l'élaboration des visions communautaires dans certains villages pilotes.

Pour ce qui est de l'autonomisation financière des femmes vulnérables et les jeunes à risque ; l'année a été marquée par le démarrage des autres AGR supplémentaires faisant à ce stade 23 AGR dotées des kits de démarrage et opérationnelles. Il s'agit de 5 savonneries, 14 ateliers de coupe et couture, 2 boulangeries, 1 poulailler et 1 porcherie. A côté de ces activités génératrices de revenus ; il est important de noter que dans le cadre de promouvoir la culture d'épargne dans le chef des bénéficiaires et de leur faciliter l'accès à des micro-crédits, 600 personnes ont été formées sur l'approche association villageoise d'épargne et de crédit puis réunis au sein de 20 AVEC réparties sur 10 communautés dont Kamanyola, Luvungi, Bwegera, Sange, Runingu, Kagando, Lusenda, Katanga, Malinde et Kafulo. Vous noterez que à part les crédits dont avaient bénéficiés quelques bénéficiaires tout au long du cycle, ces AVEC viennent de clôturer le premier cycle à travers le partage des bénéfices au prorata des parts cumulées c'est qui a permis aux membres de réunir des petits montants leur permettant de financer leurs activités en lien avec les visions d'avenir pour les paysans innovateurs et booster les économies ménagères pour les autres jeunes issus des groupes CBST.

Depuis, le projet s'appuie toujours sur le plan d'action sur l'amélioration de la situation des femmes assorti de l'étude CAP et validé par l'ensemble du consortium, il est en cours de mis en œuvre, au cours de ce semestre, 5 plans d'action sur les 14 prévus pour cette année soit 35,7% de progrès. Dont 4 plans d'action à Fizi et 2 à Uvira, cependant notez que le résultat cumulé fait état de 17 plans d'action sur 24 plans prévus soit 70.8% de progrès. Des sensibilisations de masse ont été organisées chaque mois par les membres des structures féminines, au cours de cette période, 78 séances ont été tenues touchant 2320 personnes dont 1500 femmes et 820 hommes.

Les défis majeurs restent l'état de la route Uvira-Baraka-Lulimba qui est dans un état de délabrement très avancé et qui ne facilite pas un mouvement aisé des staffs du projet dans cette zone, l'insécurité persistante dans la zone du projet comme à Bibokoboko, Kalingi, Lulimba et Kilicha ne facilite pas par moment la visite de ces sites ; il ya aussi l'activisme des groupes armés occasionnant les mouvements des populations dans différents sites du projet Ujamaa.

1.1 Aperçu

1.1.1 Aperçu financier

Budget total: 2,699,983 USD

Fonds reçus au cours de la période de rapportage : 2,699,983 USD

Fonds cumulés reçus : 2,699,983 USD (100 % du budget total)

Fonds consommés pendant la période de rapportage : 2,699,983 USD

Fonds consommés cumulés : 2,699,982 USD (100 % du budget total)

En bonne voie : **oui**/non, commentaire. **Oui**, le projet est dans une bonne voie car à ce jour le projet est à 100 % de consommation, ceci dénote une bonne performance dans la consommation du budget à la clôture du projet.

1.1.2 Aperçu des progrès vers les résultats attendus

Objectif Spécifique 1 : Les populations dans l'Est de la RDC et l'Etat congolais, appuyés par leurs partenaires, transforment les conflits fonciers et conflits liés à la transhumance dans les zones prioritaires de stabilisation

Résultat 1.1 : Les populations dans l'Est de la RDC et l'Etat congolais, appuyés par leurs partenaires, transforment les conflits fonciers et conflits liés à la transhumance dans les zones prioritaires de stabilisation.

Produit 1.1.1 : Les acteurs politico-administratifs, la société civile à différents niveaux sont mobilisés de façon que les populations développent une perception positive du projet UJAMAA, permettant une redevabilité et forte implication.

Deux cadres de concertation mis en place par le projet depuis 2021 sur les trois prévus par le projet sont fonctionnels et jouent un rôle assez déterminant comme interface avec la communauté bénéficiaire, doté d'une moto chacun facilite le mouvement dans les sites du projet. Un contrat de performance signé entre le projet et les cadres de concertation leur permettent de rapporter sur les indicateurs de performance. Le projet a mis en place des points focaux redevabilité afin de relayer et donner l'information sur le code de bonne conduite de ZOA et ensemble avec les cadres de concertation, ils sont responsables de la gestion des boîtes à suggestions placées dans les sites du projet pour permettre aux bénéficiaires de s'exprimer en rapport avec le projet et les organisations de mise en œuvre ; ce mécanisme de redevabilité est aujourd'hui bien fonctionnel ; les données récentes font état de 32 plaintes déjà enregistrées depuis le début de l'année.

Le projet a réussi à collaborer avec deux radios communautaires (Flash FM de Kamanyola et MUUNGANO de FIZI) à travers un contrat de performance pour la couverture médiatique des activités du projet ; ces radios ont travaillé sur neuf thématiques différentes à savoir : (1) vulgarisation de l'arrêté provincial portant réglementation de la pratique d'élevage au Sud-Kivu, (2) rôles des structures communautaires, (3) respect des couloirs des transhumance, (4) élevage comme moyen de subsistance, (5) Cartographie, (6) Résolution des conflits, (7) divagation des bêtes, (8) droits de la femme, (9) du rôle de Registre Foncier Communautaire. Pendant cette période sous examen, 192 émissions radios déjà produites en lien avec les programmes précités. 12 journalistes dont 6 femmes et 6 hommes ont été renforcés par une formation sur le journalisme sensible aux conflits ; cette formation a réuni les journalistes des radios partenaires.

Dans le cadre de l'engagement politique, les ministres ayant le foncier et l'agriculture ont visité le projet pendant cette période sous examen.

Produit 1.1.2 : Les acteurs locaux réunis au sein des structures communautaires intervenant dans les zones sont efficaces dans la médiation des conflits de transhumance et la défense de leur droits

Depuis le début du projet 5 structures communautaires de résolution des conflits fonciers et de la transhumance accompagnées par le projet sont aujourd'hui fonctionnelles, durables et inclusives, ayant été dotées des bureaux qu'elles occupent, des motos et un financement des activités génératrices de revenu pour chacune d'elles. Elles continuent à faire le monitoring des conflits fonciers et de la transhumance, le graphique ici en bas donne la situation des conflits résolus :



Un total de 450 conflits résolus depuis le début du projet repartie en fonction des séquences des collectes des données semestrielles du projet UJAMAA.

Notez que ces conflits une fois résolus les parties les confirment en signant un acte d'engagement.

Pendant cette période sous examen, une étude des conflits scans périodique (y compris la transhumance) a été réalisée dans les sites du projet notamment à Kafulo, Malinde, Katanga, Baraka et Lusenda à Fizi mais aussi à Uvira dans le village de Bwegera, Runingu, Kamanyola, Luvungi, Sange, Makobola1, etc..., cette étude a permis de faire une mise à jour de la première étude de l'analyse des conflits fonciers et de la transhumance.

Dans le cadre de la gestion des couloirs de transhumance et pâturages communautaires, le projet a conçu avec l'appui de la communauté deux chartes de cogestion pour Runingu et Kakamba à Bwegera afin d'optimiser la gestion de ces infrastructures communautaires, ces chartes donnent les modalités d'adhésion, de gestion, et définissent le régime disciplinaire. Ces chartes viennent en appui au plan de gestion quinquennal de gestion des pâturages communautaires qui a été conçu par le projet par le passé.

Notez qu'à ce jour 6 couloirs de transhumance ont été identifiés à M'kyobwe à Fizi, 7 dans le groupement de Kakamba et 7 dans le groupement de Runingu en territoire d'Uvira. Pour la protection ce couloirs, le projet a planté les flamboyants ainsi que des Caleandra non comestibles par les bétails pour délimiter les couloirs de transhumance et contribuer à la fois à la protection de l'environnement et de l'écosystème, 15.000 plantules sur 15.000 plantules planifiés, soit 100% des progrès, dont 7500 dans la plaine de Ruzizi

et 7500 plantules à M'kyobwe /Malinde à Fizi qui sont en progression normale au-delà des aléas climatiques.

7 villages du projet avec la participation de 3235 personnes, dont 1731 Femmes soit 54% et 1504 Hommes soit 46%, accompagnés par l'inspection de l'agriculture et l'inspection de pêche et élevage, ainsi que les autorités locales ont été sensibilisés sur le respect de calendrier agricole dans l'optique de contribuer à la réduction des conflits fonciers et ceux liés à la transhumance dans les territoires d'Uvira, Fizi et Walungu.

Produit 1.1.3 : Les plans locaux de consolidation de la paix sur les fonciers et la transhumance dans la Zone Prioritaire 1 et 2 élaborés suite au processus de dialogue démocratique, et mis en œuvre par les communautés et les autorités (locales, provinciales et territoriales)

Depuis le début du projet jusqu'à la clôture 5 dialogues ont eu lieu 2 à Uvira et 3 autre à Fizi, qui avait comme objectif de faire l'analyse des principaux problèmes des conflits fonciers et les conflits liés à transhumance auxquels font face les jeunes, hommes et femmes dans le territoire de Fizi et Uvira, mais aussi, cette activité veut lister les principaux conflits fonciers et conflits liés à la transhumance auxquels font face les communautés de Fizi et Uvira en discutant sur les besoins et les intérêts des communautés en termes d'amélioration socioéconomique, de développement et le mécanisme de réduction des conflits pour la cohésion sociale. Une liste des recommandations et un plan d'activités à réaliser par la communauté elle-même a été dressée ;70 participants issus des différentes structures et les autorités politico-administrative et coutumières ont fait partie dans ces dialogues (Administration du territoire de Fizi et Uvira les services techniques dont celui de l'agriculture et celui de pêche et élevage de Fizi et Uvira, les chefs de groupements, le chef de secteur de Mutambala, et se deux services techniques également, les structures communautaires de résolution, les structures féminines accompagnées par PSVS, l'administration foncière, les jeunes, etc.... dont 26 femmes et 44 hommes.

7 organisations des femmes, soit 150 participants dans 7 villages ont pris part à l'atelier de formation sur la bonne gouvernance et le leadership féminin organisé en leur faveur. Ceci visait la promotion et l'accompagnement des femmes et surtout celles issues des structures féminines à participer aux dialogues communautaires. Toujours dans le cadre de la participation des femmes au dialogue démocratique 330 personnes dont 244 femmes et 86 hommes membres des structures des jeunes, les organisations féminines, d'autres femmes membres de la communauté ont été sensibilisées pour participer dans les dialogues démocratiques et de faire le suivi de mise en œuvre des recommandations issues de dialogue.

A l'issue des dialogues organisés entre les concessionnaires et les paysans sans terre, 91 contrats de métayage ont été signés entre les concessionnaires ou leurs représentants et les paysans sans terres sur un espace d'à peu près 99,98 Ha pour une durée qui varie entre 4 à 5 ans.

Le tableau ici en bas donne les détails par villages pilotes :

No	Villages	Nombres de contrats	Durée (année de contrat)			Nombre d'hectare
			3ans	4ans	5ans	
1	Kamanyola	22	12	9	1	27
2	Kagando	18	15	2	1	15
3	Bwegera	10	6	3	1	10
4	Runingu	10	7	2	1	8
Total Uvira Territoire		60 Contrats	40	16	4	60 Ha
5	Lusenda	18	18	0	0	21,98
6	Katanga	6	0	0	6	4
7	Malinde	7	2	1	4	14
Total Fizi Territoire		31 contrats	20	1	10	39,98 Ha
Total général		91 contrats				99,98 Ha

Objectif spécifique 2 : La performance et la qualité de services de l'administration foncière sont améliorées, permettant la fourniture de services transparents, équitables et accessibles à tous les citoyens (femmes, jeunes femmes, hommes, jeunes hommes, enfants, groupes marginalisés et groupes à risque).

Résultat 2.1 : La performance et la qualité de services de l'administration foncière sont améliorées, permettant la fourniture de services transparents, équitables et accessibles à tous les citoyens (femmes, jeunes femmes, hommes, jeunes hommes, enfants, groupes marginalisés et groupes à risque)

Produit 2.1.1 : Les agents de l'administration foncière au sein des circonscription foncières ont acquis les compétences (managériales et techniques) adéquates pour améliorer la qualité des services à la communauté

Le projet a assuré pendant sa mise en œuvre des renforcements des capacités en faveur des agents du Registre Foncier Communautaire dans le groupement de Kakamba à Bwegera qui avait comme participants, 7 techniciens (cartographes), 6 agents des différents bureaux du Registre Foncier Communautaire, 2 agents techniques des divisions du cadastre de Sange et de Baraka-Fizi qui avaient participé à la première formation, pour approfondir leurs connaissances sur : l'utilisation de GPS, shapefile, Excel, KML, Geoson, logiciels spécialisés GIS (Quantum GIS, arc GIS, Air table, Civil 3D), la notion sur la cartographie appliquée aux travaux de cadastre, Collecter les données géographiques sur terrain avec Survey 123, sur le traitement des données collectées sur terrain et production des planchettes, manipulation de la plate-forme en ligne, établissement des croquis, calcul d'éléments géométriques et d'élaboration de PV de reconnaissance de droits locaux, l'établissement de la procédure d'un dossier foncier).

Une visite d'évaluation des acquis des formations a été organisée à Fizi comme à Uvira, pour Uvira la nécessité d'organiser une formation de recyclage s'est fait sentir et a été faite, pour Fizi, les participants ont donné leurs appréciations sur la façon dont ils ont assimilé les notions de la formation et la disponibilité du formateur pour l'éclairer les lacunes qu'ont les agents déjà formés.

Cette période sous examen a été une opportunité de passer en revue le plan d'accompagnement de l'administration foncière existant à travers une réunion, avec comme participants, 40 membres de l'administration foncière en raison de 8 femmes et 32 hommes ; à l'issue de cet atelier, l'ancien plan a été mis à jour et validé par tous les participants.

L'atelier de refonte de 2 brigades foncières mobiles du territoire d'Uvira, en faveur de 36 Agents des brigades foncières mobiles et en faveur de 37 agents de 2 brigades foncières mobiles de Fizi qui ont bénéficié tous des formations en sensibilisation foncière, monitoring des conflits fonciers et ceux lié à la transhumance, l'éthique et déontologie de l'agent public de l'Etat, responsabilité en gouvernance foncière des services fonciers et chefs coutumiers et la relation entre administration foncière et les chefs traditionnels (chefs des villages, chefs des groupements, chefs des chefferies) en matière foncière.

Une charte foncière est en cours d'élaboration pour la chefferie de la plaine de la Ruzizi et une mise à jour de celle de Bafuliru (afin d'y intégrer les questions de transhumance).

Pendant cette période de rapportage, le ministre provincial des affaires foncières a fait une visite de terrain pour non seulement la remise du bâtiment de la circonscription foncière de Fizi construit par le projet, mais aussi pour s'enquérir de la situation des circonscriptions foncières de Fizi et d'Uvira.

Produit 2.1.2 : Les bureaux des circonscriptions foncières (dans le territoire d'Uvira et Fizi) sont construits et équipés

Le Bâtiment du bureau de l'administration foncière (circonscription foncière de Baraka-Fizi) nouvellement construit, a été remis à la circonscription foncière par le gouvernement provincial à travers son Ministre provincial des Travaux Publics et Affaires Foncières par la coupure du ruban symbolique. Les deux administrations d'Uvira et Fizi ont été doté des matériels ci-après :

Fizi : la dotation des matériels informatiques et des matériels modernes avec une base des données de la cartographie participative (2 ordinateurs laptop, 1 ordinateur desktop, un disc dure externe, 2 smartphones pour la collecte des données cartographiques, 2 imprimantes, un groupe électrogène marque Ki port de 5.5 KVA),

Uvira : les outils informatiques et modernes pour les collectes des données cartographiques, 2 ordinateurs laptop, 1 imprimante, 2 smartphones pour les collectes des données de la cartographie),

Notez que le bureau construit par le projet est terminé et aujourd'hui occupé par l'administration foncière de Baraka-Fizi.

Produit 2.1.3 : Les populations (hommes, femmes, jeunes, agriculteurs et éleveurs) des zones prioritaires ont un accès sûr, sécurisé et durable aux terres (Titrisation collective)

Les tribunes d'expression populaire sur le rôle de l'administration foncière ont été organisées dans le territoire de Fizi avec comme participants 342 dont 205 hommes et 137 femmes, pendant qu'à Uvira la participation était de 231 dont 147 hommes et 86 femmes, pendant cette activité un plaidoyer a été fait à Fizi comme à Uvira pour que les administrations foncières restent dans la marge du prix de 150 dollars que le ministre provincial du foncier avait fixé depuis le début du projet et qui par moment été violé. L'accord de principe a été trouvé.

La cartographie participative des terres des communautés locales déjà terminée à Fizi et Uvira, les résultats globaux se présentent de la manière suivante :

Villages	Nbre Copropriétés	Regroupement	Superficie Sécurisée par Ha	Sexe	Effectif
Mikamba/ Runingu	175	13	185.48	Femme	97
				Homme	78
Kaguruba/Runingu	374	35	66.63	Femme	212
				Homme	162
Bwegera	797	67	689.65	Femme	246
				Homme	551
Muky'obwe/ Malinde Fizi	682	46	609.79	Homes	535
				Femme	147
Total	2028	161	1551.55		2028

La superficie totale cartographiée par hectare dans les quatre villages est de **1551.55**, l'effectif de **2028** représente les propriétaires des champs, comme l'approche de sécurisation est collective, le regroupement a été fait et le total de regroupement est de **161** ; notez que ce regroupement a été fait dans le respect des normes cadastrales et dans la définition d'une parcelle comme un TOUT.

Eu égard à ce qui précède, le tableau suivant donne les résultats des certificats fonciers coutumiers collectifs donnés aux bénéficiaires :

Villages	Données de Sécurisation foncière			
	PV de reconnaissance de droit foncier coutumier/fiche individuel	Nombre des regroupements	Certificats fonciers coutumiers collectifs coutumiers	Observations
Mikamba/ Runingu	175	13	13	
Kaguruba/Runingu	374	35	35	
Bwegera	797	67	67	En cours
Muky'obwe/ Malinde Fizi	682	46	46	
Total	2028	161	161	

Finalelement 94 certificats fonciers coutumiers collectifs livrés aux bénéficiaires du projet qui ont fait identifier leurs champs pendant la cartographie participative et qui sont évalués à **2028** personnes. Notez qu'à Bwegera le processus est en cours.

Le projet a réfléchi sur la mise en place d'un système innovant d'archivage des certificats fonciers des bénéficiaires qui n'a pas été prévu par le projet au départ, le système est déjà testé et fonctionne très bien ; mais nécessite des moyens pour le mettre en place. Il s'agit d'une carte de numérisation et archivage électronique online (QR), une fois scanner donne la possibilité de visualiser et d'imprimer le certificat et toute la documentation liée, même quand c'est perdu.



Objectif spécifique 3 : La cohésion sociale et la résilience inter et intra-communautaire, avec un accent sur les jeunes à risques, sont améliorées.

Résultat 3.1 : Les membres des communautés (hommes, femmes et Jeunes à Risques) ont gagné la confiance en eux-mêmes et aux membres d'autres communautés grâce à l'approche de la sociothérapie à base communautaire (CBST)

Produit 3.1.1 : Les membres des communautés (hommes, femmes et Jeunes à Risques) ont gagné la confiance en eux-mêmes et aux membres d'autres communautés grâce à l'approche de la sociothérapie à base communautaire (CBST)

Nonobstant la persistance des facteurs contextuels négatifs qui continuaient à influencer négativement le processus d'amélioration des rapports sociaux entre les membres des différentes communautés en général et les jeunes en particulier, il est indispensable de signaler que les activités CBST ont constitué un levier de concertation et de conscientisation vers l'acceptation entre les communautés et autres couches qui avaient développées un climat de méfiance entre elles. C'est ainsi qu'à travers les six cycles CBST organisés pendant toute la période de la vie du projet ; des changements notables signalés ci-haut vient de jeter les bases dans la construction de la cohésion sociale et le vivre ensemble entre les communautés jadis hostiles les unes contre les autres dans certaines localités notamment entre les jeunes Barundi, Bafuliru et Banyamulenge à Bwegera, l'amélioration des conditions d'accès aux ressources locales par les réfugiés Burundais à Lusenda et Malinde-Mulongwe ; le plaidoyer en cours au niveau communautaire pour l'identification d'un espace dédié à la transhumance à Kafulo et en fin le retour des déplacés Bafuliru dans le village de Bibokoboko malgré les attaques menées par les groupes armés assimilés à cette communautés dans les moyens plateaux de Bibokoboko. Ces faits dénotent le début de l'amélioration de la confiance entre les membres des différentes communautés malgré les pesanteurs du contexte actuel marqué par la hausse des cas des violences et suspicions entre les communautés.

Au niveau de l'approche de la sociothérapie à base communautaire, voici c'est qui a été atteint :

- ✓ Cinq cycles CBST organisés
- ✓ 840 personnes dont 420 femmes et 420 hommes accompagnés au sein des groupes de dialogue CBST
- ✓ Amélioration des rapports sociaux entre les jeunes des différentes communautés jadis hostiles les uns contre les autres dans certaines communautés
- ✓ Réduction de la culture de violence dans le chef de certains jeunes à risque jadis impliqués dans les violences intercommunautaires (Runingu, Sange, Bwegera, Katanga et Kafulo)

Implication remarquable des membres des groupes CBST dans les efforts de paix et de cohésion sociale au niveau communautaire (Médiation communautaire, promotion des droits des réfugiés) (Lusenda, Kufulo, Kangando, Bwegera). Ces personnes touchées par les activités de la sociothérapie à base communautaires jouent le rôle de vecteur de paix et de la cohésion sociale dans leurs communautés respectives.

Produit 3.1.2 : La capacité de production des petits paysans JAR (jeunes hommes et jeunes femmes) dans le secteur agricole, de l'élevage et du petit commerce est améliorée par l'intégration de l'approche PIP " Plan Intégré du Paysan "

A part l'accompagnement technique et matériel que les paysans innovateurs avaient bénéficiés pendant toute la période du projet ; Il sied de noter que les actions d'accompagnement technique et matériels des bénéficiaires et la vulgarisation de l'approche au niveau communautaires menées ont permis d'abord aux paysans innovateurs de promouvoir la culture d'auto prise en charge dont le PIP leur a inculquer ; mais aussi, à développer des capacités techniques dont ils font montre dans leurs activités agropastorales. Ces capacités techniques sur l'agriculture, élevage et l'entrepreneuriat ont permis au bon nombre des paysans innovateurs à obtenir des changements au niveau comportemental et matériel avec comme impact le début d'exécution des plans familiaux de développement :

Au niveau comportemental, il est à noter que le projet vient d'impulser quelques changements des comportements de la part des plusieurs hommes membres des ménages PIP qui progressivement abandonnent certaines pratiques et usages qui consistaient à abandonner plus des charges aux femmes et jeunes filles surtout pour ce qui concerne les activités champêtres. Plusieurs témoignages collectés auprès des femmes et jeunes filles membres des ménages PIP nous renseignent sur ce changement de mentalité qui a été à la base de la stabilité et cohésion familiale avec comme impact l'augmentation de l'intensité des activités agricoles et autres.

Sur le plan matériel ; des avancées significatives ont été enregistrées en termes d'amélioration du niveau de production des ménages PIP et financement des visions d'avenir. Pour ce qui concerne l'augmentation des productions, un travail technique effectué en collaboration avec les inspections agricoles dans les deux territoires en vue d'obtenir des données chiffrées crédibles a révélé l'augmentation de production à 50% pour les cultures vivrières dans la plaine de la Ruzizi et Kilicha en territoire de Fizi ; à 70% pour les maraichers du territoire de Fizi ; ceci grâce à la domestication de l'approche PIP via le projet UJAMAA. En ce qui concerne cette approche du plan intégré du paysan « PIP », ce qui a été atteint depuis le début du projet jusqu'à sa clôture :

- ✓ 750 personnes formées sur la philosophie PIP
- ✓ 750 ménages accompagnés dans l'élaboration des visions d'avenir, en pleine mise en œuvre

- ✓ 750 personnes formées sur différentes thématiques transversales au PIP (Techniques agricoles, techniques d'élevage, entrepreneuriat)
- ✓ Amélioration des rapports genre au sein des certains ménages PIP
- ✓ Amélioration des pratiques agropastorales de la part de certains ménages PIP
- ✓ Amélioration du niveau de production agricole de certains ménages PIP
- ✓ Augmentation des revenus des certains ménages PIP.
- ✓ Elaboration des six visions communautaires (plan local de développement des villages) Malinde, Katanga, Lusenda, Runingu, Sange et Bwegera)

Produit 3.1.3 : L'autonomisation financière durable des femmes vulnérables, des Jeunes à Risques (JAR) et des structures communautaires mise en place est promue au travers la mise en place des associations villageoise d'épargne et de crédit (AVEC) et Activités régénératrice de revenu (AGR)

La maîtrise des métiers de 180 personnes et l'opérationnalisation de 24 activités génératrices des revenus dans les deux zones prioritaires a ouvert la voie vers la professionnalisation sur différentes filières des jeunes et femmes ayant appris les différents métiers notamment en élevage des porcs et petites volailles, la fabrication artisanale des savons et des pains. Cette situation positive augure un avenir meilleur pour ces bénéficiaires qui maîtrise déjà un métier pouvant leur garantir une autonomie financière dans l'avenir. Vous noterez que les AVEC constituent en ce moment des alternatives sérieuses aux problématiques d'accès aux crédits et constituent actuellement la source de financement dans la démarche de diversification des sources des revenus, ce qui a permis aux membres de réunir des petits montants leurs permettant de financer leurs activités en lien avec les visions d'avenir pour les paysans innovateurs et booster les économies ménagères pour les autres jeunes issus des groupes CBST.

Pour ce qui est de l'autonomisation financière des femmes vulnérables et les jeunes à risque ;

- ✓ 180 jeunes à risques et femmes membres des structures féminines formés sur les différents métiers (coupe et couture, saponification, boulangerie, élevage des porcs et des volailles)
- ✓ 24 groupes cibles dont 14 groupes CBST et 14 structures féminines dotés des kits pour le démarrage des AGR
- ✓ 24 AGR opérationnelles au profit des JAR et femmes membres des structures féminines.
- ✓ 660 jeunes à risques et fermiers paysans innovateurs formés sur l'approche AVEC, réunis au sein de 22 AVEC accompagnés pendant le premier cycle de 9 mois et qui poursuivent le deuxième cycle.

Objectif spécifique 4 : Les femmes influencent, et participent à toutes les étapes des processus de stabilisation et de consolidation de la paix, et sont reconnues comme actrices de changement social

Résultat 4.1 : Les femmes influencent, et participent à toutes les étapes des processus de stabilisation et de consolidation de la paix, et sont reconnues comme actrices de changement social

Produit 4.1.1 : Les femmes, les organisations des femmes, les hommes et les autorités locales développent une sensibilité accrue sur les normes sociales et les rôles de genre positifs

Le projet UJAMAA a débuté depuis le 1Novembre 2020-28 avril 2023 le projet à contribuer sensiblement s'a l'amélioration de la situation des femmes assorti de l'étude CAP et validé par l'ensemble du consortium, Pendant la durée du projet les résultats suivants ont été réalisées :

- les connaissances des femmes de la zone du projet ont été améliorer sur leur droit, dans ce cadre, 345femmes membres structure féminine ont bénéficier de la formation dans le thématique et leadership féminin, dans la gestion foncière et la résolution des conflits et la résolution 1325 du Conseil de Nations Unies,
- Pour la participation de la femme dans les espaces communautaires de gestion des conflits fonciers et de la transhumance, 33 tribunes d'expression populaire sur la participation de la femme dans la gestion des conflits fonciers et ceux de la transhumance, dont 15 à Fizi et 17 dans Uvira territoire, au total 4500 personnes dont 2701 femmes, jeunes filles 691, 1811 hommes,1098 leaders locaux et les responsables des éleveurs et des circonscription foncière ont participent aux activités.
- Les Us ; coutume rétrograde et la socialisation des femmes et filles ont été longtemps à la base de la marginalisation de cette catégories des personnes qui n'avaient pas accès a la terre et même à l'héritage. Le projet UJAMA A dans les zones d'intervention à travers les structures féminines qui ont apporté une solution a traves des séances des sensibilisations pour que les femmes et filles accéder à la terre. Les membres des structures féminine sont menés 728seances en raison de deux séances par mois par structure féminines. Les séances ont touché 14561persones dont 9221femmes ,2313jeunes filles,1524hommes,1503jeunes garçons.

Produit 4.1.2 : Participation systématique et active des femmes dans les structures de prise de décision et de gestion au niveau de la stabilisation et de consolidation de la paix.

Pendant la durée du projet, les 14 structures communautaires féminines accompagnées par PSVS ont travers le projet ont menées des activités des plaidoyers envers les autorités locale,54notes de plaidoyers ont été élaborées pour que les femmes soient représentées dans les instances de prise de décision au niveau local, 1

<p>Les retombés de ces notes de plaidoyer sont le suivant : 14 femmes ont été nommées chefs d'avenue, 7 femmes ont été nommées Nyumba Kumi, 2 femmes nommées chef du village.</p> <p>169 cas d'alertes ont été rapportés par les points focaux genre en raison de 87 à Fizi dont 65 cas de droits foncier et 22 cas de SGBV. Dans le territoire d'Uvira 82 cas ont été identifiés, dont 40 cas de droits foncier et 42 cas, les cas sur la violation des droits fonciers ont été référés aux structures de gestion de conflits fonciers appuyées par le projet et les cas de SGBV ont été orientés vers les structures de prise en charge des survivantes des SGBV après avoir reçu un accompagnement psycho social de la part des points focaux genre.</p>
<p>Produit 4.1.3 : L'intégration de genre dans le projet UJAMAA est effective et visible au niveau des communautés et des autorités étatiques.</p>
<p>32 staffs membres du consortium UJAMAA ont été formés sur la programmation sensible au Genre dont 26 hommes, 6 femmes. Un recyclage a été organisé en faveur de consortium sur la thématique de l'intégration genre, ce recyclage a connu la participation de 15 staffs dont 5 femmes et 10 hommes.</p> <p>Dans les 14 structures féminines nous avons 14 femmes qui siègent dans les barazza pour une prise de décision, notez depuis le début du projet, 20 tribunes d'expression populaire sur la participation de la femme dans la gestion des conflits fonciers et ceux de la transhumance ont été organisées, dont 8 à Fizi et 12 dans Uvira territoire, au total 3000 personnes dont 2000 femmes et 1000 hommes, leaders locaux et les responsables des services fonciers et les éleveurs et agriculteurs ont également participé à ces activités. Les résultats cumulés font état de 35 tribunes d'expression populaire organisées sur le 36 prévu soit 97,2% de progrès.</p>

1.2 Progress de la mise en œuvre

<p>1.2.1 Exécution du Plan de travail et du budget</p>
<p>Objectif Spécifique 1 : Les populations dans l'Est de la RDC et l'Etat congolais, appuyés par leurs partenaires, transforment les conflits fonciers et conflits liés à la transhumance dans les zones prioritaires de stabilisation</p>
<p>Résultat 1.1 : Les populations dans l'Est de la RDC et l'Etat congolais, appuyés par leurs partenaires, transforment les conflits fonciers et conflits liés à la transhumance dans les zones prioritaires de stabilisation.</p>
<p>Produit 1.1.1 : Les acteurs politico-administratifs, la société civile à différents niveaux sont mobilisés de façon que les populations développent une perception positive du projet UJAMAA, permettant une redevabilité et forte implication.</p>
<p>La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui</p>
<p>La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui</p>
<p>Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? La participation des femmes était assurée dans toutes les activités menées par le projet. Les cadres de concertation sont composés des hommes et des femmes. Pendant les évaluations de base et les collectes des données semestrielles, les hommes et des femmes étaient également dans les équipes de collecte des données sur le terrain.</p>
<p>Produit 1.1.2 : Les acteurs locaux réunis au sein des structures communautaires intervenant dans les zones sont efficaces dans la médiation des conflits de transhumance et la défense de leur droits</p>
<p>La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui</p>
<p>La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui</p>
<p>Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? les structures communautaires de résolutions des conflits sont composées des hommes et des femmes, Pendant la sensibilisation des structures communautaires, les femmes et les hommes ont participé d'abord comme participant mais plus comme sensibilisatrices. Le présent rapport prouve à suffisance l'intégration de l'aspect genre à un taux de 1846 participants impliquer directement à toutes les activités planifiées et réalisées pendant cette période, 900 soit 48,75% sont des hommes contre 946 soit 51,146% des femmes.</p>
<p>Produit 1.1.3 : Les plans locaux de consolidation de la paix sur les fonciers et la transhumance dans la Zone Prioritaire 1 et 2 élaborés suite au processus de dialogue démocratique, et mis en œuvre par les communautés et les autorités (locales, provinciales et territoriales)</p>
<p>La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui</p>
<p>La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui</p>
<p>Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? Lors de tenue des dialogues démocratiques impliquant toutes les parties prenantes organisées, les hommes et les femmes donnaient leurs opinions au même pied d'égalité dans le cadre du développement de plan de consolidation de la paix et résolution des différends liés aux fonciers et transhumances dans la zone. Sur 70</p>

participants à cet activité, 26 soit 37,14% des femmes contre 44 soit 62,86% hommes. Au regard de cette représentativité, une nécessité des multiplications des sensibilisations sur les différents thématiques des femmes s'avère indispensables pour relever le taux des participations de la femme dans le processus décisionnel et de développement de leur entité.
Objectif spécifique 2 : La performance et la qualité de services de l'administration foncière sont améliorées, permettant la fourniture de services transparents, équitables et accessibles à tous les citoyens (femmes, jeunes femmes, hommes, jeunes hommes, enfants, groupes marginalisés et groupes à risque).
Résultat 2.1 : La performance et la qualité de services de l'administration foncière sont améliorées, permettant la fourniture de services transparents, équitables et accessibles à tous les citoyens (femmes, jeunes femmes, hommes, jeunes hommes, enfants, groupes marginalisés et groupes à risque)
Produit 2.1.1 : Les agents de l'administration foncière au sein des circonscription foncières ont acquis les compétences (managériales et techniques) adéquates pour améliorer la qualité des services à la communauté
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? pendant les séances de renforcement des capacités des agents des circonscriptions foncières, les hommes et les femmes agents participent aussi. Pendant les séances des sensibilisations et des journées portes ouvertes sur les rôles et attributions de l'administration foncière, brigades foncières mobiles dans les sites (Lusenda, Malinde, Katanga, Kafulo, Kilicha et Lulimba), 420 personnes ayant bénéficié l'activité, 174 soit 41,43% sont des hommes contre 246 soit 58,57% des femmes.
Produit 2.1.2 : Produit 2.1.2 : Les bureaux des circonscriptions foncières (dans le territoire d'Uvira et Fizi) sont construits et équipés
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui,
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? Pendant la construction du bureau de la circonscription foncière de Fizi à Baraka, il y a eu moins des femmes qui ont presté comme ouvrières dans le chantier, on note 5 femmes sur les 23 personnes employées par l'entreprise de construction, soit 22% des femmes. Dans le domaine de la construction ce n'est pas un pourcentage négligeable. Le bureau construit a prévu, une latrine pour les hommes et une autre pour les femmes.
Produit 2.1.3 : Les populations (hommes, femmes, jeunes, agriculteurs et éleveurs) des zones prioritaires ont un accès sûr, sécurisé et durable aux terres (Titrisation collective)
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui,
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui,
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? la cartographie participative a été conduite par les hommes et les femmes. Les résultats de cette cartographie ont relevé aussi un nombre important des femmes qui sont propriétaires des parcelles et des champs cultivables. 702 femmes contre 1326 hommes.
Objectif spécifique 3 : La cohésion sociale et la résilience inter et intra-communautaire, avec un accent sur les jeunes à risques, sont améliorées.
Résultat 3.1 : Les membres des communautés (hommes, femmes et Jeunes à Risques) ont gagné la confiance en eux-mêmes et aux membres d'autres communautés grâce à l'approche de la sociothérapie à base communautaire (CBST)
Produit 3.1.1 : Les agents de l'administration foncière au sein des circonscription foncières ont acquis les compétences (managériales et techniques) adéquates pour améliorer la qualité des services à la communauté
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui,
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? Les trois approches de mise en œuvre de l'objectif spécifique 3 du projet UJAMAA favorise en amont comme en aval l'intégration du genre. Pratiquement ; sur 900 personnes touchés par les activités CBST jusqu'à maintenant, 450 sont des femmes.
Produit 3.1.2 : La capacité de production des petits paysans JAR (jeunes hommes et jeunes femmes) dans le secteur agricole, de l'élevage et du petit commerce est améliorée par l'intégration de l'approche PIP " Plan Intégré du Paysan "
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui,
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ?

Non seulement 30% des paysans innovateurs sont les femmes ; il est cependant important de noter que les femmes et jeunes filles membres de 775 ménages PIP bénéficient de l'accompagnement du projet au même titre que les hommes.
Produit 3.1.3 L'autonomisation financière durable des femmes vulnérables, des Jeunes à Risques (JAR) et des structures communautaires mise en place est promue au travers la mise en place des associations villageoise d'épargne et de crédit (AVEC) et Activités régénératrice des revenu (AGR)
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui,
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? Les Associations villageoises d'Epargne et de Crédit qui sont accompagnées par le projet connaissent la participation des hommes et des femmes.
Objectif spécifique 4 : Les femmes influencent, et participent à toutes les étapes des processus de stabilisation et de consolidation de la paix, et sont reconnues comme actrices de changement social
Résultat 4.1 : Les femmes influencent, et participent à toutes les étapes des processus de stabilisation et de consolidation de la paix, et sont reconnues comme actrices de changement social
Produit 4.1.1 : Les femmes, les organisations des femmes, les hommes et les autorités locales développent une sensibilité accrue sur les normes sociales et les rôles de genre positifs
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? Les plans d'action qui sont en cours de mise en œuvre sont essentiellement pour les femmes, mais les hommes sont aussi impliqués dans la matérialisation de ce plan.
Produit 4.1.2 : Participation systématique et active des femmes dans les structures de prise de décision et de gestion au niveau de la stabilisation et de consolidation de la paix
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui,
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui,
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? Aujourd'hui, le projet Ujamaa a accompagné les femmes et filles dans les actions de plaidoyer, un nombre important des femmes sont chefs d'avenue, participent dans les comités locaux de développement et d'autres sont aujourd'hui chefs des villages comme les hommes.
Produit 4.1.3 : L'intégration de genre dans le projet UJAMAA est effective et visible au niveau des communautés et des autorités étatiques
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui,
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? Les staffs hommes et femmes membres du consortium ont été formé dans le genre sensible au conflit.

1.3 Défis et mesures de mitigation

1.3.1 Défis principaux rencontrés

- Décrivez les principaux défis vous avez rencontré au cours de la période couverte par ce rapport (1/2 page max)

Les défis majeurs identifiés depuis le début du projet s'articulent autour des points suivants :

- La situation sécuritaire dans le site de Bibokoboko n'a pas permis au projet d'y travailler normalement pendant cette année
- L'esprit d'attentisme assez développé dans les sites du projet (autorités locales),
- A Fizi, une résistance des communautés non-éleveurs sur des questions de transhumance (toutes les infrastructures pastorales : couloirs, pistes et pâturages sans dans la communauté Bembé non-éleveurs) d'où la nécessité des activités intégratrices qui favoriseraient l'implication de cette communauté aussi afin de préserver les acquis du projet.
- Pas des infrastructures pastorales existantes à Fizi, il a fallu un mécanisme communautaire pour que les leaders, les chefs de groupement et les chefs de secteur arrivent à identifier certains endroits pour la transhumance et les pâturages, etc...
- La non acceptation de l'autorité du chef de chefferie de la plaine de la Ruzizi, une situation qui alourdit la sécurisation à base coutumière,
- Dualité du pouvoir au niveau du groupement qui affecte toutes les autres structures même de la société civile à Bwegera,
- Changement des acteurs au niveau de la province et des territoires (AT Uvira et FIZI),

- Durée du projet 30 mois soit deux ans et demi pour un projet de changement de comportement et de gestion des conflits comme ceux de la transhumance reste un grand défi, mais aussi les approches du projet Ujamaa que sont la CBST et le PIP trouvent des résultats satisfaisants dans 4 ans minimum,
- Les difficultés liées à l'accessibilité dans certaines zones du projet à cause de l'insécurité (Kalingi et Bibokoboko),
- La route presque impraticable sur l'axe Uvira-Baraka (une route d'intérêt commercial pour les agriculteurs et éleveurs),
- Porosité des Frontières (les vaches du Burundi viennent au Congo avec des maladies) et qui créent encore des conflits entre agriculteurs et éleveurs et un surpâturage.

1.3.2 Défis et mesures de mitigation	
Défis	Mesures de mitigation
<p>Décrivez un défi vous avez rencontré au cours de la période couverte par ce rapport</p> <p>La perturbation climatique à anticiper l'activité de planter les arbres au tour des couloirs de transhumance à Malinde à la période prévue,</p>	<p>Décrivez la/les mesure(s) de mitigation entreprise(nt) pour faire face à ce défis cours de la période couverte par ce rapport</p> <p>Le projet a pris la décision d'attendre les bonnes pluies pour repiquer.</p>
<p>Décrivez un défi vous avez rencontré au cours de la période couverte par ce rapport</p> <p>La situation sécuritaire dans le site de Bibokoboko n'a pas permis au projet d'y travailler normalement pendant cette année</p>	<p>Décrivez la/les mesure(s) de mitigation entreprise(nt) pour faire face à ce défis cours de la période couverte par ce rapport</p> <p>Le projet a pris la décision de ne pas envoyer les staffs jusqu'à l'établissement de la sécurité, mais avant, le travail se faisait dans le site de déplacement mais quand ils ont ensuite décidé d'aller dans un autre milieu loin de Baraka, c'était difficile de continuer, le travail a été fait pas les moniteurs PIP et CBST basé dans la communauté.</p>
<p>Décrivez un défi vous avez rencontré au cours de la période couverte par ce rapport</p> <p>L'esprit d'attentisme assez développé dans les sites du projet (autorités locales),</p>	<p>Décrivez la/les mesure(s) de mitigation entreprise(nt) pour faire face à ce défis cours de la période couverte par ce rapport</p> <p>Les séances de conscientisation ont été mises à profit.</p>
<p>Décrivez un défi vous avez rencontré au cours de la période couverte par ce rapport</p> <p>A Fizi, une résistance des communautés non-éleveurs sur des questions de transhumance (toutes les infrastructures pastorales : couloirs, pistes et pâturages sans dans la communauté Bembé non-éleveurs) d'où la nécessité des activités intégratrices qui favoriseraient l'implication de cette communauté aussi afin de préserver les acquis du projet,</p>	<p>Décrivez la/les mesure(s) de mitigation entreprise(nt) pour faire face à ce défis cours de la période couverte par ce rapport</p> <p>Les séances de conscientisation ont été mises à profit et besoin d'une extension avec coût pour consolider.</p>
<p>Décrivez un défi vous avez rencontré au cours de la période couverte par ce rapport</p> <p>Pas des infrastructures pastorales existantes à Fizi,</p>	<p>Décrivez la/les mesure(s) de mitigation entreprise(nt) pour faire face à ce défis cours de la période couverte par ce rapport</p> <p>Un mécanisme communautaire a été mis en place pour que les leaders, les chefs de groupement et les chefs de secteur arrivent à identifier certains endroits pour la transhumance et les pâturages, etc...</p>
<p>Décrivez un défi vous avez rencontré au cours de la période couverte par ce rapport</p> <p>Dans la chefferie de la plaine de la Ruzizi, il y a non acceptation de l'autorité du chef de chefferie, une situation qui rendrait presque difficile la sécurisation à base coutumière,</p>	<p>Décrivez la/les mesure(s) de mitigation entreprise(nt) pour faire face à ce défis cours de la période couverte par ce rapport</p> <p>Les actes d'engagement communautaires ont été signés pour accepter la sécurisation collective à base coutumière.</p>
<p>Décrivez un défi vous avez rencontré au cours de la période couverte par ce rapport</p>	<p>Décrivez la/les mesure(s) de mitigation entreprise(nt) pour faire face à ce défis cours de la période couverte par ce rapport</p>

Dualité du pouvoir au niveau du groupement qui affecte toutes les autres structures même de la société civile a Bwegera,	Pour éviter de frustrations et mener les actions au bénéfice des communautés les deux chefs ont été invités à l'action malgré le coût que cela coute au projet.
Décrivez un défi vous avez rencontré au cours de la période couverte par ce rapport Changement des acteurs au niveau de la province et des territoires (AT Uvira et FIZI),	Décrivez la/les mesure(s) de mitigation entreprise(nt) pour faire face à ce défis cours de la période couverte par ce rapport Le projet n'a pas de contrôle sur ce défi qui est plus politique.
Décrivez un défi vous avez rencontré au cours de la période couverte par ce rapport Durée du projet 30 mois soit deux ans et demi pour un projet de changement de comportement et de gestion des conflits comme ceux de la transhumance reste un grand défi, mais aussi les approches du projet Ujamaa que sont la CBST et le PIP trouvent des résultats dans 4 ans minimum,	Décrivez la/les mesure(s) de mitigation entreprise(nt) pour faire face à ce défis cours de la période couverte par ce rapport Besoin d'une extension avec coût pour une bonne consolidation.
Décrivez un défi vous avez rencontré au cours de la période couverte par ce rapport Les difficultés liées à l'accessibilité dans certaines zones du projet à cause de l'insécurité (Kalingi et Bibokoboko),	Décrivez la/les mesure(s) de mitigation entreprise(nt) pour faire face à ce défis cours de la période couverte par ce rapport Le projet a pris la décision de ne pas envoyer les staffs jusqu'à nouvel ordre,
Décrivez un défi vous avez rencontré au cours de la période couverte par ce rapport La route presque impraticable sur l'axe Uvira-Baraka (une route d'intérêt commercial pour les agriculteurs et éleveurs),	Décrivez la/les mesure(s) de mitigation entreprise(nt) pour faire face à ce défis cours de la période couverte par ce rapport La voie fluviale a été envisagée par moment.
Décrivez un défi vous avez rencontré au cours de la période couverte par ce rapport Porosité des Frontières (les vaches du Burundi viennent au Congo avec des maladies) et qui créent encore des conflits entre agriculteurs et éleveurs et qui créent encore des conflits entre agriculteurs et éleveurs et un surpâturage.	Décrivez la/les mesure(s) de mitigation entreprise(nt) pour faire face à ce défis cours de la période couverte par ce rapport Plaidoyer au niveau de l'Etat pour renforcer les services de quarantaine animal aux frontières.
1.3.3 Actions correctrices face au retard de mise en œuvre (le cas échéants)	
Décrivez comment le projet a l'intention de poursuivre les activités comme prévu dans le plan de travail et remédie à d'éventuels retards ou lacunes budgétaires.	

Partie 2 - **Eléments contextuels et transversaux**

2.1 Contexte et engagement politique

2.1.1 Contexte

Synthétiser tout changement dans le contexte affectant la mise en œuvre et l'atteinte des objectifs du projet (1/2 page maximum)

Sur le plan contextuel, les grands changements observés et qui ont été susceptibles d'affecter la mise en œuvre des activités a été la généralisation des violences intercommunautaires dont au début du projet étaient localisées sur les hauts plateaux de Minembwe en territoire de Fizi, Itombwe en territoire de Mwenga et Bijombo en territoire d'Uvira ; vers les moyens plateaux de Bibokoboko en territoire de Fizi, ces violences se sont matérialisées par les attaques des groupes Mai-Mai sur une vingtaine des villages de cette partie avec comme conséquences les assassinats ciblés et à connotation ethniques, les incendies des villages, le déplacement massif de la population de cette zone vers la littorale pour certains et les villes d'Uvira et la plaine de la Ruzizi, jusqu'à Kamanyola. Sur le plan opérationnel, l'insécurité presque quasi permanente

observée dans la zone de Bibokoboko limite les mouvements vers ce village et de l'autre côté, en dépit de toutes les tentatives de réconciliation aujourd'hui les banyamulenge n'arrivent pas à Baraka.

L'activisme des groupes armés, qui a eu un impact sur la sécurité des personnes et de leurs biens, a comme conséquence, (1) vol des bétails, (2) tuerie des personnes en déplacement et pillage des bétails, (3) les conflits ethniques, (4) incendie des villages, (5) mort d'homme, (6) destruction des champs, (7) kidnapping, même des agents humanitaires.

Pendant cette période sous examen on observe le retour des quelques familles déplacées du village Bibokoboko dans le moyen plateau de Fizi, un retour timide à Bibokoboko aussi des autres communautés comme les Bafuliru témoigne aussi d'une légère amélioration de la sécurité ce dernier trimestre de l'année 2022.

Les opérations lancées de la force de l'EAC « East Afrika Community » pour la traque des groupes armés à l'EST de la RDC, dénote une certaine diminution des braquages dans la plaine de la Ruzizi,

Notez que Kamanyola reste aujourd'hui sur l'axe le lieu avec un minimum de sécurité et constitue le refuge de certains éleveurs et agriculteurs, même certains opérateurs économiques.

2.1.2 Engagement politique

Décrivez tout engagement auprès du gouvernement de la RDC ainsi qu'auprès d'acteurs non gouvernementaux entrepris afin que le projet soit un succès durable (1/2 page maximum)

Le projet a mis en place un sous-groupe de réflexion sur la transhumance au niveau de Bukavu et qui regroupe des acteurs dans cette thématique ; ce groupe est patronné par le ministère de l'agriculture pêche et élevage,

Le ministre provincial en charge de l'agriculture, pêche et élevage a effectué une visite du projet dans le cadre du suivi de la vulgarisation de l'arrêté du gouverneur de la province portant réglementation de l'élevage au Sud Kivu, dans les différents sites à Uvira comme dans le territoire de Fizi, le Ministre Provincial ayant les affaires foncières dans ses attributions quant à lui a patronné la remise officielle du bâtiment de la circonscription foncière de Baraka/Fizi et en à profiter pour visiter les activités du projet.

Notez aussi que le projet a aussi bénéficié efficacement l'appui technique et accompagnement des différentes autorités administratives locales, coutumières, les chefs des services techniques étatiques et les chefs des villages. Les activités des sensibilisations au niveau de la communauté ont été réalisées conjointement avec les agents des services étatiques. Un accompagnement efficace des chefs traditionnels ou coutumiers de Malinde était au rendez-vous.

3.2. Coordination avec les autres interventions de stabilisation

Effort de coordination	Partenaire de la stabilisation
<p>En quelques lignes décrivez vos efforts de coordination avec les autres partenaires de la stabilisation (agences du gouvernement, système des Nations Unies, ONG internationales et locales, Secrétariat Technique ISSSS inclus) lors de la mise en œuvre de votre projet.</p> <p>Depuis le début du projet, il y a eu des réunions de coordination tenues de manière trimestrielle par les consortiums financé par le fonds de cohérence pour la stabilisation.</p>	<p>Nom / projet / bailleur</p> <p>ESPASK, ESPER, ZOA, CORDAID,</p> <p>ZOA, KUA, PSVS,</p>
<p>En quelques lignes décrivez vos efforts de coordination avec les autres partenaires de la stabilisation (agences du gouvernement, système des Nations Unies, ONG internationales et locales, Secrétariat Technique ISSSS inclus) lors de la mise en œuvre de votre projet.</p> <p>Des réunions spontanées au bureau de la MONUSCO Uvira, une autre réunion avec la nouvelle cheffe de la MONUSCO à Uvira dans la salle Alpha de la MONUSCO,</p> <p>Quatre réunions avec le département des affaires civiles de la MONUSCO Uvira ont été tenues depuis le début du projet</p>	<p>Nom / projet / bailleur</p> <p>MONUSCO, ZOA,</p> <p>ZOA, PNUD, ALERTE ZOA ET AFFAIRES CIVILES/MONUSCO UVIRA</p>

3.3. Renforcement de capacité des acteurs nationaux et locaux

Avez-vous effectué un renforcement des capacités (aspects techniques, gestion de projet, suivi-évaluation, genre, planification, reporting, etc) des partenaires nationaux et locaux (gouvernementaux et non gouvernementaux) non prévu dans votre programmation ? Oui /non, si oui, veuillez les décrire.

Depuis le début du projet, les partenaires de mise en œuvre sont formés sur différents thèmes à savoir : les procédures administratives et financière de ZOA, sur les approches comme la CBST et le PIP, mais aussi sur la sécurisation foncière et sur la résolution des conflits, etc....

Avez-vous identifié des besoins de renforcement des capacités nationaux et locaux (aspects techniques, gestion de projet, suivi-évaluation, genre, planification, reporting, etc.) de partenaires (gouvernementaux et non gouvernementaux) ? oui /non, si oui, veuillez les décrire.

Depuis le début du projet après l'évaluation des partenaires, les besoins en termes de renforcement a été identifié et le plan de renforcement des capacités a été mis en place et suivi

2.4 Intégration de l'approche genre dans le projet

Dans quelle mesure l'approche genre a été mise en œuvre dans votre projet ? Comment votre projet a contribué à l'égalité entre les femmes et les hommes et à l'agenda Femmes, Paix et Sécurité ? (1/2 page max)

Dans le souci d'intégration genre dans le projet Ujamaa, les staffs du projet ont reçu une formation sur le genre sensible aux conflits et un recyclage dans la matière. De cette formation les staffs, toutes les activités du projet impliquent les hommes et les femmes.

2.5 Leçons apprises

- **Veuillez décrire les principales leçons apprises lors de la période de rapportage. (1/2 page max)**

1. La cartographie est un outil puissant d'identification et de résolution des conflits liés à la transhumance et les conflits fonciers,
2. Que le dialogue est possible même en cas des conflits violents entre éleveurs et agriculteurs,
3. Des compromis et attentes sont toujours possibles entre les éleveurs et agriculteurs,
4. Des mécanismes communautaires de résolution des conflits liés à la transhumance sont aussi efficaces que le mécanisme de répression (police, parquet),
5. La cohésion sociale est possible grâce au dialogue démocratique,
6. Le travail avec les structures locales de résolution des conflits liés à la transhumance est plus durable et assure la pérennisation,
7. Les actes d'engagement communautaire pris dans le cadre de la résolution des conflits sont plus efficaces dans la non-résurgence de ceux-ci,
8. Les nombres limités des groups CBST dans une zone à forte densité limite l'impact de cette approche dans certaines communautés,
9. Les approches CBST et PIP requièrent un temps suffisant pour que leurs impacts soient visibles

Pendant la mise en œuvre, il y a eu des constats qui ont été fait par le projet et qui sont nécessaires pour la consolidation et la pérennisation des résultats et qui deviennent aujourd'hui des défis ou apprentissages, s'ils ne sont pas pris en compte risquerai de jouer sur la durabilité des actions entreprises :

1. La non pris en compte de certains aspects comme des activités économiques intégrées qui défavorise la méfiance des agriculteurs envers les éleveurs,
2. Le registre foncier coutumier "RFC" pour la bonne prise en charge de la Sécurisation coutumière mais aussi s'aligner à la nouvelle politique foncière,
3. L'aménagement des couloirs, pistes, pâturages communautaires et Kraals, qui sont identifiés mais l'aménagement n'est pas prévu.
4. Identification et réhabilitation des abreuvoirs des abreuvoirs situés dans les couloirs,
5. Le renforcement de service de quarantaine animal pour lutter contre les maladies animales de la région et lutter contre le surpâturage qui crée encore des conflits entre éleveurs et agriculteurs au-delà des efforts fournis aujourd'hui par le projet.

2.6 Etudes réalisées

- Veuillez indiquer tout études réalisées au cours de la période de mise en œuvre et les joindre en annexe.
1. La collecte des données semestrielles pour chaque semestre pendant la mise en œuvre,
 2. Conflict scan trois au total depuis le debut du projet,
 3. L'étude de base du projet
 4. L'évaluation finale externe du projet,
 5. La recherche action participative au début du projet,
 6. L'étude sur l'identification des structures communautaires de résolution des conflits et féminines,
 7. L'étude sur les opportunités économiques des activités génératrices des revenus.

Notez que c'est seulement le rapport sur les évaluations finale qui sera joint à ce rapport final car tous les autres ont déjà été soumis dans différents rapports semestriels et annuels envoyés.

2.7 Révisions de projet

Indiquer toute modification importante dans les stratégies, les objectifs ou les résultats du projet qui ont eu lieu au cours de la période de rapportage. (1/2 page maximum)

RAS

2.8 Illustration narrative spécifique (optionnelle)

Partagez vos illustrations narratives spécifique qui peuvent être inclut dans le système de rapportage et de communication du FCS/MPTF. Cela n'est pas limité aux histoires de succès de votre projet, peut inclure une expérience humaine d'un bénéficiaire, des leçons apprises basées sur des expériences qui n'ont pas fonctionnées lors de la mise en œuvre du projet, etc. Le but est de mettre en évidence un exemple concret qui a joué un rôle important dans votre projet pendant la période considérée.

L'inclusion des pièces justificatives et illustratrice, y compris des photos avec des légendes, témoignages de bénéficiaires, des informations plus détaillées, etc., est fortement encouragée.

Témoignage d'un homme bénéficiaire à Runingu : Notre manière de vivre en famille a changé positivement depuis que nous avons adhéré au groupe PIP. Nous sommes des cultivateurs depuis longtemps mais nous le faisons sans aucune vision, aujourd'hui le projet nous a orienté comment cultiver avec objectif, nous essayons ensemble avec ma famille de constituer notre PIP ; il ya une collaboration et climat d'entente entre les membres de ma famille.

Une bénéficiaire à Katanga : « Personnellement, je maitrise bien ma colère, mes émotions grâce aux échanges en sessions de CBST que nous avons menés. Aujourd'hui, je suis devenu un enseignant CBST dans ma communauté. Vraiment un faiseur des bonnes leçons, je prêche cette bonne nouvelle et mon souhait est que toute personne ne cherche à vivre en paix avec d'autres comme je suis aujourd'hui en bonne relation avec mes voisins et autres membres de ma communauté ».

Partie 3 - Evaluation des éléments du rapport

A compléter par le Secrétariat Technique ISSSS.

3.1 Evaluation des éléments du rapport par le Secrétariat Technique ISSSS

Mise en œuvre du plan de travail et budget				
	3	2	1	N/A
Mise en œuvre du plan de travail et du budget				
Dans quelle mesure les activités sont-elles mises en œuvre à temps ?				
<i>Commentaire :</i>				
Dans quelle mesure les activités sont-elles mises en œuvre dans les limites du budget prévu ?				
<i>Commentaire :</i>				
Dans quelle mesure les défis ont-ils été activement gérés ?				
<i>Commentaire :</i>				

Progression vers les résultats attendus				
	3	2	1	N/A
Progrès vers l'atteinte des résultats attendus				
Dans quelle mesure les résultats attendus sont-ils en voie d'être atteints ?				
<i>Commentaire :</i>				
Qualité du rapport narratif et annexes obligatoires				
	3	2	1	N/A
Qualité du rapport narratif				
Dans quelle mesure les éléments de ces rapports sont-ils clairement expliqués ?				
<i>Commentaire :</i>				
Dans quelle mesure la budgétisation sensible au genre est-elle respectée ?				
<i>Commentaire :</i>				
TOTAL				

3.2 Commentaire générale du Secrétariat Technique ISSSS

Partie 4 - ANNEXES

Annexe 1 : UJAMAA Rapport financier Annuel Ujamaa décembre 2022

Annexe 2 : ISSSS Cadre logique renseigné décembre 2022

Annexe 3 : Rapport narratif collecte des données semestrielles Ujamaa décembre 2022,

Annexe 4 : Rapport étude conflits scan Ujamaa

Annexe 5 : Répertoire photos Ujamaa Jan-Juin 2022,

Annexe 6 : Tableau de Suivi des Indicateurs du Projet Ujamaa,

Annexe 7 : images finales des différentes constructions et les photos de visibilité du projet.

Annexe 8 : Répertoire de visibilité du projet Ujamaa.

- Budget actualisé

Le budget du projet avec deux onglets doit être joint en annexe pour compléter cette partie du rapport. Le premier onglet reprend le budget détaillé de l'ensemble du projet avec deux colonnes supplémentaires ; La première colonne supplémentaire montre la dépense réelle, et la deuxième colonne supplémentaire fournit le pourcentage de la dépense selon le budget prévu. Dans la colonne narrative du budget détaillé, le partenaire fournira des explications seulement au niveau des résultats, pour expliquer la variation entre les dépenses réelles et les dépenses prévues.

A compléter par le Secrétariat Technique ISSSS (STAREC et UAS).



ATELIER DE CLOTURE DU PROJET UJAMAA, UVIRA LE 2 JUIN 2023

INTRODUCTION

Dans le cadre global de la mise en œuvre de la stratégie ISSS visant à appuyer la RD Congo dans la stabilisation de la partie Est, le projet Udongo na Ufugaji kwa Ajili ya Amani « UJAMAA » avait été financé pour une durée de 30 mois soit du 1er novembre 2020 au 30 avril 2023 par les Fonds de Cohérence pour la stabilisation « FCS » afin de contribuer à la réduction des divers conflits, particulièrement les conflits fonciers et ceux liés à la transhumance.

Le projet a été exécuté par le Consortium ZOA, Kujitegemea Actions « KUA » et le Programme de Secours pour les Vulnérables et Sinistrés « PSVS » dans deux zones prioritaires 1 et 2 de stabilisation dans la province du Sud-Kivu (territoire de Fizi, territoire d'Uvira et celui de Walungu précisément dans le groupement de Kamanyola) pour répondre aux besoins des communautés sur les conflits fonciers et ceux liés à la transhumance considérée parmi les facteurs clés à l'origine de l'instabilité dans ces zones.

Comme le projet touche à sa fin, il a été organisé un atelier de clôture dudit projet. Celui-ci s'est déroulé le vendredi 2 juin 2023 dans la salle de la Mairie d'Uvira devant les divers acteurs clés qui ont été impliqués dans la mise en œuvre. Nous pouvons citer notamment le bailleur de fonds, le gouvernement et les services étatiques partenaires, l'administration locale, les partenaires de mise en œuvre, les bénéficiaires directs, etc. Comme convenu avec le bailleur de fonds du projet, c'est à l'occasion de cet atelier que le consultant va aussi présenter les résultats de l'évaluation finale du projet.

DEROULEMENT

Cet atelier a connu trois temps forts à savoir : les cérémonies d'ouverture officielle ; les présentations des résultats de partenaires de mise en œuvre, le rapport de l'évaluation finale suivi des débats et les témoignages des structures locales. Il a commencé à 9h30 par une communication relative au réaménagement de l'agenda par le modérateur (Dieudonné MUPANDA de ZOA) : vu que certaines personnalités n'étaient pas encore là pour procéder aux cérémonies d'ouverture telles que planifié dans l'agenda, il a été proposé de commencer par les présentations avant les diverses cérémonies d'ouverture de l'atelier.

Présentation du projet et des résultats des objectifs spécifiques 1 et 2, difficultés/défis et leçons apprises par le Team Leader du projet (Georges MUGARUKA) : il a commencé par l'explication du nom du projet (UJAMAA = Udongo na Ufugaji kwa Ajili ya Amani) ; c'est un projet de résolution des conflits fonciers et ceux liés à la transhumance.

Par la suite, il a présenté quels étaient les objectifs et résultats attendus du projet, les zones prioritaires concernées par le projet, le contexte général de mise en œuvre du projet, les approches, les organisations membres du consortium avant d'aller dans les détails sur les principales réalisations du projet, les défis et difficultés rencontrés, les principales leçons apprises ainsi que la liste de la documentation que le projet compte léguer aux parties prenantes dans le but de pérennisation.



Presentation ZOA
Atelier de clôture UJA

Réactions des participants

- Il n'y a eu que 2 villages bénéficiaires en territoire d'Uvira alors que les besoins sont élevés
R/ Ce n'est pas vrai, dans le territoire d'Uvira, le projet a travaillé à Makobola 1^{er}, en groupements de Kakamba, Itara-Luvungi et Runingu, ainsi que dans la cité de sangé et à Kagando.
- Il a été pris en compte seulement quelques villages comme site d'intervention du projet.
R/ Dans le rapport, dans le point 6 sur le « DO NO HARM », l'analyse des questions transversales montre que les villages ciblés par le projet ne représentent qu'une partie ou une communauté réduite de ces trois territoires, et les autres villages manifestent les besoins similaires pour l'intervention du projet. Cette explication a été complétée par la partie « limite de l'étude » qui explique largement les considérations sur résultats obtenus pour cette évaluation.
- Concernant les actions de sensibilisation sur l'arrêté du gouverneur portant réglementation de la pratique de l'élevage au Sud-Kivu, ceci a été fait dans 2 villages seulement à Uvira alors que le besoin est généralisé. Qu'est-ce qui est prévu pour les autres villages ?
R/ Ce n'est pas vrai que ceci a été fait dans deux villages uniquement, mais dans tous les villages de la zone d'intervention (voir réponse à la question précédente). Toutefois, ce souci donne lieu à une recommandation à l'administration locale de continuer le travail de sensibilisation fait par le projet, même là où le projet n'a pas pu arriver.
- On a planté plus de 15 mille arbres mais il n'y a pas eu mise en place du comité de suivi. Quel sera le sort de ces arbres surtout qu'on approche la saison sèche où l'on observe beaucoup de cas de feux de brousses pour la recherche des brûlis / herbe fraîches pour nourrir les bétails ?
R/ les structures de suivi existent en l'occurrence les comités mixtes entre éleveurs et agriculteurs/ont été mis en place partout dans la zone d'action. Mais ici aussi, c'est l'occasion de fournir des recommandations à l'endroit du service de l'environnement, à l'inspection territoriale et à celle de l'agriculture, ainsi qu'à l'endroit de l'administration locale qui devraient prendre la relève pour travailler avec ces structures pour plus de durabilité et pérennisation des acquis
- Gap pour la durabilité des 5 structures communautaires de résolution des conflits
R/ le projet y a pensé et a organisé des renforcements de capacités : dotation d'un bâtiment et équipement pour chaque structure, dotation en matériel de transport/moto, appuyer la mise en place d'une AGR pour l'autonomisation de chaque structure

Résultats de l'objectif spécifique 3, difficultés/défis et leçons apprises par le chef du projet KUA



Presentation de KUA
à l'atelier de revue .ppt

Réactions des participants

- Il a été relevé une faible implication des autorités publiques comme défi pour KUA alors que c'est l'inverse pour PSVS. Pourquoi cette divergence ?
R/ C'est ce que KUA a rencontré, surtout dans certains sites où il y avait dualité de pouvoir, ou à certains endroits où les administratifs voulaient une certaine motivation extrinsèque.

Résultats de l'objectif spécifique 4, difficultés/défis et leçons apprises par le chef du projet PSVS



Il n'y a pas eu de réactions des participants par rapport à cette présentation

Présentation des résultats de l'évaluation finale UJAMAA par le consultant (Prof Pacifique)

Principales recommandations de l'évaluation

Par rapport au critère de pertinence :

- Eduquer ou sensibiliser les communautés sur la prévention des conflits liés au foncier et à la transhumance ;
- Sensibiliser les Chefs des ETD sur leurs responsabilités et leurs rôles dans le développement de leurs entités telle que reconnues par la loi sur la décentralisation
- Protéger les acquis du projet tels que les couloirs de transhumance (limites, arbres plantés, pâturages, abreuvoirs et kraals) qui serait désormais considéré comme infrastructure publique de l'ETD ;
- Impliquer et responsabiliser les femmes dans les instances de prise de décisions ;
- Prendre en compte les jeunes dans les stratégies de résolution des conflits pour capitaliser les acquis du projet.

Par rapport au critère de cohérence du projet :

- Un atelier de lancement pour présenter les activités du projet ;
- Les séances de présentation de projet au niveau local pour son appropriation au niveau communautaire ;
- Exploitation des ressources locales (ADED, IJED, Chefs locaux, autorités publiques, ...) ;
- Consolidation des projets des autres acteurs (AVEC et AGR) ;
- Mise en place de la cartographie participative ;
- Consortium agreement (membres du consortium, autres consortium, PNUD et MONUSCO).
- Partenariat avec les médias et boîtes à suggestion
- Collaboration avec les chefs locaux des ETD

En cas d'une opportunité de financement

- Formaliser le partenariat avec les chefs des ETD pour les responsabiliser à sauvegarder les acquis du projet ;
- Redynamiser le cadre de concertation avec les autres consortiums pour harmoniser l'offre holistique des services aux bénéficiaires ;
- Accorder aux structures féminines locales et SBCT mises en place des espaces de travail et un statut juridique s'il y a celles qui en manquent (selon le cas).
- Par rapport au critère d'efficacité du projet :

Par rapport au critère d'efficacité du projet : cfr tableau dans le rapport global

Par rapport au critère d'efficience du projet :

En cas d'une opportunité de refinancement

- Assurer le suivi avec les communautés des acquis du projet pour assurer qu'elles deviennent des responsables suffisamment préparés pour leur pérennités ;
- Finaliser certains acquis du projet par un refinancement du projet afin de les rendre plus pérennes ;
- Assurer la souplesse de rapportage des partenaires afin d'éviter les retards de soumission des rapports ;
- Renforcer le système de rapportages sur les Activités Génératrices de Revenu (AGR) et les AVEC pour assurer leur pérennité.

- Prévoir à l'avenir une formation initiale des partenaires au début du projet pour se familiariser avec les outils et les procédures administratives et financières à utiliser ;
- Veillez au bon usage des équipements et matériels des partenaires pour l'intérêt de leurs organisations et non pour des fins personnelles.

Par rapport au critère de l'impact du projet :

Recommandations dans le cadre d'amélioration du projet éventuel ou futur

- Organiser une séance de formulation des engagements des partenaires communautaires pour la continuité de gestion des acquis du projet ;
- Faire notarié les engagements avec insistance d'application et de référence pour toute demande de financement ou de partenariat ;
- Organiser les responsabilités des animateurs de ces structures (alternance) ;
- Implication des Chefs des ETD dans la protection des acquis du projet ;
- Publier d'avantage, sur le media, que les couloirs de circulation sécurisée des batails sont devenus des infrastructures publiques qu'il faut protéger au profit de tous ;
- Conserver ou redynamiser d'avantage le rôle de la femme et ne pas les mettre à défis comme artisan de la construction de paix ;
- Organiser une émission radio sur les deux radios partenaires sous forme de magazine sur les produits du projet à la portée du grand public.

Recommandations pour renforcer les stratégies futures

- Sur le plan de management opérationnel, transformer ou présenter le cadre logique sous forme de chronogramme d'activités avec toute l'équipe du projet, en séminaire, pour conduire une planification régulière et faciliter un suivi et une évaluation prompte d'activités du projet ;
- Etablir les rapports des produits par la description détaillée sous forme de spécimen en vue de permettre dans l'avenir de vérifier le niveau de destruction, de maintien en bon état ou d'amélioration.

Réactions des participants

- Par rapport à ce qui a été présenté sur le critère d'efficacité, il faut noter que le résultat ne dépend pas seulement du projet. La présentation ne montre pas comment les activités ont contribué à l'atteinte des résultats.
R/ Le rapport global a plus de 70 pages dont presque ¾ concernent le critère d'efficacité. L'on peut trouver beaucoup plus de détails dans le rapport et ses annexes.
- Comment les données ont été triangulées lors de l'analyse
- R/ Lors de la présentation, il a été expliqué largement la méthodologie de récolte des données, leur traitement et interprétation. Les résultats ont été présentés brièvement à deux volets dont les Outputs et les Outcomes comme dans le rapport. Cette explication est bien détaillée dans le rapport global. Par rapport à ce qui a été présenté sur le critère d'efficience, la présentation ne montre pas la value for money (ce qui est allé directement aux bénéficiaires)
R/ Dans le rapport détaillé, il y a un grand tableau qui reprend les détails des prévisions et réalisations budgétaires et les marges d'écarts pour chaque grande ligne budgétaire avec commentaires. L'évaluation a montré que le projet a réalisé toutes les dépenses relatives aux coûts directs sur les activités conformément aux planifications prévues dans la conception. Il est donc considéré que le projet a été efficace étant donné que tout le budget relatif aux activités a été utilisé pour cela. Même les divers audits l'ont confirmé.
- Par rapport au critère de durabilité, l'on n'est pas trop confiant à la pérennisation des résultats

R/ Les détails sont dans le rapport détaillé comme cela a été expliqué lors de la présentation. Ces détails montrent que les produits UJAMAA sont des produits durables et les communautés se les sont appropriées. Toutefois, ici aussi comme ci-haut, c'est le lieu de formuler des recommandations pour un éventuel nouveau projet (proposal) qui devrait être financé pour non seulement parachever ce qui ne l'a pas été, mais aussi durabiliser et bâtir sur les acquis du projet.

- L'on n'a pas noté les histoires de succès pour trianguler les résultats quantitatifs et qualitatifs, ni comment les données ont été triangulées lors de l'analyse :

R/ ceci a été fait dans le rapport détaillé (cfr les résultats des groupes de discussion)

- L'on note de 70 à 80 % de réduction d'incidence sur les conflits fonciers et ceux liés à la transhumance alors que le projet n'a travaillé que dans 2 villages

R/ Non seulement le projet n'a pas travaillé que dans deux villages (voir plus haut), mais en plus, il faut noter que les résultats de l'étude sont valables dans la zone d'intervention du projet (voir la section sur les limites de l'étude dans le rapport global).

- L'on observe encore l'utilisation des décamètres dans les circonscriptions foncières alors qu'il peut engendrer des erreurs.

R/ le projet a donné aux circonscriptions foncières des smartphones avec possibilité d'utiliser les GPS, et a organisé des formations sur leur utilisation pour plus de précisions dans le mesurage.

- Comment la revue documentaire est-elle intervenue dans cette évaluation ?

R/ Dans la présentation, on a expliqué la méthodologie, comment l'on a procédé pour l'analyse de la documentation reçue. Cette explication est dans le rapport détaillé. Il s'agit plus particulièrement des différents rapports, des différentes études réalisées, des documents du projet (cadre logique et document complet du projet), les données de finances et autres.

- Proposition de concertation entre bailleurs et les partenaires

R/ L'analyse du critère de cohérence répond à cette préoccupation de concertation entre les membres du consortium et des autres consortiums ainsi que la communauté. Les recommandations y relatives se trouvent dans le rapport.

Il importe de noter que, à l'arrivée de toutes les autorités invitées, les participants présents ont d'abord interrompu l'atelier afin de suivre les cérémonies d'ouverture. C'est ainsi que, les participants ont d'abord chanté l'Hymne national, puis il y a eu la présentation des participants suivie des divers mots / discours dans l'ordre ci-après : Mot de bienvenu et d'accueil du Maire - Mot du représentant des ATs de la zone d'intervention - Mot du Directeur Pays de ZOA - Mot du bailleur et enfin le Mot d'ouverture du délégué du Ministère du Plan. Ceci a été suivi d'une séance de prise de photo de famille avant de continuer les présentations et les échanges.

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS PAR DESTINATAIRE		
	Acteur à qui s'adresse la recommandation	Recommandation
1.	Bailleur	Financer une autre phase du projet pour pérennisation et complémentarité de ce qui n'a pas été fait
		En cas d'une opportunité de financement, finaliser certains acquis du projet par un refinancement du projet afin de les rendre plus pérennes
		En cas d'une opportunité de financement, assurer la souplesse de rapportage des partenaires afin d'éviter les retards de soumission des rapports
2.	Partenaires de mise en œuvre	Eduquer ou sensibiliser les communautés sur la prévention des conflits liés au foncier et à la transhumance
		Sensibiliser les Chefs des ETD sur leurs responsabilités et leurs rôles dans le développement de leurs entités telle que reconnues par la loi sur la décentralisation

Impliquer et responsabiliser les femmes dans les instances de prise de décisions
Prendre en compte les jeunes dans les stratégies de résolution des conflits pour capitaliser les acquis du projet
Un atelier de lancement pour présenter les activités du projet
Les séances de présentation de projet au niveau local pour son appropriation au niveau communautaire
Exploitation des ressources locales (ADED, IJED, Chefs locaux, autorités publiques, ...)
Consolidation des projets des autres acteurs (AVEC et AGR)
Mise en place de la cartographie participative
Penser à signer le consortium agreement (membres du consortium, autres consortium, PNUD et MONUSCO)
Etablir un partenariat avec les médias et boîtes à suggestion
Augmenter la collaboration avec les chefs locaux des ETD
Formaliser le partenariat avec les chefs des ETD pour les responsabiliser à sauvegarder les acquis du projet
En cas d'une opportunité de financement, Redynamiser le cadre de concertation avec les autres consortiums pour harmoniser l'offre holistique des services aux bénéficiaires
En cas d'une opportunité de financement, accorder aux structures féminines locales et SBCT mises en place des espaces de travail et un statut juridique s'il y a celles qui en manquent (selon le cas)
En cas d'une opportunité de financement, assurer le suivi avec les communautés des acquis du projet pour assurer qu'elles deviennent des responsables suffisamment préparés pour leur pérennités ;
En cas d'une opportunité de financement, renforcer le système de rapportages sur les Activités Génératrices de Revenu (AGR) et les AVEC pour assurer leur pérennité.
En cas d'une opportunité de financement, prévoir à l'avenir une formation initiale des partenaires au début du projet pour se familiariser avec les outils et les procédures administratives et financières à utiliser ;
En cas d'une opportunité de financement, veillez au bon usage des équipements et matériels des partenaires pour l'intérêt de leurs organisations et non pour des fins personnelles
Organiser une séance de formulation des engagements des partenaires communautaires pour la continuité de gestion des acquis du projet
Faire notarié les engagements avec insistance d'application et de référence pour tout demande de financement ou de partenariat
Organiser les responsabilités des animateurs de ces structures (alternance)
Implication des Chefs des ETD dans la protection des acquis du projet
Publier d'avantage, sur le media, que les couloirs de circulation sécurisée des batails sont devenus des infrastructures publiques qu'il faut protéger au profit de tous
Conserver ou redynamiser davantage le rôle de la femme et ne pas les mettre à défis comme artisan de la construction de paix
Organiser une émission radio sur les deux radios partenaires sous forme de magazine sur les produits du projet à la portée du grand public
Sur le plan de management opérationnel, transformer ou présenter le cadre logique sous forme de chronogramme d'activités avec toute l'équipe du projet, en séminaire, pour conduire une planification régulière et faciliter un suivi et une évaluation prompte d'activités du projet
Etablir les rapports des produits par la description détaillée sous forme de spécimen en vue de permettre dans l'avenir de vérifier le niveau de destruction, de maintien en bon état ou d'amélioration.

		Associer toujours le Ministère du plan lors de la conduite des études clés et évaluations (étude de base, revue à mi-parcours et évaluation finale)
3.	Administration locale et services techniques	Protéger les acquis du projet tels que les couloirs de transhumance (limites, arbres plantés, pâturages, abreuvoirs et kraals) qui serait désormais considéré comme infrastructure publique de l'ETD
4.	Population bénéficiaire	Protéger les acquis du projet tels que les couloirs de transhumance (limites, arbres plantés, pâturages, abreuvoirs et kraals) qui serait désormais considéré comme infrastructure publique de l'ETD
5	Circonscriptions foncières et Registre Foncier Communautaire	Numériser les données du service de cadastre

Observations générales :

1. Faible représentation des femmes parmi les participants dans l'atelier de clôture

R/ les femmes ont été invitées mais ne sont venues. Peut-être devrions-nous aller plus loin pour comprendre pourquoi. A noter que certaines préfèrent se faire remplacer par des hommes, ce qui biaise la participation féminine

2. Dans la partie des difficultés et défis, spécifier les difficultés non encore résolus à résoudre, et celles qui ont été résolus

Après la pause déjeuner, l'atelier s'est poursuivi par :

- Les témoignages sur les résultats du projet par les structures communautaires de résolution des conflits des territoires de Fizi, Uvira et Walungu (CCI Baraka, DLP Lusenda, CCI Kamanyola et la Floraison de Katanga), des Circonscriptions foncières et des cadres de concertation d'Uvira et Fizi, le représentant des bénéficiaires PIP / Kagando et la représentante de structures féminines appuyées par le projet (PSVS).

Ce fut le moment d'avoir les appréciations du représentant de son Excellence le Ministre provincial du Plan sur les résultats du projet UJAMAA et du mot de clôture

Dans son discours, il est revenu sur les remerciements des divers acteurs et résultats clés atteints par le projet. Il n'a pas manqué de formuler une importante recommandation en rapport avec l'applicabilité des textes par rapport aux circonscriptions foncières et pouvoirs coutumiers dans l'optique de combler le vide juridique, ceci afin d'anticiper des conflits de pouvoir. C'est ainsi qu'il a proposé de **prévoir un projet d'édit portant gestion foncière décentralisée à base coutumière à soumettre à la province.**

C'est par là que l'atelier de clôture du projet UJAMAA s'est terminé avant chanter l'hymne national et procéder aux formalités logistiques avant séparation.

ANNEXES IV :
CADRE LOGIQUE
RENSEIGNE

Annexe 1 : Tableau 3: Cadre logique du projet

	Indicateur Type	Indicateur	Cible	Données de référence Source of Vérification
OBJECTIF – Résultat global : L'incidence et l'ampleur des conflits fonciers et des conflits liés à la transhumance sont réduites				
Objectif Global : L'incidence et l'ampleur des conflits fonciers et des conflits liés à la transhumance sont réduites	Indicateur standard ou indicateur du projet **	% d'hommes et femmes "d'accord" que le projet a donné une contribution notable à la réduction d'incidence et de l'ampleur des conflits fonciers et des conflits liés à la transhumance dans la zone	70%	End line Enquête mi-parcours
Objectif - Spécifique Les populations dans l'Est de la RDC et l'Etat congolais, appuyés par leurs partenaires, transforment les conflits fonciers et conflits liés à la transhumance dans les zones prioritaires de stabilisation.				
Les populations dans l'Est de la RDC et l'Etat congolais, appuyés par leurs partenaires, transforment les conflits fonciers et conflits liés à la transhumance dans les zones prioritaires de stabilisation.	Indicateur du projet	OS.1a. % de femmes et d'hommes déclarant que l'incidence et l'ampleur des conflits fonciers et des conflits liés à la transhumance sont réduites (ventilé par sexe et sous-zone prioritaire)	70%	Base line - End line Enquête ménages auprès de bénéficiaire
Résultat 1: L'engagement des parties prenantes est renforcé à tous les niveaux (locale, Provincial et National)				
Résultat 1: L'engagement des parties prenantes est renforcé au niveau (Local, Provincial et National)	Indicateur du projet	1.a. % des personnes qui pense que le gouvernement provinciale et ou national ont apporté un soutien à la résolution des conflits fonciers et des conflits liés à la transhumance dans la zone	65%	Base line - End line Enquête ménages auprès de bénéficiaire
		1.b. % Femmes / Hommes / Garçons / Filles qui croient que les tensions sont plus faciles à gérer en raison des mécanismes et des forums soutenus par les cadres de concertation	70%	Base line - End line Enquête ménages auprès de bénéficiaire
Produit 1.1 Les acteurs politico-administratifs, la société civile à différents niveaux sont mobilisés de façon à ce que les populations développent une perception positive du projet UJAMAA, permettant une redevabilité et forte implication.				
Les acteurs politico-administratifs, la société civile à différents niveaux sont mobilisés de façon à ce que les populations développent une perception positive du projet UJAMAA, permettant une redevabilité et forte implication.	Indicateur du projet	1.1.a. Degré de participation des communautés (hommes et femmes), autorités locales, provinciales et nationales au processus de dialogue autour des conflits fonciers et de transhumance ;	Très bon	Base line - End line Enquête ménages auprès de bénéficiaire
	Indicateur du projet	1.1.b. Nombres des séances de communications et des journées portes ouvertes organisé sur le projet	5 une fois par semestre	Rapports d'activités
	Indicateur du projet	1.1.c. Nombre des émissions radio, des affiches/Banner et des dépliants produits et T-shirt	30 Emissions Radios 2000 dépliant 60 Affiches	Rapports d'activités

			600 T Shirt	
	<p>Activités</p> <p>Activité 1.1.1 : Organiser la Cérémonie de lancement officiel du projet, la rencontre à mi -parcours et de clôture du Projet avec la participation des acteurs politico-administratifs et la société civile ;</p> <p>Activité 1.1.2 : Etude de base dans les 90^e premiers jours du projet et organiser une étude de fin projet;</p> <p>Activité 1.1.3 : Mettre en place des Cadres de Concertation et de Redevabilité fonctionnels dans chaque entité au niveau territoire et au niveau provincial</p> <p>Activité 1.1.4: Organiser d’actions de plaidoyer et de mobilisation des autorités provinciales pour la prise de décisions et actions favorables aux activés contribuent aux objectifs du projet UJAMAA</p> <p>Activité 1.1.5 : Organiser des émissions sur les médias (TV, radio communautaires et nationales, site internet, page Facebook, etc.) et diffuser les activités clé du projet UJAMAA</p> <p>Activité 1.1.6 : Recherche action participative sur la dynamique des conflits fonciers et de transhumance dans la zone</p>			
Produit n°1.2 Les acteurs locaux réunis au sein des structures communautaires intervenant dans les zones sont efficaces dans la médiation des conflits de transhumance et la défense de leur droits				
<i>Produit n°1.2 Les acteurs locaux réunis au sein des structures communautaires intervenant dans les zones sont efficaces dans la médiation des conflits de transhumance et la défense de leur droits</i>	Indicateur du projet	1.2.a. Nombre des structures communautaires de médiation et dialogue identifiées, organisées et redynamisées	5	Tdr, Rapport d’activités et liste de présence.
	Indicateur du projet	1.2.b. Nbre des animateurs des structures communautaires formés en méthodes alternatives des résolutions des conflits (MARC)	25	Tdr, Rapport d’activités et liste de présence.
	Indicateur du projet	1.2.c. Niveau de connaissance des leaders locaux et des membres des structures de dialogue sur les thèmes clés de la stabilisation (Pre et post test)	30% D’amélioration	Tdr, Rapport d’activités et liste de présence
	Indicateur du projet	1.2. d. Nombre d’arbres planter pour délimiter les chemins de passage de bétails	15000 plantules	Tdr, Fiches techniques et Rapport d’activités
	Indicateur du projet	1.2.e. Nbre de conflits fonciers identifiés et pris en charge par les structures communautaires de résolution pacifique de conflits (Comites Mixtes)	1000 conflits	Rapport de la cartographie et Monitoring des conflits
	<p>ACTIVITIES</p> <p>Activité 1.2.1. : Identifier, organiser et redynamiser les structures communautaires de médiation des conflits</p> <p>Activité 1.2.2 : Construire et équipes cinq petit bureau en dur pour les structures communautaire (Comité mixte) traitants les questions de conflits fonciers et questions de conflits lies a la transhumance et doter de moyen de transport (motos)</p> <p>Activité 1.2.3 : Renforcer les capacités des membres de cadre de dialogue entre éleveurs et agriculteurs, concessionnaires et petits paysans, paysan sans terres (Comité mixte);</p> <p>Activité 1.2.4 : Faire des conflits scans périodique (y compris la transhumance)</p> <p>Activité 1.2.5 : Formuler une stratégie de gestion participative des pâturages dans la Zone Prioritaire</p> <p>Activité 1.2.6 : Accompagner les structures communautaires à sensibiliser les agriculteurs au respect du calendrier agricole et des couloirs de transhumance ;</p> <p>Activité 1.2.7: Identifier, tracer, cartographies et sécuriser les voies de passages des bétails et les pâturages collectives</p>			

	Activité 1.2.8: Planter des arbres de type (Caleandra/Flamboyant) non comestible par les bétails pour délimiter les chemins de passage de batails et contribuer à la fois à la protection de l'environnement et de l'écosystème			
Produit 1.3 Les plans locaux de consolidation de la paix sur le foncier et la transhumance dans la Zone Prioritaire 1 et 2 élaborés suite au processus de dialogue démocratique, et mis en œuvre par les communautés et les autorités (locales, provinciales et territoriales)				
Les plans locaux de consolidation de la paix sur le foncier et la transhumance dans la Zone Prioritaire 1 élaborés suite au processus de dialogue démocratique, et mis en œuvre par les communautés et les autorités (locales, provinciales et territoriales)	Indicateur du projet	1.3.a. Nombre de décisions administratives et/ou édit provincial qui intègrent les solutions locales assurant l'amélioration de l'accès à la terre pour l'agriculture et l'élevage sont prises	3 décisions 1 Edith	Rapport d'activité de suivi
	Indicateur du projet	1.3.b. # de dialogue organiser entre éleveurs et agriculteurs, concessionnaires petits paysans paysan sans terres ; de dialogue et de transformation des conflits fonciers, et de transhumance	24	Tdr, Rapport d'activités et liste de présence
	Indicateur du projet	1.3.c. Nombres de résolutions proposées, approuvées et mis en application par le Gouvernement	2	Rapport d'activité
	Indicateur du projet	1.3.d. Nombre de plan de plaidoyer élaborés pour l'acquisition des terres en faveurs des petits paysans	30 plan de plaidoyers	Rapport d'activité
	Indicateur du projet	1.3.e. Nombres d'hectares des terres par les grands concessionnaires aux petits paysans sans très	Au moins 100 hectares	Rapport d'activité
Activités Activité 1.3.1 : Organiser une étude approfondie des certains concessions basé sur la liste des concessions déjà disponible en préparation pour un dialogue démocratique Activité 1.3.2 Préparer et organiser de dialogues démocratiques impliquant toutes les parties prenantes aux conflits fonciers et de transhumance dont les femmes et les jeunes Activité 1.3.4. Faire le plaidoyers entre grands concessionnaires et les petits exploitants agricoles, les paysans sans terres pour la cession des terres, ou location par des contrats à long terme et a un cout abordable Activité 1.3.5 : Accompagner les parties prenantes dans la mise en œuvre des recommandations prioritaires issues du dialogue dans la Zone Prioritaire Activité 1.3.6 : Vulgariser les recommandations auprès de la populations à travers les médias et les tribunes d'expression populaire Activité 1.3.7: Accompagner les organisations des femmes à participer dans les dialogues démocratiques et à suivre la mise en œuvre des recommandations ressorties				
Objectif spécifique 2 : La performance et la qualité de services de l'administration foncière sont améliorées, permettant la fourniture de services transparents, équitables et accessibles à tous les citoyens (femmes, jeunes femmes, hommes, jeunes hommes, enfants, groupes marginalisés et groupes à risque).				
La performance et la qualité de services de l'administration foncière sont améliorées, permettant la fourniture de services transparents, équitables et accessibles à tous les citoyens	Indicateur du projet	OS.2.a % d'hommes et femmes déclarant avoir accès à la terre et aux ressources naturelles	65%	Base line - End line Enquête ménages auprès de bénéficiaire

(femmes, jeunes femmes, hommes, jeunes hommes, enfants, groupes marginalisés et groupes à risque)	Indicateur du projet	OS.2.b Degré d'opérationnalisation de l'administration foncière dans le processus gestions de conflits sur l'accès à la terre	65%	Base line - End line Enquête ménages auprès de bénéficiaire
	Indicateur du projet	OS.2.c Degré de collaboration et d'accompagnement technique entre l'administration et les ETD	65%	Base line - End line Enquête ménages auprès de bénéficiaire
Résultat 2.: L'accès au service de l'administration foncière est amélioré				
Résultat 2 L'accès au service de l'administration foncière est améliorer	Indicateur du projet	2.a % d'hommes et femmes indiquant qu'ils ont un "très bon" ou "bon" accès aux services fournis par l'administration foncière	65%	Base line - End line Enquête ménages auprès de bénéficiaire
	Indicateur du projet	2.a % des Femmes/hommes / garçons /filles qui déclarent que la confiance mutuelle entre populations et acteurs en charge de la gestion foncière est renforcée	65%	Base line - End line Enquête ménages auprès de bénéficiaire
Produit 2.1 Les agents de l'administration foncière au sein des circonscription foncières ont acquis les compétences (managériales et techniques) adéquates pour améliorer la qualité des services à la communauté				
Les agents de l'administration foncière au sein des circonscription foncières ont acquis les compétences (managériales et techniques) adéquates pour améliorer la qualité des services à la communauté	Indicateur du projet	2.1/a. Nombre des sessions de formations techniques et managériales tenues en faveur des agents clés de l'administration foncière (QGis,	1 par trimestre	Tdr, Rapport d'activités et liste de présence.
	Indicateur du projet	2.1/b. Pourcentage d'agents qui ont améliorer leur niveau de connaissance	75%	Base line - End line Enquête
	Indicateur du projet	2.1c. Nombre de circonscription foncière dote appareils de cartographie de pointe (Station totale, cartographies participatives)	2 Minimum	Rapport d'activités
	Indicateur du projet	2.1.d Nombre de brigade foncière mobile créer et opérationnelle	2	Rapport d'activités
	Indicateur du projet	2.1.e. Nombre d'infractions au régime foncier constatées ayant trouvé une résolution amiable suite aux missions des brigades foncières	50%	Base line - End line Enquête
	Activités Activité 2.1.1 : Elaborer ensemble avec l'administration foncière le plan d'accompagnement des services de l'administration foncière Activité 2.1.2 : Organiser des sessions de formations sur les techniques d'archivage digital, l'utilisation des logiciels de cartographie spéciale (QGis, ARC-Gis, etc.), station totale moderne Activité 2.1.3 : Intégrer le genre et les droits des femmes à la terre dans les formations Activité 2.1.3 : Renforcer les capacités de l'administration foncière (service technique des contentieux) en matière de gestion et résolution des conflits foncier et de transhumance ; y compris le cadre légal foncier l'arrêté provincial et l'arrêté de 2019 sur la transhumance dans la province du Sud-Kivu Activité 2.1.4 : Organiser des visites de suivi et de renforcement de la performance des agents formés			

	<p>Activité 2.1.5 : Faciliter le Ministère des affaires foncières pour effectuer des visites d'échange d'informations au niveau de localités et au Groupements</p> <p>Activité 2.1.6. Créer des brigades foncières mobiles et leur doter des moyens de transport (motos)</p>			
Produit 2.2 : Les bureaux des circonscriptions foncières (dans le territoire d'Uvira et Fizi) sont construits et équipés				
Les bureaux des circonscriptions foncières (dans le territoire d'Uvira et Fizi) sont construits et équipés	Indicateur du projet	2.2a : Nombre de bureaux des brigades foncières construites en matériaux durables et équipés en meubles de bureaux et kit informatique dans les zones prioritaires	2	Rapport d'activités
	Indicateur du projet	2.2b : Nombre d'agents de brigades foncières formés sur la gestion et maintenance des ouvrages construits et les équipements	75%	Rapport d'activités
	<p>ACTIVITIES</p> <p>Activité 2.2.1 : Faire un diagnostic (état de lieu) des besoins réels en équipements opérationnels pour améliorer les conditions de travail des circonscription foncières ciblées ;</p> <p>Activité 2.2.2 : Mener un plaidoyer auprès des autorités locales et politico administratives sur pour la cession des terres où seront construites des bureaux des brigades foncières ;</p> <p>Activité 2.2.3 : Recruter par un processus d'appel d'offre les entreprises de construction et de fourniture des matériels des bureaux ;</p> <p>Activité 2.2.4 : Construire et équiper les bureaux circonscription foncières dans la plaine dans Uvira et Fizi.</p> <p>Activité 2.2.5 : Former les agents sur la gestion et maintenance des bâtiments et équipements de bureaux</p> <p>Activité 2.2.6 : Remise officielle des ouvrages/bâtiments aux responsables de l'administration foncière des ETDs</p>			
Produit n°2. 3 : Les populations (hommes, femmes, jeunes, agriculteurs et éleveurs) des zones prioritaires ont un accès sûr, sécurisé et durable aux terres (Titrisation collective)				
Les populations (hommes, femmes, jeunes, agriculteurs et éleveurs) des zones prioritaires ont un accès sûr, sécurisé et durable aux terres (Titrisation collective)	Indicateur du projet	2.3.a % des conflits de terres et de transhumance identifiés, analysés et résolus pacifiquement.	65%	Rapport d'activités, fiche de médiation et acte d'engagement/Compromis
	Indicateur du projet	2.3.b Nombre des cartes d'occupation foncière clarifiant les limites des terres de pâturages et agricoles et des grands et petits exploitants ainsi que des paysans sans terre produit de manière participative	17 cartes	Rapport d'activités,
	Indicateur du projet	2.3.c % des ménages locaux ayant un accès sûr et durable à la terre dans les zones (données de perception et d'acquisition des titres fonciers collectifs)	75%	Rapport d'activités, Enquêtes
	Indicateur du projet	2.3.d % des jeunes à risque et femmes qui ont accès aux espaces des terres et de pâturages collectives	50%	Rapport d'activités, Enquêtes
<p>ACTIVITIES</p> <p>Activité. 2.3.1 : Organisation de séances de sensibilisation et des journées portes ouvertes sur les rôles et attribution de l'administration foncier, brigades foncière mobiles</p> <p>Activité. 2.3.2 Organiser en étroite collaboration avec le service foncier une réunion à l'échelle de la communauté pour présenter la stratégie de sécurisation des terres</p>				

	<p>Activité 2.3.2: Identifier et former les " mobilisateurs fonciers communautaires "</p> <p>Activité .2.3.3: Organiser des réunions communautaires pour signer les actes d'engagement ;</p> <p>Activité. 2.3.4: Mener une cartographie participative des terres communautaires, harmonisation des limites et engagement dans la résolution des conflits de litiges fonciers avec l'appui de plateforme CADASTA ;</p> <p>Activité 2.3.5 : Organiser une documentation et publication des limites convenues (cartographie SIG, QGIS, arpenteur - géomètre, impression de cartes numériques) ;</p> <p>Activité 2.3.6 : Faciliter le règlement des différends et résolution pacifique des conflits fonciers (à travers les structures de médiation de conflits) avant de passer à la titrisation ;</p> <p>Activité. 2. 3.7 : Faciliter la signature des actes de bases, charte de cogestion et demande des terres par les co-propriétaires</p> <p>Activité. 2..3.8 : Faciliter la titrisation collective des espaces cartographiés par compétence du conservateur et/ou du gouverneur de province ;</p> <p>Activité 2.3.9 : Préparer la durabilité des actions foncières des copropriétés après projet (e.g. mise en relation avec structures de médiation et de conflits ; mise en relation avec autorités foncières)</p>
--	---

Objectif spécifique 3 : La cohésion sociale et la résilience inter et intra-communautaire, avec un accent sur les jeunes à risques, sont améliorées.

La cohésion sociale et la résilience inter et intra-communautaire, avec un accent sur les jeunes à risques, sont améliorées.	Indicateur du projet	OS.3.a Niveau de cohésion sociale dans la communauté, avec un accent particulier sur le niveau de cohésion entre les différents groupes ethniques issues de 16 communautés ciblées.	Niveau élevé	Enquête (analyse des histoires de vie) ; Evaluation pré et post-intervention de l'approche CBST
	Indicateur du projet	OS.3.b % hommes et femmes (jeunes filles et jeunes hommes) faisant ou ne faisant pas confiance aux voisins et leur leaders commentaires, membres de la communautés autres groupes ethniques communautés voisines et leaders des communautés voisines	65% homme 60% Femmes	Enquêtes Baseline, mi parcours et End line

Résultat 3 . La cohésion sociale ainsi que les conditions économiques des bénéficiaires jeunes à risques, femmes, réfugiés et déplacés & communautés hôtes) ont augmentés.

La cohésion sociale ainsi que les conditions socioéconomiques des bénéficiaires jeunes à risques, femmes, réfugiés et déplacés & communautés hôtes) sont améliorées	Indicateur du projet	3.a. Niveau de réinsertion socio-économique des JAR et femmes vulnérables issus de la mise en place des AGR	Très bon	Enquête (analyse des histoires de vie) ; Evaluation pré et post-intervention de l'approche CBST
	Indicateur du projet	3.b % en régression des incidents, agression verbale et ou physique inter ethnique entre les jeunes	20%	Enquêtes
	Indicateur du projet	3.d % d'augmentation de revenu moyen mensuels des JAR et femmes et membres des structures communautaires	40%	Enquête

Produit 3.1 Les membres des communautés (hommes, femmes et Jeunes à Risques)ont gagné la confiance en eux-mêmes et aux membres d'autres communautés grâce à l'approche de la sociothérapie à base communautaire (CBST)

Les membres des communautés (hommes, femmes et Jeunes à Risques)ont gagné la confiance en eux-mêmes et aux membres d'autres	Indicateur du projet	3.1.a. Nombre des facilitateurs locaux formés sur l'approche de sociothérapie à base communautaires pour l'accompagnement des groupes des jeunes	36	Rapport d'activité
---	----------------------	--	----	--------------------

communautés grâce à l'approche de la sociothérapie à base communautaire (CBST)	Indicateur du projet	3.1.b. Nombre des cycles d'accompagnement socio thérapeutique organisés dans les zones	75 cycles	Rapport d'activité
	Indicateur du projet	3.1.c Nombre des membres des communautés ventilés par sexe, âge sélectionnées dans les groupes de sociothérapie et ont suivi les cycles de sociothérapie/un appui psychosocial	3200	Rapport d'activité
	Indicateur du projet	3.1.d Nombre des groupes des jeunes, associations de bénévoles et les groupes de femmes qui bénéficient d'un appui en mentorat qui bénéficient d'un appui mentorat	3200	Rapport d'activité
	Indicateur du projet	3.1.e Nombre et catégorie des activités socio culturelle et sportives inter communautaire reliait	24 activités soit 1 par mois	Rapport d'activités et la liste de présence
	Activités Activité 3.1.1 : Introduire l'approche de sociothérapie à base communautaire dans les villages. Activités 3.1.2 : Sélectionner les facilitateurs Activité 3.1.3 : Former les facilitateurs sur l'accompagnement des groupes en sociothérapie ; Activité 3.1.4 : Faciliter la sélection des membres (hommes, femmes et jeunes) des groupes de sociothérapie dans les villages cibles ; Activités 3.1.5 : Faciliter les sessions des groupes de sociothérapie guidées par les facilitateurs Activité 3.1.6 : Faciliter des rencontres de sevrage des groupes de sociothérapie Activité 3.1.7 : Faciliter des rencontres d'intervention entre facilitateurs CBST; Activité 3.1.8 : Effectuer la supervision et suivi des facilitateurs en sociothérapie			
Produit 3.2 La capacité de production des petits paysans JAR (jeunes hommes et jeunes femmes) dans le secteur agricole, de l'élevage et du petit commerce est améliorée par l'intégration de l'approche PIP " Plan Intégré du Paysan "				
La capacité de production des petits paysans JAR (jeunes hommes et jeunes femmes) dans le secteur agricole, de l'élevage et du petit commerce est améliorée par l'intégration de l'approche PIP ""Plan Intégré du Paysan	Indicateur du projet	3.2.a. Nombre des séance sensibilisation organiser sur le plan intégré du paysans (PIP) au niveau communautaire.	36	Rapport d'activité
	Indicateur du projet	3.2.b. Nombre des paysans innovateurs sélectionner et qui développent PIP	450	Rapport d'activités Liste de présence
	Indicateur du projet	3.2.c Nombre de plan intégré du paysans (PIP) l'implémenter de leur plan du paysans en appui aux activités du le secteur agricole, de l'élevage et du petit commerce.	450	Rapport d'activités Liste de présence
	Indicateur du projet	3.2.d Nombre des Journées Portes Ouvertes avec la participation des villages et institutions locales pour le partage d'expérience	36	Rapport d'activités Liste de présence
	Activités Activité 3.2.1 : Sélectionner des villages pilotes PIP, sensibilisation au niveau communautaire et organiser des assemblées et villageois et y sélectionner 25 Paysans Innovateurs (PI) dans chacune de villages Activité 3.2.2 : Sélectionner 25 Paysans Innovateurs (PI) dans chacune des villages pilotes et les accompagner à élaborer plan intégré du paysan / village avec l'appui des boîtes à images Activité 3.2.3 : Former et Accompagner des PI dans l'implémentation de leur plan du paysans en appui aux activités du le secteur agricole, de l'élevage et du petit commerce. Activité 3.2.4 : Organiser la 1ère compétition PIP pour l'extension de l'élaboration du PIP et remise de certificats et			

	certification des paysans formateurs Activité 3.2.5 : Vulgariser le PIP par la mise en œuvre du PIP par les paysans de la 2ème génération Activité 3.2.6 : Organiser les Journées Portes Ouvertes avec la participation des villages et institutions locales Activités 3.2.7 : Accompagner le développement de la vision communautaire au moyen des ateliers communautaires Activité 3.2.8 : Organiser la 2ème compétition PIP pour l'extension au niveau du village Activités 3.2.9 : Identifier et former les nouveaux paysans formateurs			
Produit 3.3 L'autonomisation financière durable des femmes vulnérables, des Jeunes à Risques (JAR) et des structures communautaire mise en place est promue au travers la mise en place des association villageoise d'épargne et de crédit (AVEC) et Activités régénératrice des revenu (AGR)				
Produit n°3.3 : L'autonomisation financière durable des femmes vulnérables, des Jeunes à Risques (JAR) et des structures communautaire mise en place est promue au travers la mise en place des association villageoise d'épargne et de crédit (AVEC) et Activités régénératrice des revenu (AGR)	Indicateur du projet	3.3.a. Nombre de filière des AGR prioritaires sélectionnées sur base d'une étude de marché	10	Rapport de l'étude du marcher
	Indicateur du projet	3.3.b. nombre de métiers a courte durée sélectionner pour la formation grâce à la facilitation du projet	5	Rapport de l'étude du marcher
	Indicateur du projet	3.3.c Nombre des femmes et JAR et membres des structures communautaires formées en métiers et dote d'un Kit de démarrage des métiers	325 150 femmes 150 JAR 25 Membre de structure commentaire	Rapport d'activités
	Indicateur du projet	3.3.d des femmes et JAR et membres des structures communautaires formées qui ont améliorer leur niveau de connaissance sur les différents thème exemple l'entrepreneuriat et AGR, comptabilité et gestion financière,	60%	Rapport d'activités
	Indicateur du projet	Nombre de Kit de démarrage doté	37 18 associations des jeunes 18 associations des femmes 5 structures communautair e	Rapport d'activités et Accusé de réception
Activités Activité 3.3.1 : Mener une étude de marché de l'emploi pour les JAR sur les filières des AGR porteurs dans la Zone Prioritaire. Activité 3.3.2 : Sélectionner ensemble avec les bénéficiaires les AGR et les AVEC Activité 3.3.3 : Former les femmes vulnérables, les JAR et les membres de structures communautaires en AVEC et formation des métiers a courte durée Activité 3.3.4 : Appuyer matériellement le démarrage des AVEC et des AGR ; Activité 3.3.5 : Faciliter une connectivité entre les AVEC mises en place et les IMF et Banques Activité 3.3.6 : Suivre et accompagner les femmes vulnérables, les JAR et les membres des structures communautaire dans la gestion des AVEC et des AGR Activité 3.3.7 : Former les associations et groupes des JAR identifiés et redynamisés sur des opportunités économiques définit dans l'étude de marché (par exemple l'entrepreneuriat et AGR, comptabilité et gestion financière, métiers à				

	confirmer par l'étude) Activité 3.3.8 : Appuyer les femmes vulnérables, des Jeunes à Risques (JAR) et des structures communautaire formés avec un kit de démarrage des métiers			
Objectif Spécifique 4 Les femmes influencent, et participent à toutes les étapes des processus de stabilisation et de consolidation de la paix, et sont reconnues comme actrices de changement social				
Les femmes influencent, et participent à toutes les étapes des processus de stabilisation et de consolidation de la paix, et sont reconnues comme actrices de changement social	Indicateur du projet	OS% 4.a des membres des communautés (désagrégés par sexe et âge) qui améliorent leur attitude sur les femmes	65%	Enquête Baseline, et End line
	Indicateur du projet	OS% 4.b % des femmes et des différents groupes ethniques qui savent comment revendiquer leur droit foncier	65%	Enquête Baseline, et End line
Résultat 4 Les femmes influencent et gèrent le processus de la paix et de la stabilisation dans leurs milieux.				
Résultat 4. Les femmes influencent et gèrent le processus de la paix et de la stabilisation dans leurs milieux.	Indicateur du projet	4.a % femmes et les membres de groupes marginalisés qui estiment que leurs points de vue sont reflétés dans la mise en œuvre de solutions participatives et de processus de consolidation de la paix	65%	Enquête Baseline, et End line
	Indicateur du projet	4.b nombre des femmes qui occupent des postes de responsabilité à différents niveaux et participent à la prise des décisions dans les zones cibles	10 Femmes	Décision administrative et lettre d'affectations
	Indicateur du projet	4.c % des membres des communautés (désagrégés par sexe et âge) qui développent une sensibilité accrue sur les normes sociales et les rôles de genre positifs	65%	Enquête Baseline, et End line
Produit 4.1 Les femmes, les organisations des femmes, les hommes et les autorités locales développent une sensibilité accrue sur les normes sociales et les rôles de genre positifs				
Les femmes, les organisations des femmes, les hommes et les autorités locales développent une sensibilité accrue sur les normes sociales et les rôles de genre positifs	Indicateur du projet	4.1.b % des femmes ayant accès à la terre et aux services sociaux de base dans la ZP	65%	Enquête Baseline, et End line
	Indicateur du projet	4.1.c Nombre des femmes qui sont formées sur le leadership transformative	150 femmes	Rapport d'activités
	Indicateur du projet	4.1.c Nombre des émissions radios animées chaque mois sur les normes sociales et les rôles de genre positifs	24 Emission	Rapport d'activités
	Activités Activité 4.1.1 : Faire une analyse systématique (y compris l'étude CAP) et un suivi périodique de la situation des femmes et de leur accès à la terre, à la prise de décision dans les structures de stabilisation et de consolidation de la paix, et les normes sociales de genre dans la Zone Prioritaire ; Activité 4.1.2 : Restitution des résultats de l'analyse et de l'étude CAP aux communautés et aux autorités de la zone prioritaire ; Activité 4.1.3 : Développer un plan d'action basé sur l'étude afin d'améliorer la sensibilité au genre des différents acteurs ; Activités 4.1.4 : Mettre en œuvre le plan d'action			
Produit n°4.2 : Participation systématique et active des femmes dans les structures de prise de décision et de gestion au niveau de la stabilisation et de consolidation de la paix				

Participation systématique et active des femmes dans les structures de prise de décision et de gestion au niveau de la stabilisation et de consolidation de la paix	Indicateur du projet	4.2.a. Nombre des structures féminines sélectionnées pour un accompagnement dans le cadre du projet	18 Associations des femmes	Rapport d'activités
	Indicateur du projet	4.2.b. Nombre des femmes formées dans le thématique et leadership féminin, dans la gestion foncière et la résolution des conflits et la résolution 1325 du Conseil de Nations Unies	360 20 par structure	Rapport d'activités Liste de présence
	Indicateur du projet	Nombre de plan d'action développer et mise en œuvre pour la promotion de droit des femmes	18	Rapport d'activité
	ACTIVITIES Activité 4.2.1 : Identifier des structures féminines communautaires dans la zone prioritaire Activités 4.2.2 : Renforcer et accompagner les structures féminines communautaires dans le leadership féminin, la gestion foncière et la résolution des conflits Activités 4.2.3 : Sélectionner les points focaux genre dans les villages ; former et accompagner les points focaux en monitoring des situation des femmes ; Activité 4.2.4 : Organiser des sessions de formation des responsables/autorités (p.ex. chefs traditionnels, agents de la police et agents des autorités locales, administration foncière) sur l'intégration genre dans l'accès à la terre et la résolution des conflits ; Activité 4.2.5 : Accompagner les structures féminines communautaires dans un processus de plaidoyer autour de l'accès à la terre pour les femmes sans terre Activité 4.2.6 : Renforcer les liens entre services étatiques fonciers et structures féminines communautaires.			
Produit n°4.3 : L'intégration de genre dans le projet UJAMAA est effective et visible au niveau des communautés et des autorités étatiques				
Produit n°4.3 : L'intégration de genre dans le projet UJAMAA est effective et visible au niveau des communautés et des autorités étatiques	Indicateur du projet	4.3.a. % des staff du projet du consortium UJAMAA formés sur les questions et la programmation sensible au genre	100%	Liste de présence et rapport d'activités
	Indicateur du projet	4.3.b. % des femmes qui attestent avoir déjà exprimé leurs opinions librement dans les débats communautaires	65%	Enquête, Baseline end-line évaluation mi parcours
	Indicateur du projet	4.3.c. nombre de tribune d'expression populaire sur la participation de la femme au processus de stabilisation et de consolidation de la paix, surtout autour des questions fonciers	36	Rapport d'activités
	Activités Activité 4.3.1 : Former le staff des membres du consortium sur les questions liées au genre et sur la programmation sensible au genre ; Activités 4.3.2 : Suivre les effets du projet sur les femmes, filles, hommes et garçon, et sur leurs relations. Activité 4.3.3 : Organiser des tribunes d'expression populaire sur la participation de la femme au processus de stabilisation et de consolidation de la paix, surtout autour des questions fonciers Activité 4.3.4 : Mener un processus de plaidoyer pour la participation de la femme aux processus de la paix et aux décisions foncières ensembles avec les organisations féminines et les leaders locaux champion de genre			

EVALUATION FINALE DU PROJET: UDONGO NA UFUGAJI KWA AJILI YA AMANI « UJAMAA »

TERMES DE REFERENCE

1. Introduction

Titre du projet	UDONGO NA UFUGAJI KWA AJILI YA AMANI « UJAMAA »
Objectif global	L'incidence et l'ampleur des conflits fonciers et des conflits liés à la transhumance sont réduits
Pilier(s) ISSSS ciblé(s) par le projet	Pilier 1 : Dialogue démocratique Pilier 2 : Sécurité Pilier 4 : Retour, Restauration et relance économique Pilier 5 : Femme, paix et sécurité
Zone prioritaire	- Plaine de la Ruzizi, haut et moyen plateaux d'Uvira et de Mwenga (Itombwe) - Territoire de Fizi
Zone d'intervention	1) Bwegera, (2) Kagando, (3) Sange cité, (4) Luvungi, (5) Runingu, (6) Makobola1, (7) Bijombo, (8) Kamanyola, (9) Bibokoboko, (10) Lusenda, (11) Katanga, (12) Malinde, (13) Kilicha, (14) Lulimba (15) Kafulo
Sources de financement	Fond de Cohérence pour la Stabilisation
Budget	2700000 EURO
Date de début et de fin de projet	30 mois (1 novembre au 28 février 2023)
Partenaires membres du consortium	ZOA (lead) ; Kujitegemea Actions « KUA » et Programme de Secours pour les Vulnérables et sinistrés « PSVS »
Bénéficiaires directs	XXX
Durée de l'évaluation	45 jours
Rapporte au	XXX

1. CONTEXTE DU PROJET

Dans la partie Est de la RDC, les conflits au tour de la terre constituent un des facteurs clés à l'origine de l'instabilité, alimentée par des actes de violence qui sont constamment rapportés. Ils ont tendance à avoir une dimension ethnique et identitaire¹. Cependant, ils sont souvent d'abord et avant tout une lutte pour le contrôle des personnes, des terres et des ressources naturelles, qui en revanche sont essentiels pour l'accès au pouvoir, à la fois politique et traditionnelle, mais aussi pour le statut social et l'identité². D'après le Professeur Mugangu lors d'une conférence sur les conflits fonciers dans l'Est de la RDC, la problématique foncière fait partie d'une vaste crise agraire aux aspects culturels, sociaux et économiques, et que ce serait

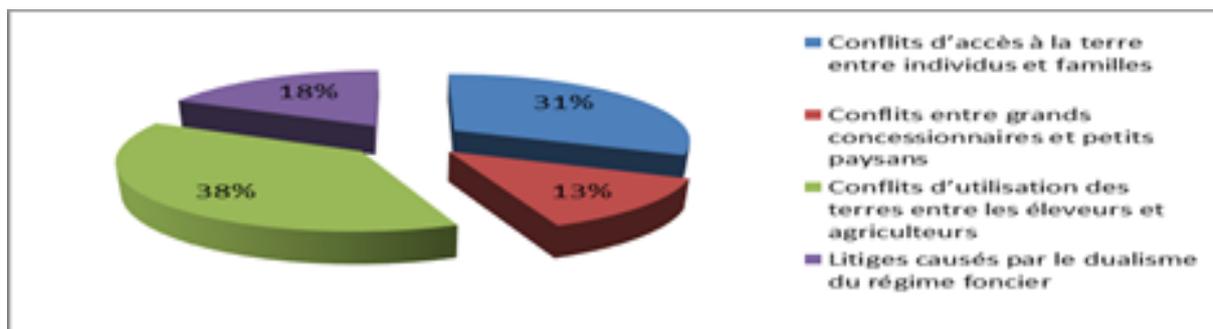
¹ Internal Displacement Monitoring Centre/Norwegian Refugee Council (2015), 'IDPs' decision-making in the DRC Defining a framework to support resilience in humanitarian responses to multiple displacement

² Internal Displacement Monitoring Centre/Norwegian Refugee Council (2015), 'IDPs' decision-making in the DRC Defining a framework to support resilience in humanitarian responses to multiple displacement

une erreur de la réduire à un simple déséquilibre entre les besoins fonciers des populations et les disponibilités foncières³.

Les informations disponibles tendent à confirmer que plus de 80% des affaires en instance de jugement devant les juridictions nationales en République Démocratique du Congo se rapportent à des litiges fonciers⁴. On a noté des massacres des populations, des morts d'hommes, des destructions des bétails et des cultures à cause des problèmes des terres. Entre 2009 et 2013, l'ONU-Habitat a recensé plus de 4,618 litiges fonciers dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, de l'Ituri et de l'Equateur dans le cadre du Programme de médiation et de résolution des conflits fonciers.⁵

La zone ciblée pour ce projet demeure un foyer des tensions intercommunautaires suite à l'opacité dans le secteur foncier en ce qui est du contrôle et de l'accès à la terre. Plusieurs types de conflits fonciers jouent un rôle important dans la dynamique des conflits⁶. Ci-dessous une présentation graphique des 4 différents types de conflits fonciers répertoriés dans la plaine de la Ruzizi où intervient le projet Mayi Ya Amani.⁷ (Conflict scan/Projet MyA, 2019)



Graphique 1: Ampleur et typologie des conflits fonciers dans la plaine de Ruzizi (Conflict scan, 2019 dans le cadre du projet Mayi Ya Amani)

Parmi les conflits fonciers, une partie importante (38%) des conflits fonciers récurrents opposent les éleveurs aux agriculteurs, suivi par des conflits des limites, de location/métayage et d'héritages opposant souvent les individus et familles (31%). Les autres types des conflits fonciers sont notamment des litiges causés par le dualisme du régime foncier (18%) et les conflits opposant les grands concessionnaires et les petits agriculteurs (13%)⁸.

Parlant des conflits liés à la transhumance (1), le secteur de l'élevage dispose d'importants atouts et potentialités sur lesquels les populations vivants dans la zone prioritaire peuvent fonder des réels espoirs pour assurer le développement de ce secteur de manière durable. Cependant, à côté de ces potentialités, de nombreuses contraintes limitent l'amélioration du développement de l'élevage et la cohabitation harmonieuse entre les éleveurs et les agriculteurs. En effet, l'élevage se pratique en mode extensif du type traditionnel. En saison sèche les éleveurs se déplacent avec leurs troupeaux à la recherche de l'eau et des pâturages; ce système s'appelle transhumance.

Cependant, tout au long de leurs parcours, les cheptels bovins non encadrés détruisent et ravagent des champs de cultures appartenant aux communautés et qui constituent leurs principales ressources. Ces mouvements réguliers de va-et-vient des cheptels bovins à la recherche des pâturages et l'abreuvoir enclenchent les conflits entre les éleveurs et agriculteurs.

2. DESCRIPTION DU PROJET :

3.1. Objectif global : L'incidence et l'ampleur des conflits fonciers et des conflits liés à la transhumance sont réduits.

3.2. Objectif spécifique clés du projet :

³ Rapport final de la "Conférence sur les Conflits Fonciers dans l'Est de la RDC » (Tenue à Bukavu du 17-20 juin 2019)

⁴Rapport intérimaire du Cadre d'évaluation de la gouvernance des régimes fonciers en République démocratique du Congo, février 2013

⁵ Base de données de l'ONU-Habitat sur les litiges fonciers

⁶ Fond de Cohérence pour la Stabilisation – Appel à Proposition " Plaine de la Ruzizi, moyen et haut plateau d'Uvira et de Mwenga, secteur d'Itombwe, FIZI, Avril 2020

⁷ Mayi Ya Amani est un projet ciblant la transformation des conflits à travers un meilleur accès à l'eau, exécuté par IRC (lead), SFCG et ZOA

⁸ Revue mi-parcours du projet Mayi Ya Amani, Rapport narratif final par le consultant indépendant_ Germain Nyembo, Septembre 2019

Objectif spécifique 1 : Les populations dans l'Est de la RDC et l'État Congolais, appuyés par leurs partenaires, transforment les conflits fonciers et conflits liés à la transhumance dans les zones prioritaires de stabilisation.

Objectif spécifique 2 : La performance et la qualité de services de l'administration foncière sont améliorées, permettant la fourniture de services transparents, équitables et accessibles à tous les citoyens (femmes, jeunes femmes, hommes, jeunes hommes, enfants, groupes marginalisés et groupes à risque).

Objectif spécifique 3 : La cohésion sociale et la résilience inter et intra-communautaire, avec un accent sur les jeunes à risques sont améliorées.

Objectif spécifique 4 : Les femmes influencent et participent à toutes les étapes des processus de stabilisation et de consolidation de la paix et sont reconnues comme actrices de changement social.

3. OBJECTIFS DE L'ÉVALUATION FINALE

Basée sur les critères d'évaluation DAC-OCDE, notamment la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficience, la durabilité et l'impact, cette évaluation vise à déterminer le niveau de performance dans la mise en œuvre du projet. Cette évaluation analysera les forces et les faiblesses dans la mise en œuvre et tirera les leçons apprises et les meilleures pratiques qui pouvant être capitalisées pour la programmation future.

De façon spécifique, l'évaluation finale vise à :

- Apprécier les résultats et les effets atteints par le projet UJAMAA, en se référant au cadre logique du projet (indicateurs et résultats attendus) ;
- Montrer dans quelle mesure le projet UJAMAA ainsi que l'approche utilisée ont été pertinents pour réduire l'incidence et l'ampleur des conflits fonciers et des conflits liés à la transhumance dans les moyens et haut plateaux d'Uvira et dans le territoire de FIZI ;
- Mettre en exergue l'apport du projet UJAMAA dans la réalisation des missions et stratégies de SSU/STAREC ;
- Apprécier l'efficacité de l'approche méthodologique utilisée par le projet, les activités et les méthodes par rapport aux résultats attendus. Cela doit inclure l'évaluation des approches PIP (Plan Intégré du Paysan) ;
- Examiner les progrès atteints dans la réalisation des produits escomptés en faisant ressortir les forces et les faiblesses ;
- Apprécier la durabilité des résultats escomptés (l'engagement des parties prenantes renforcé à tous les niveaux local, Provincial et National ; L'accès au service de l'administration foncière amélioré ; La cohésion sociale ainsi que les conditions socioéconomiques des bénéficiaires jeunes à risques, femmes, réfugiés et déplacés & communautés hôtes augmentées ; Le leadership des femmes dans le processus de la paix et de la stabilisation dans leurs milieux renforcé).
- Apprécier la stratégie de partenariat ZOA, KUA et PSVS pour réaliser les résultats ainsi que les dispositions prises pour rendre compte ;
- Apprécier la complémentarité avec les deux autres programmes financés par le Fonds de Cohérence pour la Stabilisation dans les Territoires d'Uvira, Fizi (Consortium CORDAID et Consortium Interpeace) ainsi que d'autres projets de stabilisation dans la zone (financement bilatéral) ;
- Sur base des points ci-haut, formuler des recommandations concrètes et spécifiques pouvant guider les prochaines interventions de SSU/STAREC ainsi que d'autres interventions similaires au Sud-Kivu ;
- Analyser la pertinence des indicateurs de suivi-évaluation et leur adaptation à la mesure des produits ;
- Examiner la contribution du projet UJAMAA dans la promotion de l'équité et de l'égalité de genre ;

- Proposer de pistes de solution en appui au Gouvernement et au SSU dans l'identification de nouvelles opportunités de programmation en matière de stabilisation en général et dans la résolution des conflits fonciers et des conflits liés à la transhumance en particulier.

IV. QUESTIONS D'ÉVALUATION

Cette évaluation finale devrait répondre non seulement aux questions standards SSU mais aussi à celles liées directement aux six critères DAC-OCDE.

Deux groupes de questions standards SSU :

- La théorie du changement du projet est-elle encore valable et pertinente ? C'est-à-dire : dans quelle mesure la mise en œuvre du projet a confirmé sa théorie du changement ? Dans quelle mesure les effets escomptés ont-ils été atteints ? Comment les indicateurs clés de ISSSS nous aident-ils à décrire cela ? Existe-t-il un écart entre la théorie de changement et la réalité ? Le projet a-t-il, explicitement ou implicitement, adapté sa théorie de changement ? Si oui, comment cela s'est-il fait ? Quels ont été les forces, les faiblesses et les leçons tirées de la mise en œuvre du projet ? ; Les enseignements tirés de ce projet ont-ils été suffisamment disséminés auprès des bénéficiaires ?
- Quelle a été la valeur ajoutée de l'approche programme (coordination) ? C'est-à-dire : Dans quelle mesure a-t-elle stimulé des synergies entre les partenaires ? Quels types de synergie et/ou coordination ont été réalisés sur terrain ? Comment ISSSS favorise-t-elle ces synergies ? Comment cette valeur ajoutée se traduit-elle concrètement dans la pratique pour la stabilisation de la zone ? Y a-t-il eu des risques majeurs qui n'ont pas été pris en considération par les partenaires de mise en œuvre ?

Questions liées aux six critères DAC-OCDE

✓ *La pertinence :* (objectif global : L'incidence et l'ampleur des conflits fonciers et des conflits liés à la transhumance sont réduits)

- Le projet a-t-il touché les problèmes des conflits fonciers et conflits liés à la transhumance dans les zones d'intervention ?
- Les objectifs et la conception du projet correspondaient-ils aux besoins, politiques et aux priorités des bénéficiaires ? Sont-ils restés pertinents même en cas de changement de contexte ? quelles sont les adaptations que le projet a pu prendre en vue de l'adaptation au contexte ?
- Les objectifs et activités du projet demeurent-ils pertinents et sous quelles conditions dans le contexte actuel ?

✓ **Cohérence:**

- Les partenaires de mise en œuvre du projet UJAMAA ont-ils utilisé les stratégies les plus appropriées par rapport au contexte ?
- Dans la mise en œuvre des produits, jusqu'à quel point le projet a-t-il exploité les ressources disponibles et les acquis d'autres projets exécutés par d'autres partenaires pour plus de cohérence et de complémentarité dans la zone ?
- Comment le projet a-t-il collaboré avec d'autres intervenants dans la zone, notamment les projets FCS et/ou les projets financés en bilatéral ? y a-t-il eu des chevauchements qu'on aurait dû éviter ?
- Les différentes parties impliquées jugent-elles que le projet fût approprié vis-à-vis du contexte et des dynamiques de conflit dans les zones ?
- L'approche de titrisation collective est-elle acceptée par la population dans la zone d'intervention du projet ?

✓ L'efficacité

1. Les produits attendus ont-ils été réalisés par le projet ? Les parties prenantes (acteurs politico administratifs, société civile à différents niveaux) ont-ils été mobilisés à travers les cadres de concertation, la recherche -action participative, les émissions radios, permettant une rédevabilité et une forte implication ? Les structures communautaires de résolution des conflits fonciers et de transhumance mises en place sont-elles fonctionnelles, inclusives et efficaces ? L'élaboration des plans locaux de consolidation de la paix sur le foncier et la transhumance d'action a-t-elle été inclusive et participative ? Les plans élaborés reflètent-ils une vision collective et inclusive ? Prennent-ils en compte les besoins spécifiques des différentes catégories sociales ?
2. Des dialogues démocratiques ont-ils été organisés avec la participation de toutes les parties prenantes aux conflits fonciers (grands concessionnaires, les métayers, les agriculteurs, les éleveurs et des autorités étatiques et politiques, les femmes et les jeunes à risques, etc.) dans les zones cibles ? Les mécanismes de mise en œuvre et de suivi-évaluation des engagements sont-ils opérationnels ?
3. Dans quelle mesure les activités du projet ont-elles contribué à l'amélioration des capacités techniques de l'administration foncière au sein de l'ETD ? Le projet a-t-il amélioré le cadre de travail des circonscriptions foncières de l'ETD ? L'approche de titrisation collective est-elle efficace pour assurer un accès sûr et durable aux terres ?
4. Dans quelle mesure l'approche de la sociothérapie à base communautaire a-t-elle contribué à l'amélioration de la confiance des membres de la communauté en eux-mêmes et envers les autres membres ? Dans quelle mesure l'intégration de l'approche PIP (plan intégré du paysan) a-t-elle contribué à l'amélioration de la capacité de production des petits paysans et jeunes à risques dans les secteurs agricole, de l'élevage et du petit commerce ? Dans quelle mesure les AGR et AVEC mises en place par le projet ont-elles favorisé l'autonomisation financière durable des femmes vulnérables, des jeunes à risques et des structures communautaires ?
5. Dans quelle mesure le projet a-t-il contribué au renforcement du leadership féminin et juvénile dans la zone ? Le projet a-t-il contribué changement des normes sociales défavorables à la promotion de la femme et de la masculinité positive ?
6. Les résultats obtenus sont-ils conformes à ce qui été prévu par le projet ? Répondent-ils aux besoins des populations ciblées ?
 - Le cadre des résultats (indicateurs) était-il adapté pour la mesure des résultats ? le cadre des résultats était-il cohérent ? En se référant aux indicateurs du cadre logique du projet, aux témoignages et appréciations des bénéficiaires et autres parties prenantes les résultats du projet ont-ils été atteints ?

✓ L'efficience

1. Quel est le taux d'exécution au niveau global et par produit ?
2. Dans quelle mesure les ressources (financières, humaines, matérielles et informationnelles) investies dans le cadre de la mise en œuvre du projet UJAMAA ont-elles été utilisées de manière optimale au regard des résultats atteints ?
3. Les ressources étaient-elles suffisantes par rapport aux résultats atteints ?
4. Le projet a-t-il été géré de manière rationnelle ?
5. Les méthodes choisies pour l'exécution ont-elles permis d'atteindre les résultats attendus ?
6. Les ressources financières allouées au projet ont-ils été totalement libérées ?
7. Comparativement à d'autres projets exécutés dans la zone et poursuivant les même objectifs, le cout des activités du projet est -il raisonnable ?

Une appréciation du rapport coût-efficacité des moyens utilisés et des résultats réalisés (efficacité/efficience);

✓ L'impact

1. Dans quelle mesure le projet a-t-il contribué à la réduction de l'incidence et de l'ampleur des conflits fonciers et des conflits liés à la transhumance et renforcé la cohésion sociale?
2. Dans quelle mesure les activités du projet ont-elles contribué à l'amélioration de la qualité et de l'accès au service de l'administration foncière ainsi que les conditions socioéconomiques des bénéficiaires jeunes à risques, femmes, réfugiés et déplacés & communautés hôtes) ?
3. Quels sont les changements (positifs ou négatifs, directs ou indirects) produits par le projet en termes de cohésion sociale, de sécurité, de gouvernance foncière observables dans la zone d'intervention.
4. Est-ce que les femmes des territoires d'Uvira, Fizi et Mwenga sont davantage impliquées dans les processus de décision ?

✓ *La durabilité*

1. Le projet UJAMAA dispose-t-il d'une stratégie de sortie bien conçue et de pérennisation des acquis ? Les résultats et changements observés et induits par le projet sont-ils susceptibles de perdurer après la clôture ?
2. Les résultats induits par le projet sont-ils socialement, culturellement et économiquement viables ? L'approche de titrisation collective est-elle acceptée et viable du point de vue socioculturel ?
- Quel a été le degré d'acceptation et d'appropriation du projet par les communautés des entités d'Uvira, Fizi et Mwenga et le Gouvernement provincial de Bukavu ?
- Quel a été le degré d'appropriation des bonnes pratiques par les institutions et autorités locales ?

✓ *Questions transversales :*

1. Comment le projet a-t-il renforcé l'intégration des dimensions genre et jeunesse pour promouvoir la réduction des conflits fonciers et liés à la transhumance ?
2. Dans quelle mesure le projet UJAMAA a-t-il respecté les principes du « *Do no Harm* » et fait appel à la sensibilité aux conflits lors de la mise en œuvre et de l'adaptation des stratégies du projet ?

4. RESULTATS ATTENDUS DE L'EVALUATION FINALE

L'étude sera conduite en deux phases ; une quantitative et une qualitative.

La phase quantitative se concentrera sur les indicateurs du cadre logique et de produits afin de mesurer les progrès à la fin du projet, et voir si les cibles prévues ont été atteintes ou pas, avec quelle proportion.

La phase qualitative se concentrera notamment sur les raisons explicatives des écarts par rapport aux niveaux des indicateurs. En plus, outre les concepts clés évoqués ci-haut : pertinence, efficacité, efficience et pérennité à travers une analyse qualitative des données quantitative collectées. Dans cette phase, il sera en outre question d'analyser et de formuler les principaux enseignements tirés, les changements constatés dans la vie des bénéficiaires touchés par l'intervention.

5. ACTIVITES A REALISER

Les activités à mener sont les suivantes :

- **Consulter les principaux documents clés** : les orientations du bailleur de fonds en matière d'évaluations, le document du projet, études, évaluations et rapports, stratégies d'interventions du projet, et autres documents clés jugés utiles pour la revue, notamment ceux de SSU (guide d'indicateurs standards) et autres documents de SSU
- Analyser la logique des interventions du projet,

- **Concevoir une méthodologie** d'évaluation du projet en adéquation avec celle utilisée lors de l'étude de base et de la revue à mi-parcours de façon à garantir une comparabilité objective des résultats des trois études,
- Développer des outils de collecte et d'analyse des données inspirés de ceux utilisés lors de l'étude de base et de la mi-parcours avec un focus pointu sur les indicateurs standards de SSU,
- Former les équipes de collecte de données,
- Tester et valider les outils auprès des communautés bénéficiaires,
- Organiser la collecte des données,
- Organiser, traiter et analyser les données collectées,
- Produire le rapport provisoire d'évaluation,
- Organiser une séance de présentation du premier draft de rapport d'évaluation auprès des staffs clés du consortium et récolter des inputs ;
- Organiser une séance de restitution du rapport d'évaluation auprès de la communauté et des intervenants clés (bénéficiaires et partenaires à convenir avec le projet) et récolter des inputs ;
- Intégrer les feed-backs dans le rapport
- Produire un rapport final et le partager

6. METHODOLOGIE DE L'EVALUATION

L'évaluateur est invité à utiliser des méthodes mixtes, c'est-à-dire qui combinent les méthodes quantitatives et qualitatives. L'approche quantitative sera constituée d'un sondage basé sur un échantillon aléatoire justifié, tandis que l'approche qualitative sera constituée des interviews avec informateurs clés (KII), des discussions de focus groupes (FGDs), de la récolte des incidences

(*Outcome Harvesting*), des changements les plus significatifs (*Most Significant Change*), observation directe sur le terrain, etc. La méthodologie utilisée devra démontrer sa sensibilité au genre, à l'âge, à la sécurité, aux conflits et autres aux biais potentiels afin de garantir sa rigueur.

L'évaluateur exploitera la documentation du projet non seulement pour la production du rapport initiale et conception des outils mais aussi pour en tirer certaines données pertinentes pour l'évaluation.

Cette évaluation suivra les étapes suivantes :

- **La documentation clé du projet** sera remise à l'évaluateur et inclura, entre autres, les documents du projet, le cadre logique, le plan de suivi et évaluation, le rapport de Baseline, le rapport de collecte semestrielle et les rapports des activités. L'évaluateur développera un rapport de démarrage précisant la méthodologie et les outils de qui seront validées ensemble avec le consortium UJAMAA (en se basant sur les questions clés déjà définies dans les critères de l'évaluation), les *success stories*.
- **Les visites de terrain** sur les sites pour collecter les données, mener des interviews et échanger avec les principales parties prenantes. Le travail sur le terrain se déroulera sur un échantillon défini d'une façon aléatoire, des chefferies/entités du projet dans les Territoires d'Uvira, Fizi et Mwenga. L'équipe du projet fournira des listes des parties prenantes et des bénéficiaires du projet, parmi lesquels l'évaluateur peut sélectionner son échantillon pour les interviews et les discussions de groupes focalisés. Le chargé de suivi & évaluation du projet UJAMAA accompagnera l'évaluateur pendant l'évaluation.
- **Les interviews et les discussions de groupes focus** seront organisées auprès des staffs impliqués dans le projet et des autres ONG ; les autorités locales, provinciales impliqués ; participants aux activités et autres membres des communautés, leaders des communautés, les chefs coutumiers,

- **L'analyse des résultats qualitatifs et quantitatifs.** Le cadre logique défini au début du projet servira de référence à la collecte des données pour cette évaluation finale. Toutes les données récoltées devront faire partie d'une analyse compréhensive.
- **Restitution.** Juste après la fin de la collecte et avant de remettre le rapport final, l'évaluateur facilitera une réunion de restitution avec le consortium UJAMAA pour présenter ses premières conclusions et recommandations, et permettre l'enrichissement de ses observations par une discussion avec les partenaires de mise en œuvre du projet UJAMAA.
- **Un rapport provisoire** contenant les analyses et les résultats de l'évaluation conformément aux TDR sera partagé avec les membres de projet UJAMAA pour commentaires.
- **Un rapport final** sera produit et prendra en compte les observations et commentaires du Consortium UJAMAA.

7. QUALIFICATIONS REQUISES ET EXPERIENCE

1. Diplôme de maîtrise ou diplôme équivalant en sociales, Economie, agronomie ou tout autre domaine d'études pertinent.
2. Plus de 5 ans d'expérience professionnelle dans le développement, avec des travaux sur le terrain au Congo ou dans la région des Grands Lacs ; la connaissance de zone d'intervention / de la Plaine de la Ruzizi, Fizi et ses hauts et moyens plateaux.
3. Expérience confirmée dans l'évaluation de projets de développement ou des projets de stabilisation
4. La maîtrise des approches de collecte de données en ligne est obligatoire (utilisation de la plateforme **CommCare** fortement souhaité ; à défaut, connaissance d'autres méthodes de collecte en ligne)
5. Solides compétences d'analyse et de rédaction des rapports.
6. Excellente maîtrise du Swahili et du Français (parlé et écrit)
7. Capacité démontrée à respecter les délais.
8. Capacité à intervenir dans des zones de conflits ou présentant des risques sécuritaires avec aptitudes de neutralités face aux acteurs en conflits

VII. RAPPORTS ET RETOUR D'INFORMATIONS

L'évaluateur organisera une (ou plusieurs) réunion(s) de restitution pour le Consortium UJAMAA. Ce sera l'occasion de faire un compte rendu de l'évaluation et d'échanger des points de vue sur les conclusions et recommandations préliminaires.

Le rapport d'évaluation comprendra un texte principal de 30 pages maximum avec des conclusions et des recommandations. Le rapport devra être structuré de la manière suivante :

- i. Acronymes
- ii. Résumé Exécutif (1 Page)

1. Section 1: Background, Objectifs et méthodologie

1.1 Background

1.2 Objectifs

1.3 Méthodologie

2. Section 2: Introduction au projet et contexte

2.1. Contexte

2.2 Théorie de changement du projet

3. Section 3: Résultats basés sur les critères d'évaluation

- Pertinence
- Cohérence
- Efficacité

- Efficacité
- Impact
- Durabilité & Stratégie de Sortie

4. Section 4: Performance et Leçons Apprises

4.1 Conclusion

4.2 Leçons Apprises

Référence

Annexes:

Termes de référence

Liste des documents évalués

Liste des personnes interrogées

Matrice d'évaluation

Présentation des changements identifiés liés aux résultats du programme et aux marqueurs de progrès.

8. COMMENT SOUMETTRE

En cas d'intérêt, les offre technique et offre financière ainsi que les CV et deux copies des évaluations faites le cas échéant, seront réceptionnées entre la période allant du 02 au 20 Janvier 2023 et devrait être envoyée numériquement aux adresses suivantes : Recrutementzoa-drc@zoa.ngo avec g.mugaruka@zoa.ngo en copie avant le **16 Décembre 2022**.

NB : l'on peut présenter sa candidature en tant que personne physique (consultant (e) indépendant (e)) ou comme représentant(e) d'une personne morale (maison ou cabinet de consultance ou de recherche).

Annexe 3 : EQUIPE DE TRAVAIL

N°	NOM ET POST NOM	N° TELEPHONE
	ENQUETEURS	
A	ZONE 1 : PLAINE DE LA RUZIZI	
1	BUHIRHWA KAHAMBANWA Deborah	0975931323
2	DELPHIN KAHETO Josué	0992836192
3	MAHUGO Pacifique	0971360675
4	MBILIZI Freddy	0979303755
5	MIRINDI Esther	0973684220
6	MUGARUKA Hélène Deborah	0975771388
7	NAKIGULA Mathieu	0971744354
8	IRANZI Aimable	0998880139
	ZONE 2 : FIZI	
1	ALONGO MGABOEMO Jean de Dieu	0975359148/ 0823254918
2	ASSUMANI MILONGO John	0824205717
3	BILOMBELE MULELA Olivier	0810703900
4	MATHIAS KIHAIHA Paul	0994488435
5	MBILIZI MAZAMBI Freddy	0979303755
6	MUGARUKA HELENNE Deborah	0975771388
7	NDEMA SHABANI Demas	0828169681/ 0972726144
	SUPERVISEURS ENQUETES	
1	AKIMU B	0993712708
2	SEIZIUM SAND	0814521538
	SUPERVISEURS DONNEES QUALITES	
1	FEZA NATHALIE	0891604235
2	THEOPHILE BARHACHIKUBAGIRHWA	0997669783
	CONSULTANT ASSISTANT	
1	BASHIGE NTOLE PATIENT	0974362114
2	PATIENT AMISI HABANAWEMA	0974299425
	CONSULTANT PRINCIPAL	
1	NGOMBWA MURHULA Pacifique	0999325263/ 0859238385

Annexe 4 : DESCRIPTION DES SITES DU PROJET : Zone 1 et Zone 2

VILLAGE	GROUPEMENT	CHEFFERIE/ SECTEUR
ZONE 1 : Plaine de Ruzizi		
1. Luvungi	Itara/luvungi	Bafuliru
2. Runingu	Runingu	
3. Kamanyola	Kashenyi/Kamanyola	Walungu
4. Bwegera	Kakamba	Plaine de la ruzizi
5. Kagando	Kagando	
6. Makobola	Makobola 1	Bavira
7. Sange	Cité de Sange	Cité de Sange
ZONE 2 : Territoire de Fizi		
1. Katanga	Ville de Baraka	Ville de Baraka
2. Malinde	Basimukuma - Sud	Mutambala
3. Kafulo	Basimukinje	Mutambala
4. Bibokoboko	Basimukinje	Mutambala
5. Kilicha	Basimukalangwa	Ngandja
6. Lulimba	Basikasilo	Ngandja

**Annexe 5 : QUESTIONNAIRE D'ENQUETE (SONDAGE)
(RECOLTE DES DONNEES QUANTITATIVES SUR LES INDICATEURS)**

SIGNALETIQUE

1. Heure de début: Heure fin:
2. Nom de l'enquêteur :
3. Age de l'interviewé:

N ⁰	Age
1	18- 40
2	40 – 65
3	66 et Plus

4. Sexe:

N ⁰	Sexe
1	Féminin
2	Masculin

5. État civil:

N ⁰	État civil
1	Célibataire
2	Marié (e)
3	Divorcé (e)
4	Veuf (veuve)
5	Séparé de corps

6. Profession :

N ⁰	Professions
1	Enseignant(e)
2	Agent de l'État
3	Profession libérale (motard, vendeur, transporteur, menuisier, maçon, tailleur....)
4	Éleveur
5	Agriculteur
6	Chômeur
7	Élève
8	Étudiant

7. Niveau d'étude :

N ⁰	Niveau d'étude
1	N'avoir pas été à l'école
2	N'avoir pas terminé le primaire
3	Avoir terminé le primaire
4	N'avoir pas terminé le secondaire
5	Diplôme d'État
6	Graduat
7	Licence
8	Formation professionnelle

8. Quel est votre localité/ou cité de résidence ?

Territoires	Code	Localité
Uvira	1	Bwegera
	2	Kagando
	3	Sange cité
	4	Luvungi
	5	Runingu
	6	Makabola
	7	Bijombo
Mwenga	8	Basimukinje 1
	9	Basimukinje 2
Walungu	10	Kamanyola

Fizi	11	Bibokoboko
	12	Lusenda
	13	Katanga
	14	Malinde
	15	Lulimba
	16	Itombwe
	17	Kafulo

9. Etes-vous de quelle communauté?

N ^o	Territoires
1	Bembe
2	Bafuliru
3	Bashi
4	Banyamulenge
5	Bavira
6	Banyindu
7	Barega
8	Autres (à spécifier)

OBJECTIF GENERAL: : L'incidence et l'ampleur des conflits fonciers et des conflits liés à la transhumance sont réduites

% d'hommes et femmes "d'accord" que le projet a donné une contribution notable à la réduction d'incidence et de l'ampleur des conflits fonciers et des conflits liés à la transhumance dans la zone

OBJECTIFS SPECIFIQUES

Objectif - Spécifique 1: Les populations dans l'Est de la RDC et l'Etat congolais, appuyés par leurs partenaires, transforment les conflits fonciers et conflits liés à la transhumance dans les zones prioritaires de stabilisation.

I.OS.1.a. % de femmes et d'hommes déclarant que l'incidence et l'ampleur des conflits fonciers et des conflits liés à la transhumance sont réduites (ventilé par sexe et sous-zone prioritaire)

10. En tant qu'habitant de votre milieu, est-ce que les conflits fonciers sont- ils actuellement en:

1	Augmentation
2	Réduction
3	Stables
4	N'existent pas
5	Je ne sais pas

11. Est-ce que les conflits liés à la transhumance sont- ils actuellement en:

1	Augmentation
2	Diminution
3	Stables
4	N'existent pas
5	Je ne sais pas

I.OS.1.b. % des personnes qui pense que le gouvernement provincial et ou national ont apporté un soutien à la résolution des conflits fonciers et des conflits liés à la transhumance dans la zone

12. Existent- ils des conflits fonciers dans votre localité ?

1	Oui	2	Non
---	-----	---	-----

13. Comment ces conflits fonciers se manifestent- ils dans votre localité ?

N ^o	Manifestation des conflits
1	Injures (agressions verbales)
2	Méfiance (ne plus se parler)
3	Bagarres sans blessures
4	Bagarres avec blessures légères
5	Bagarres avec blessures graves
6	Décès de(s) personne

7	Bagarres avec utilisation d'armes blanches
8	Bagarres avec utilisation de fusil
9	Sorcellerie
10	Incendie de maison
11	Saisie de bétail
13	Destruction volontaire de champs
14	Expropriation
15	Barriere (interdiction de traverser)
16	Autres (A spécifier)

14. Pensez- vous que les autorités locales (Chef de village ou de localité, Administrateur de territoire) ont apporté un soutien à la résolution des conflits fonciers dans votre localité ?

1	Oui	2	Non
---	-----	---	-----

15. Pensez- vous que le gouvernement provincial a apporté un soutien à la résolution des conflits fonciers dans votre localité ?

1	Oui	2	Non
---	-----	---	-----

16. Pensez- vous que le gouvernement national a apporté un soutien à la résolution des conflits foncier dans votre localité ?

1	Oui	2	Non
---	-----	---	-----

17. Existont- ils des conflits liés à la transhumance dans votre localité ?

1	Oui	2	Non
---	-----	---	-----

18. Comment ces conflits liés à la transhumance se manifestent- ils dans votre localité ?

N°	Manifestation des conflits
1	Injures (agressions verbales)
2	Méfiance (ne plus se parler)
3	Bagarres sans blessures
4	Bagarres avec blessures légères
5	Bagarres avec blessures graves
6	Décès de(s) personne)
7	Bagarres avec utilisation d'armes blanches
8	Bagarres avec utilisation de fusil
9	Sorcellerie
10	Incendie de maison
11	Saisie de bétail
13	Destruction volontaire de champs
14	Expropriation
15	Barriere (interdiction de traverser)
16	Autres (A spécifier)

19. Pensez- vous que les autorités locales (Chef de village ou de localité, Administrateur de territoire) ont apporté un soutien à la résolution des conflits liés a la transhumance dans votre localité ?

1	Oui	2	Non
---	-----	---	-----

20. Pensez- vous que le gouvernement provincial a apporté un soutien à la résolution des conflits liés à la transhumance dans votre localité ?

1	Oui	2	Non
---	-----	---	-----

21. Pensez- vous que le gouvernement national a apporté un soutien à la résolution des conflits liés à la transhumance dans votre localité ?

1	Oui	2	Non
---	-----	---	-----

I.OS.1.c. Degré de participation des communautés (hommes et femmes), autorités locales, provinciales et nationales au processus de dialogue autour des conflits fonciers et de transhumance ;

22. Selon le sexe, qui participent au processus de dialogue en cas des conflits fonciers ?

1	Femmes	2	Hommes
---	--------	---	--------

23. Selon le sexe, qui participent au processus de dialogue en cas des conflits liés à la transhumance ?

1	Femmes	2	Hommes
---	--------	---	--------

24. Parmi les personnalités suivantes, lesquelles participent au processus de dialogue autour des conflits fonciers ?

N ⁰	Participants au processus de dialogue sur les conflits fonciers.
1	Habitants femmes de la localité
2	Habitants hommes de la localité
3	Jeunes filles de la localité
4	Jeunes garçons de la localité
5	Habitant concerné par le conflit
6	Autorités locales (chefferie, village, ...)
7	Autorités territoriales
8	Autorités provinciales
9	Autorités nationales
10	Autorité coutumière
11	Représentant des communautés
12	Autres (A spécifier)

25. Parmi les personnalités suivantes, lesquelles participent au processus de dialogue autour des conflits liés à la transhumance ?

N ⁰	Participants au processus de dialogue sur les conflits liés à la transhumance
1	Habitants femmes de la localité
2	Habitants hommes de la localité
3	Jeunes filles de la localité
4	Jeunes garçons de la localité
5	Habitant concerné par le conflit
6	Autorités locales (chefferie, village, ...)
7	Autorités territoriales
8	Autorités provinciales
9	Autorités nationales
10	Autorité coutumière
11	Représentant des communautés
12	Autres (A spécifier)

Objectif spécifique 2 : La performance et la qualité de services de l'administration foncière sont améliorées, permettant la fourniture de services transparents, équitables et accessibles à tous les citoyens (femmes, jeunes femmes, hommes, jeunes hommes, enfants, groupes marginalisés et groupes à risque).

I.OS.2.a. % d'hommes et femmes indiquant qu'ils ont un "très bon" ou "bon" accès aux services fournis par l'administration foncière.

26. Existent- ils les services des titres fonciers dans votre localité ?

1	Oui	2	Non
---	-----	---	-----

27. Est-ce que les services de titres fonciers sont- ils accessibles pour tous dans votre localité ?

1	Oui	2	Non
---	-----	---	-----

28. Comment avez- vous trouvé l'accès aux services de titres fonciers de votre localité :

N ⁰	Avis
1	Médiocre
2	Bon
3	Très bon
4	Je ne sais pas

I.OS.2.b. % des Femmes/hommes / garçons /filles qui déclarent que la confiance mutuelle entre populations et acteurs en charge de la gestion foncière est renforcée

29. Pensez- vous que la confiance entre la population et les agents qui sont chargées de la gestion des questions foncières dans votre localité est solide (renforcée) ?

1	Oui	2	Non
---	-----	---	-----

30. Est-ce que les habitants de votre milieu qui demandent les services des titres fonciers les obtiennent s'ils respectent les conditions requises ?

1	Oui	2	Non
---	-----	---	-----

I.P.2.3.b. % des jeunes à risque et femmes qui ont accès aux espaces des terres et de pâturages collectifs.

31. Est-ce que les jeunes à risque ont- il accès aux espaces de terres pour pratiquer l'agriculture dans votre localité ?

1	Oui	2	Non	3	Je ne sais pas
---	-----	---	-----	---	----------------

32. Est-ce que les jeunes à risque ont- ils accès aux espaces de pâturage pour pratiquer l'élevage dans votre localité ?

1	Oui	2	Non	3	Je ne sais pas
---	-----	---	-----	---	----------------

33. Est-ce que les femmes ont- elles accès aux espaces de terres pour pratiquer l'agriculture dans votre localité ?

1	Oui	2	Non	3	Je ne sais pas
---	-----	---	-----	---	----------------

34. Est-ce que les femmes ont- elles accès aux espaces de pâturage pour pratiquer l'élevage dans votre localité ?

1	Oui	2	Non	3	Je ne sais pas
---	-----	---	-----	---	----------------

Objectif spécifique 3 : La cohésion sociale et la résilience inter et intra-communautaire, avec un accent sur les jeunes à risques, sont améliorées.

I.OS.3.a. % en régression des incidents, agression verbale et ou physique inter ethnique entre les jeunes

35. Les incidents suivants sont en régression entre les jeunes à risque :

N	Incidents	Perception	
		Oui	Non
1	Agressions verbales (Injures, méfiance, ...)		
2	Agressions physiques inter ethniques (Bagarres, jeu des pierres, ...)		
3	Agression par arme blanche		
4	Agression par intimidation avec usage d'armes à feu (fusil)		
5	Je ne sais pas		

Objectif Spécifique 4 Les femmes influencent, et participent à toutes les étapes des processus de stabilisation et de consolidation de la paix, et sont reconnues comme actrices de changement social

I.P.4.3.a. % des staff du projet du consortium UJAMAA formés sur les questions et la programmation sensible au genre (Question adressée au personnel des partenaires)

36. En tant que personnel du consortium UJAMAA, avez- vous déjà suivi une formation sur les questions et programmation sensible au genre ?

1	Oui	2	Non
---	-----	---	-----

37. Combien de fois avez- vous suivi cette formation ?

N ⁰	Nombre de fois
1	Une fois
2	Deux fois
3	Trois fois
4	Plusieurs fois

I.P.4.3.b. % des femmes qui attestent avoir déjà exprimé leurs opinions librement dans les débats communautaires (ces questions concernent seulement les femmes)

38. Avez- vous déjà participé aux débats communautaires de votre localité ? (Si non, le sondage est terminé)

1	Oui	2	Non
---	-----	---	-----

39. Combien de fois que vous avez déjà participé à ces débats communautaires ?

N ^o	Nombre de fois
1	Une fois
2	Deux fois
3	Trois fois
4	Plusieurs fois

40. Avez- vous déjà exprimé votre opinion librement dans ces débats communautaires ?

1	Oui	2	Non
---	-----	---	-----

41. Vous sentez- vous que votre opinion a-t- il été pris en compte lors de votre participation dans ces débats communautaires ?

1	Oui	2	Non
---	-----	---	-----

42. Vous sentez- vous que les opinions des femmes sont-ils pris en compte lors des débats communautaires ?

1	Oui	2	Non
---	-----	---	-----

FIN DE L'ENQUETE

Annexe 6 : GUIDE DES FOCUS GROUPS ET INTERVIEWS PERSONNALISEES

1. Etes- vous de quelle communauté?

N ^o	Territoires
1	Bembe
2	Bafuliru
3	Bashi
4	Banyamulenge
5	Bavira
6	Banyindu
7	Barega
8	Autres (à spécifier)

OBJECTIF GENERAL: L'incidence et l'ampleur des conflits fonciers et des conflits liés à la transhumance sont réduites

% d'hommes et femmes "d'accord" que le projet a donné une contribution notable à la réduction d'incidence et de l'ampleur des conflits fonciers et des conflits liés à la transhumance dans la zone.

OBJECTIFS SPECIFIQUES

Objectif - Spécifique 1: Les populations dans l'Est de la RDC et l'Etat congolais, appuyés par leurs partenaires, transforment les conflits fonciers et conflits liés à la transhumance dans les zones prioritaires de stabilisation.

I.OS.1.a. % de femmes et d'hommes déclarant que l'incidence et l'ampleur des conflits fonciers et des conflits liés à la transhumance sont réduites (ventilé par sexe et sous-zone prioritaire)

- *Quels sont les conflits couramment rencontrés dans votre milieu ?*
- *Parmi ces conflits, lesquels sont les plus récurrents ?*
- *Qui sont les acteurs de ces conflits ?*

2. Comment sont les conflits fonciers actuellement dans votre milieu ?

- *Quelles seraient les causes de ces conflits fonciers dans votre milieu ?*
- *Selon vous, quelles seraient les conséquences de ces conflits dans votre communauté ?*
- *Est- il possible de recoudre ces conflits ? Comment ?*

3. Est - ce que les conflits liés à la transhumance sont- ils actuellement en réduction:

- *Quelles seraient les causes de ces conflits fonciers dans votre milieu ?*
- *Selon vous, quelles seraient les conséquences de ces conflits dans votre communauté ?*
- *Est- il possible de recoudre ces conflits ? Comment ?*

I.OS.1.b. % des personnes qui pense que le gouvernement provincial et ou national ont apporté un soutien à la résolution des conflits fonciers et des conflits liés à la transhumance dans la zone

4. Pensez- vous que les autorités locales, provinciales et nationales ont apporté un soutien à la résolution des conflits fonciers dans votre localité ?

5. Si oui, lesquelles ?

1. Autorités locales
 2. Autorités provinciales
 3. Autorités nationales
- *Quel soutien s'agit-il ?*
 - *Comment ?*

6. Pensez- vous que les autorités locales (Chef de village ou de localité, Administrateur de territoire), provinciales et nationales ont apporté un soutien à la résolution des conflits liés à la transhumance dans votre localité ?

1	Oui	2	Non
---	-----	---	-----

7. Si oui, les quelles ?

1. Autorités locales
2. Autorités provinciales
3. Autorités nationales

- *Quel soutien apportent- elles ?*
- *Comment ?*

I.OS.1.c. Degré de participation des communautés (hommes et femmes), autorités locales, provinciales et nationales au processus de dialogue autour des conflits fonciers et de transhumance ;

8. Les communautés, autorités locales, provinciales et nationales participent- elles au processus de dialogue en cas des conflits fonciers ?
9. Si oui, lesquelles ?
 1. Communauté
 2. Autorités locales
 3. Autorités provinciales
 4. Autorités nationales
 - *Qui participe le plus entre ces autorités ?*
 - *Comment ?*
10. Les communautés, autorités locales, provinciales et nationales participent- elles au processus de dialogue en cas des conflits liés à la transhumance ?
11. Si oui, lesquelles ?
 5. Communauté
 6. Autorités locales
 7. Autorités provinciales
 8. Autorités nationales
 - *Qui participe le plus entre ces autorités ?*
 - *Comment ?*

Objectif spécifique 2 : La performance et la qualité de services de l'administration foncière sont améliorées, permettant la fourniture de services transparents, équitables et accessibles à tous les citoyens (femmes, jeunes femmes, hommes, jeunes hommes, enfants, groupes marginalisés et groupes à risque).

I.OS.2.a. % d'hommes et femmes indiquant qu'ils ont un "très bon" ou "bon" accès aux services fournis par l'administration foncière.

12. Comment appréciez-vous votre accès aux services de titres fonciers de votre localité :
 - *Est-ce que les hommes et les femmes ont- ils un accès facile aux services des titres fonciers ?*
 - *Connaissez- vous les services des titres fonciers ?*
 - *Qui a accès a ces services des titres fonciers ? Pourquoi les femmes n'ont pas accès aux services des titres fonciers ?*

I.OS.2.b. % des Femmes/hommes / garçons /filles qui déclarent que la confiance mutuelle entre populations et acteurs en charge de la gestion foncière est renforcée

13. Y a- t- il confiance entre la population et les agents qui sont chargés de la gestion des questions foncières dans votre localité ?
 - *Pensez- vous que les services des titres fonciers font correctement leur travail.*
 - *Avez-vous confiance à ces services ?*
14. Pensez- vous que la confiance entre la population et les agents qui sont chargés de la gestion des questions foncières dans votre localité est- elle renforcée ou améliorée ?
 - *Comment ? Qu'est ce qui peut l'expliquer ?*

Objectif spécifique 3 : La cohésion sociale et la résilience inter et intra-communautaire, avec un accent sur les jeunes à risques, sont améliorées.

I.OS.3.a. % en régression des incidents, agression verbale et ou physique inter ethnique entre les jeunes

15. Est-ce que l'agression verbale et ou physique inter ethnique entre les jeunes ont diminué ?
 - *Comment ?*
 - *Qu'est ce qui l'expliquer ? ou comment se manifestent- ils ?*
 - *Quelles sont les conséquences y relatives ?*

Objectif Spécifique 4 Les femmes influencent, et participent à toutes les étapes des processus de stabilisation et de consolidation de la paix, et sont reconnues comme actrices de changement social

I.P.4.3.b. % des femmes qui attestent avoir déjà exprimé leurs opinions librement dans les débats communautaires

16. Avez-vous déjà participé aux débats communautaires de votre localité ?
- *Est-ce que les femmes participent dans les débats communautaires comme les hommes ?*
 - *S'agit-il des femmes de quel âge ? Entre les jeunes femmes et les femmes adultes, lesquelles participent les plus souvent ?*
17. Avez-vous déjà exprimé votre opinion librement dans ces débats communautaires ?
- *Est-ce que les femmes s'expriment librement dans les débats communautaires ?*
 - *Lorsqu'elles donnent leurs avis, est-ce que ces avis sont pris en compte ?*
 - *Comment ?*

FIN DE L'ENQUETE

A. GUIDE SUR LA VARIABLE PERTINANCE DU PROJET ADRESSE AUX LEADERS LOCAUX

(Autorités publiques, Chefs de groupement, Responsables religieux, Responsables des ONG, quelques bénéficiaires).

1. Pensez-vous que le projet UJAMAA a centré ses activités sur les conflits fonciers et les conflits liés à la transhumance ? Comment peut-on le constater ? Qu'est ce qui le démontre ? Comment se manifestent les conflits fonciers les conflits liés à la transhumance dans votre milieu ? Quels sont les problèmes, du point de vue des conflits fonciers et les conflits liés à la transhumance d'ici chez vous, que ce projet a abordé ou résolu ou tenter de résoudre dans votre milieu.
2. En quoi pouvez-vous dire que ce projet correspond aux besoins, politiques et priorités des habitants d'ici ? Parmi les couches sociales de la population de votre milieu (autorités publiques, autorités coutumières, hommes et femme adultes, jeunes femmes et jeunes hommes) qui seraient intéressés par ce projet ? En quoi seraient-ils intéressés ? Selin vous qui ne serait pas intéressé par ce projet dans votre milieu ? Pourquoi ? Dites-nous comment ce projet s'est adapté dans le contexte de votre milieu ? En quoi il apporte une réponse aux attentes (ou est bénéfique) pour les habitants de votre milieu ? Est-ce que les conflits fonciers et les conflits liés à la transhumance peuvent rester les mêmes en cas de changement du contexte ? (changement d'autorités, guerre, ...).
3. Est-ce que les objectifs et activités du projet demeurent-ils pertinents (importants) dans votre milieu et Sous quelles conditions en rapport avec la situation actuelle de votre milieu ? Qu'est ce qui peut nous rassurer que les activités de ce projet jouent un rôle importants pour la communauté de votre milieu ?
4. *Que pourriez-vous recommandé au projet pour qu'il joue un rôle très important pour les habitants de votre milieu. Pouvez-vous nous citer un élément qui a été un obstacle pour le projet. Pensez-vous que ce projet est une opportunité pour les habitants de votre milieu ? Expliquez-vous en fournissant trois éléments ?*

B. GUIDE SUR LA VARIABLE COHERENCE DU PROJET ADRESSE A ZOA (Administration, programme, suivi et évaluation) ET PARTENAIRES D'EXECUTION

1. Les partenaires de mise en œuvre du projet UJAMAA ont-ils utilisé les stratégies les plus appropriées par rapport au contexte ? Comment aviez-vous procédé pour implémenter le projet dans les différents sites du projet ? Quel mécanisme aviez-vous mis en place pour faire accepter le projet ou connaître le projet par la population cible ?
2. Dans la mise en œuvre des produits, jusqu'à quel point le projet a-t-il exploité les ressources disponibles et les acquis d'autres projets exécutés par d'autres partenaires pour plus de cohérence et de complémentarité dans la zone ? Quels sont les pré-requis d'autres projets exécutés qui ont constitué les atouts pour la mise en œuvre des produits de ce projet ? Expliquez ces prés requis par rapport à chaque produit pour être plus explicite.
3. Comment le projet a-t-il collaboré avec d'autres intervenants dans la zone, notamment les projets FCS et/ou les projets financés en bilatéral ? (Contrat de collaboration ou protocole y a-t-il eu des chevauchements qu'on aurait dû éviter ? Y-a-t-il des activités ou mission conjointes, des communications, des correspondances, des concertations avec les autres consortiums ? Expliquez

leurs objets. Pensez-vous qu'il y a eu complémentarité entre les différents intervenants (projets FCS et/ou les projets financés en bilatéral).

Faites l'analyse par partenaire (identification : quels ont été les attributions et cibles de chacune de ces organisations) :

- Les membres du consortium : ZOA-KUA et PSVS
- Les autres consortiums : CORDAID et INTERPEACE
- Gouvernement : service foncier, différents ministères.

4. Les différentes parties impliquées jugent-elles que le projet fût approprié vis-à-vis du contexte et des dynamiques de conflit dans les zones ? A travers quoi peut-on affirmer qu'il y a eu appropriation du projet face au contexte dans les deux zones d'intervention. Quels sont les atouts qui ont favorisé l'appropriation du projet dans les deux zones d'intervention. A travers quoi peut-on identifier le projet dans ces différents sites. Est-ce que ce projet a-t-il impliqué les autorités locales dans les différents sites ciblés ? (définir le niveau d'implication).
5. L'approche de titrisation collective est-elle acceptée par la population dans la zone d'intervention du projet ? Quelles sont les modalités de fonctionnement du système de micro crédit (AVEC). Est-ce que les bénéficiaires s'adaptent-ils à ce système ou l'acceptent. Quelle est sa viabilité face aux enjeux contextuels ?

C. GUIDE SUR LA VARIABLE EFFICACITE DU PROJET ADRESSE A ZOA (programme, suivi et évaluation) ET PARTENAIRES DU CONSORTIUM

1. Les produits attendus ont-ils été réalisés par le projet ? Les parties prenantes (acteurs politico administratifs, société civile à différents niveaux) ont-ils été mobilisés à travers les cadres de concertation, la recherche -action participative, les émissions radios, permettant une rédevabilité et une forte implication ? (Expliquez leur mobilisation ou implication par produits). Les structures communautaires de résolution des conflits fonciers et de transhumance mises en place sont-elles fonctionnelles, inclusives et efficaces ? (Comment fonctionnent-elles ?) L'élaboration des plans locaux de consolidation de la paix sur le foncier et la transhumance d'action a-t-elle été inclusive et participative ? Les plans élaborés reflètent-ils une vision collective et inclusive ? Prennent-ils en compte les besoins spécifiques des différentes catégories sociales ?
2. Des dialogues démocratiques ont-ils été organisés avec la participation de toutes les parties prenantes aux conflits fonciers (grands concessionnaires, les métayers, les agriculteurs, les éleveurs et des autorités étatiques et politiques, les femmes et les jeunes à risques, etc.) dans les zones cibles ? (Citez en détail les parties prenantes et dire les résultats obtenus ou processus à suivre). Les mécanismes de mise en œuvre et de suivi-évaluation des engagements sont-ils opérationnels ? (Qui sont chargés d'assurer le mécanisme de suivi et évaluation : est ce que les représentants sont-ils bien connus par les parties prenantes ?). Ya-t-il eu référence à la loi provinciale sur les questions des conflits relatifs à la transhumance
3. Dans quelle mesure les activités du projet ont-elles contribué à l'amélioration des capacités techniques de l'administration foncière au sein de l'ETD ? Le projet a-t-il amélioré le cadre de travail des circonscriptions foncières de l'ETD ? Concrètement, qu'est ce qui a été fait dans ce domaine ? Comment pensez-vous que l'administration foncière s'est améliorée ? Qu'est-ce qu'on peut attribuer à l'actif du projet dans l'amélioration de l'administration foncière dans les différents sites ? ou à travers quoi peut-on identifier le projet dans le fonctionnement de l'administration foncière dans les différents sites du projet (du point de vue fonctionnement et réalisation). L'approche de titrisation collective est-elle efficace pour assurer un accès sûr et durable aux terres ?

4. Dans quelle mesure l'approche de la sociothérapie à base communautaire a-t-elle contribué à l'amélioration de la confiance des membres de la communauté en eux-mêmes et envers les autres membres ? Comment fonctionne cette approche de la sociothérapie à base communautaire ? (Description du mécanisme). Dans quelle mesure l'intégration de l'approche PIP (plan intégré du paysan) a-t-elle contribué à l'amélioration de la capacité de production des petits paysans et jeunes à risques dans les secteurs agricole, de l'élevage et du petit commerce ? Dans quelle mesure les AGR et AVEC mises en place par le projet ont-elles favorisé l'autonomisation financière durable des femmes vulnérables, des jeunes à risques et des structures communautaires ? (Quel intérêt ou avantage durable que les femmes et les jeunes à risque retirent de cette approche d'autonomisation financière).
5. Dans quelle mesure le projet a-t-il contribué au renforcement du leadership féminin et juvénile dans la zone ? Le projet a-t-il contribué changement des normes sociales défavorables à la promotion de la femme et de la masculinité positive ? Y-a-t-il eu des activistes de plaidoyer en faveur de la promotion de la femme auprès des instances administratives, de sécurité et de l'ordre ? Lesquelles ? Ya-t-il eu des femmes qui ont accédé au poste de décision grâce aux activités de plaidoyer du projet ? Ya-t-il eu des organisations féminines qui ont été sélectionnées pour un accompagnement dans le cadre du projet ?
6. Les résultats obtenus sont-ils conformes à ce qui été prévu par le projet ? Répondent-ils aux besoins des populations ciblées ? En référence aux résultats de l'étude de base et les résultats obtenus après le projet, qu'est-ce qu'on peut attribuer au projet pour démontrer la réduction et l'ampleur des conflits fonciers et les conflits liés à la transhumance ?
7. Le cadre des résultats (indicateurs) était-il adapté pour la mesure des résultats ? Le cadre des résultats était-il cohérent ? En se référant aux indicateurs du cadre logique du projet, aux témoignages et appréciations des bénéficiaires et autres parties prenantes les résultats du projet ont-ils été atteints ? Quels sont les éléments que l'on peut citer pour démontrer que les résultats du projet ont été atteints (en référence aux indicateurs pour être explicite).

D. GUIDE SUR LA VARIABLE EFFICIENCE DU PROJET ADRESSE A ZOA (Team Leader et Service financier)

1. Quel est le taux d'exécution au niveau global et par produit ? Examiner les produits par ligne budgétaire.
2. Dans quelle mesure les ressources (financières, humaines, matérielles et informationnelles) investies dans le cadre de la mise en œuvre du projet UJAMAA ont-elles été utilisées de manière optimale au regard des résultats atteints ?
3. Les ressources étaient-elles suffisantes par rapport aux résultats atteints ? Expliquez les cas écarts entre les prévisions et les réalisations budgétaires.
4. Le projet a-t-il été géré de manière rationnelle ? (traçabilité : processus de décaissement et de justification des fonds).
5. Les méthodes choisies pour l'exécution ont-elles permis d'atteindre les résultats attendus ?
6. Les ressources financières allouées au projet ont-ils été totalement libérées ?
7. Comparativement à d'autres projets exécutés dans la zone et poursuivant les même objectifs, le coût des activités du projet est-il raisonnable ? Une appréciation du rapport coût-efficacité des moyens utilisés et des résultats réalisés (efficacité/efficience).

8. GUIDE SUR LA VARIABLE IMPACT DU PROJET ADRESSE AUX BENEFICIAIRES, DETENTEURS D'ENJEUX DANS LES SITES ET SOCIETE CIVILE

1. Dans quelle mesure le projet a-t-il contribué à la réduction de l'incidence et de l'ampleur des conflits fonciers et des conflits liés à la transhumance et renforcer la cohésion sociale? Comment le projet a contribué à la réduction de ces conflits ? Comment était la situation avant et quelle est la situation actuelle grâce au projet ?
2. Dans quelle mesure les activités du projet ont-elles contribué à l'amélioration de la qualité et de l'accès au service de l'administration foncière ainsi que les conditions socioéconomiques des bénéficiaires jeunes à risques, femmes, réfugiés et déplacés & communautés hôtes) ? Comment était la situation avant et quelle est la situation actuelle grâce au projet ?
3. Quels sont les changements (positifs ou négatifs, directs ou indirects) produits par le projet en termes de cohésion sociale, de sécurité, de gouvernance foncière observables dans la zone d'intervention. Comment était la situation avant et quelle est la situation actuelle grâce au projet ?
4. Est-ce que les femmes des territoires d'Uvira, Fizi et Walungu/Kamanyola sont davantage impliquées dans les processus de décision ? Comment pouvez-vous expliquer que les femmes des territoires d'Uvira, Fizi et Walungu/Kamanyola sont impliquées dans le processus de décision dans leur milieu (grâce au projet) ? Comment était la situation avant et quelle est la situation actuelle grâce au projet ?
5. Que pourriez-vous recommandé au projet pour qu'il joue un rôle très important pour les habitants de votre milieu. Pouvez-vous nous citer un élément qui a été un obstacle pour le projet. Pensez-vous que ce projet est une opportunité pour les habitants de votre milieu ? Expliquez-vous en fournissant trois éléments ?

6. GUIDE SUR LA VARIABLE DURABILITE DU PROJET ADRESSE A ZOA (programme, suivi et évaluation), BENEFICIAIRES, DETENTEURS D'ENJEUX, COMITE LOCAUX DE GESTION DES PRODUITS UJAMAA 2023

(Autorités publiques, Chefs de groupement, Responsables religieux, Responsables des ONG, quelques bénéficiaires).

1. Le projet UJAMAA dispose-t-il d'une stratégie de sortie bien conçue et de pérennisation des acquis ? Les résultats et changements observés et induits par le projet sont-ils susceptibles de perdurer après la clôture ?
2. Les résultats induits par le projet sont-ils socialement, culturellement et économiquement viables ? L'approche de titrisation collective est-elle acceptée et viable du point de vue socioculturel ?
3. Quel a été le degré d'acceptation et d'appropriation du projet par les communautés des entités d'Uvira, Fizi et Walungu/Kamanyola et le Gouvernement provincial de Bukavu ?
4. Quel a été le degré d'appropriation des bonnes pratiques par les institutions et autorités locales ?

5. QUESTIONS TRANSVERSALES ADRESSEES A ZOA BUREAU D'UVIRA, LEAD ERS LOCAUX ET BENEFICIAIRES

1. Comment le projet a-t-il renforcé l'intégration des dimensions genre et jeunesse pour promouvoir la réduction des conflits fonciers et liés à la transhumance ? Comment les jeunes interviennent dans le processus de transformation des conflits fonciers et les conflits liés à la transhumance. Entre les hommes adultes et les femmes adultes, les jeunes filles et les jeunes hommes qui sont les plus favorisés pour la transformation des conflits fonciers et les conflits liés à la transhumance ?
2. Dans quelle mesure le projet UJAMAA a-t-il respecté les principes du « *Do no Harm* » et fait appel à la sensibilité aux conflits lors de la mise en œuvre et de l'adaptation des stratégies du projet ? Est-ce qu'il a eu des conflits que ce projet a générés dans le milieu ou les sites du projet. Lesquels ?

- Annexe 8 : Guides des récolte des données sur les outputs des activités du projet (produits UJAMAA) ;

GRILLE DE RECOLTE DES DONNEES SUR LES OUT PUT OU PRODUITS

INDICATEUR	CIBLE		DONNEES DE REFERENCE SOURCE OF VERIFICATION	DONNEES	
	Prévues	Questions à poser pour la récolte des données			
OBJECTIF – Résultat global : L'incidence et l'ampleur des conflits fonciers et des conflits liés à la transhumance sont réduites					
Objectif - Spécifique Les populations dans l'Est de la RDC et l'Etat congolais, appuyés par leurs partenaires, transforment les conflits fonciers et conflits liés à la transhumance dans les zones prioritaires de stabilisation.					
Produit 1.1 Les acteurs politico-administratifs, la société civile à différents niveaux sont mobilisés de façon que les populations développent une perception positive du projet UJAMAA, permettant une redevabilité et forte implication.					
Indicateur standard	1c.1.Nombres de résolutions proposé au gouvernement approuvé et mis en application	3	<ul style="list-style-type: none"> - Combien des résolutions proposées au gouvernement - Contenu de résolutions ? - Feed back avec le gouvernement ? - Qui sont les bénéficiaires ? - Evolution ? - Médiateur ? 	Semestriel Base line-Yearly-End line, rapport d'activités	
Indicateur Projet	I.P.1.1.a. Nombre des cadres de concertation et de redevabilité fonctionnelle mis en place par le projet	3	<ul style="list-style-type: none"> - Qui sont les membres ? - Objet de la concertation ? - Régularité ou fonctionnement ? - Dirigeants ou structure ? - Signe ou forme de redevabilité 	Semestriel	
Indicateur standard	1d.1. Nombre des programmes radio liés aux thématiques de prévention, résolution gestion des conflits et la cohabitation pacifique.	30 émis. radios	<ul style="list-style-type: none"> - Combien d'émissions radios préparées ? - Radios sur lesquelles les émissions ont été écoutées ? - Feed back des auditeurs ? - Type d'émissions radios (forme) ? - Processus de préparation des émissions ? - Qui sont les animateurs ? - Plage de diffusion ? - Comment sont préparées les émissions ? - Thèmes traités ? 	Semestriel Rapports d'activités	
Indicateur standard	1d.4. Nombres des programmes radio liées à la thématique sur les droits de la	30 émis. Radios	<ul style="list-style-type: none"> - Thèmes traités ? - Participants aux émissions ? 	Semestriel Rapports d'activités	

	femme		<ul style="list-style-type: none"> - Plage de diffusion ? - Radios de diffusion ? 		
Produit n°1.2 Les acteurs locaux réunis au sein des structures communautaires intervenant dans les zones sont efficaces dans la médiation des conflits de transhumance et la défense de leurs droits					
Indicateur Standard	3.d.5. Nombre des structures communautaires de gestion participative des terres mis en œuvre et qui sont fonctionnelle et inclusive	5	<ul style="list-style-type: none"> - Composition des structures communautaire de gestion participative des terres ? - Structure ? - Comment fonctionne ces structures ? - Actions déjà menées ? - Qui sont les membres (âge et sexe) ? 	Tdr, Rapport d'activités et liste de présence.	
Indicateur du projet	I.P.1.2.a. Nbre des animateurs des structures communautaires renforcés en capacité sur différentes thématique	25	<ul style="list-style-type: none"> - Thème de renforcement des capacités de ces animateurs de ces structures communautaires ? - Quand le renforcement des capacités ont été faits ? - Participants ? - Application des acquis de la formation ? - Formateurs 	Tdr, Rapport d'activités et liste de présence.	
Indicateur standard	INDEX EFFICACITE Nombre des structures avec le score d'efficacité / durabilité est améliorée	60% des structures	-	Score index d'efficacité	
Indicateur du projet	1.2. c. Nombre d'arbres plantés pour délimiter les chemins de passage de bétails	15000 plantules	<ul style="list-style-type: none"> - Combien d'arbres plantés ? - Type d'arbres plantés ? - Pépinière ? - Situation actuelle ? (évolution et état) ?. - Préférence ou choix de la catégorie d'arbres plantés ? 	Tdr, Fiches techniques et Rapport d'activités	
Indicateur du projet	I.P.1.2.b. Nombre des séances de sensibilisations organisées	120	<ul style="list-style-type: none"> - Lieu ou les séances ont été organisées ? - Catégorie de participants (âge et sexe)/ - Thèmes traités - Durée de séances - Organismes 	Rapport d'activités	
Indicateur du projet	I.P.1.2.c. Nombres de pâturages et des passages bétails sécurisés	Après Baseline	<ul style="list-style-type: none"> - Longueur chemin de passage de bétail ? - Nombre des pâturages ? - Choix de passage de bétail sécurisé ? - Fréquentation ou fréquence de passage des bétails ? - Situation actuelle (fonctionnalité) 	Rapport d'activités	

			- Parcours		
Produit 1.3 Les plans locaux de consolidation de la paix sur les fonciers et la transhumance dans la Zone Prioritaire 1 et 2 élaborés suite au processus de dialogue démocratique, et mis en œuvre par les communautés et les autorités (locales, provinciales et territoriales)					
Indicateur du projet	1.3.a. Nombre de décisions administratives et/ou édit provincial qui intègrent les solutions locales assurant l'amélioration de l'accès à la terre pour l'agriculture et l'élevage sont prises	3 décisions 1 Edit	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre des décisions administratives (solution locale sur l'amélioration de l'accès aux terres pour l'agriculture et l'élevage sont prises ? - Obstacles de non accès ? - Contenu des décisions ? - Auteur ou autorités de décision ? 	Rapport d'activité de suivi	
Indicateur du projet	I.P.1.3.a. Nombre des concessions identifiées	Après l'étude	<ul style="list-style-type: none"> - Quelles sont les concessions identifiées pour l'agriculture et l'élevage : (Voir les documents entre les parties prenantes au processus (description du document : photo et copie) ? - Qualité de la partie acquise par rapport au reste ? - Bénéficiaires (milieu d'habitation, sexe, âge, période, type d'agriculture pratiqué, quelle production déjà réalisée) - Accès par rapport au coût de location ? - Conditions d'accès à la terre (coût d'accès)? - Usage des concessions accessibles ? (agriculture ou élevage) ? - Possibilité de facilitation pour l'accès a la terre pour élevage et agriculture. 	Rapport d'activité	
Indicateur standard	1.b.1. Nombre des plans d'actions communautaires/ des documents formalisés entre les parties prenantes au processus qui sont formalisés et mis en œuvre.	24	<ul style="list-style-type: none"> - Contenu des plans d'actions communautaires ? - Structures d'exécution ? - Documentation et rapport avec la loi ? - Exécution ? 	Rapport d'activité de dialogue	
Indicateur standard	1.b.2. % des plans d'actions communautaires/ des documents formalisés entre les parties prenantes au processus qui répondent aux besoins spécifiques des femmes.	60%	<ul style="list-style-type: none"> - Comment ces plans tiennent compte des besoins spécifiques de femmes ? (en termes de pourcentage) - Pratique de l'agriculture et de l'élevage ? 	Rapport d'activités	
Indicateur standard	1b.3 % des solutions proposées dans les plans d'action communautaires qui sont mises en œuvre	70%	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en œuvre des solutions proposées ? (en termes de pourcentage) 	Rapport d'activité de suivi	
Indicateur du	I.P.1.3.b. Nombres d'hectares des	Au moins 100	<ul style="list-style-type: none"> - Des espaces de terre en faveur des paysans sans terre 	Rapport d'activité	

projet	terres des grands concessionnaires dont jouissent les petits paysans sans terre.	hectares	accordés par les grands concessionnaires ? - Période de jouissance ? - Nombre des paysans sans terre qui jouissent de concessions des grands exploitants et/ou concessionnaires ?		
Indicateur standard	1.d.2. Nombre des personnes déclarant avoir accès à la terre, homme, femme, minorités ethniques	100	- Catégorie des personnes propriétaires des terres ? (homme, femme, minorités ethniques)	Enquêtes ménages, semestriel	
Indicateur standard	3.d.6. % des citoyens qui estiment que les coûts de location des terres est moins cher (abordable)	65	- Estimation du coût de location de terre dans le milieu.	Enquêtes ménages, semestriel	
Objectif spécifique 2 : La performance et la qualité de services de l'administration foncière sont améliorées, permettant la fourniture de services transparents, équitables et accessibles à tous les citoyens (femmes, jeunes femmes, hommes, jeunes hommes, enfants, groupes marginalisés et groupes à risque).					
Produit 2.1 Les agents de l'administration foncière au sein des circonscriptions foncières ont acquis les compétences (managériales et techniques) adéquates pour améliorer la qualité des services à la communauté					
Indicateur du projet	I.P.2.1.a. Nombre des sessions de formations techniques et managériales tenues en faveur des agents clés de l'administration foncière	1 par trimestre	- Thème de session de formation sur les techniques managériales tenues en faveur des agents de l'administration foncière ? - Choix des participants à la formation (Grade et fonction des participants à la formation) ? - Formateur : Description ? - Pratiques actuelles ?	Tdr, Rapport d'activités et liste de présence	
Indicateur du projet	I.P.2.1.b. Nombre des circonscription foncières dotées d'appareils de cartographie de pointe (Station totale, GPS, logiciels de cartographies participatives)	2 Minimum	- Matériels ou appareils acquis pour les circonscriptions foncières ? - Sécurité des matériels et responsabilité ? - Etat des matériels (ancien ou nouveau) ? - Photo des appareils rencontrés sur terrain ?	Rapport d'activités	
Indicateur du projet	I.P.2.1.c. Nombre de brigades foncières mobiles créées et opérationnelles	2	- Composition des brigades mobiles dans les résolutions opérationnelles (structure) ? - Programme de travail ou fonctionnalité des brigades ? - Rapport de travail ? - Document de travail ? - Tarification ? - Situation avant et après de la brigade ?	Rapport d'activités	
Indicateur du projet	I.P.2.1.d. d'infractions au régime foncier constatées ayant trouvé une	50%	- Innervation de brigade mobile dans les résolutions de conflits : décrire les cas pratiques des conflits résolus ?	Base line - End line Enquête	

	résolution amiable pour donner suite aux missions des brigades foncières		<ul style="list-style-type: none"> - Solutions trouvées ? - Dossier à contentieux et résolu ? - PV conciliation. 		
Indicateur Standard	3.d.4. Nombre des dossiers de la population marginalisés traités par les circonscriptions foncières (services cadastraux) mobiles installés dans les zones prioritaires.	A déterminer	<ul style="list-style-type: none"> - Services cadastraux installés dans les sites du projet - Description des dossiers en contentieux (durée, catégorie des personnes en conflits, interventions possibles, ...) 	Rapport d'activités	
Produit 2.2 : Les bureaux des circonscriptions foncières (dans le territoire d'Uvira et Fizi) sont construits et équipés					
Indicateur du projet	I.P.2.2.a. Nombre de bureaux des brigades foncières construites en matériaux durables et équipés en meubles de bureaux et kit informatique dans les zones prioritaires	2	<ul style="list-style-type: none"> - Description de la construction des bureaux des brigades foncières ? - Description des équipements des bureaux des brigades foncières ? - Emplacement des bureaux des brigades foncières ? 	Rapport d'activités	
Indicateur du projet	I.P.2.2.b. Nombre d'agents de brigades foncières formés sur la gestion et maintenance des ouvrages construits et les équipements	A déterminer	<ul style="list-style-type: none"> - Thème de formation des agents des brigades foncières formés sur la gestion et la maintenance des ouvrages et équipements - Choix des participants ? - Pratiques avant et après le projet ? 	Rapport d'activités	
Produit n°2. 3 : Les populations (hommes, femmes, jeunes, agriculteurs et éleveurs) des zones prioritaires ont un accès sûr, sécurisé et durable aux terres (Titrisation collective)					
Indicateur standard	3.d.1. Nombre des citoyens par catégories des populations clefs recevant des informations sur les droits fonciers, les rôles et attributions de l'administration foncière.	18.000	- Expliquez comment on peut se rassurer que les citoyens par catégories de la population reçoivent les informations sur les droits fonciers, les rôles et attribution de l'administration foncière ? (moyens utilisés et comment se rassurer)	Rapports d'activités	
Indicateur standard	3.d.3. Nombre des conflits fonciers identifiés et résolus	600 conflits	- Voir les dossiers en conflit fonciers 'lister les catégories ou types). Combien des conflits déjà résolus (acteurs dans la résolution)	Rapport de la cartographie et Monitoring des conflits	
Indicateur du projet	I.P.2.3.a. Nombre des cartes d'occupation foncière clarifiant les limites des terres de pâturages et agricoles et des grands et petits exploitants ainsi que des paysans sans terre produit de manière participative	17 cartes	<ul style="list-style-type: none"> - Description de la carte d'occupation foncière et photo ? (lotissement) ? - Comment sont clarifiées les limites (bornes) ? - Qui sont les personnes détenant ces cartes (grands et petits exploitants, paysans sans terre) - Condition d'octroi de carte ? - Accès à la carte ? - Facilitation ou intervention possible ? 	Rapport d'activités	

Indicateur du projet	I.P.2.3.b. % des jeunes à risque et femmes qui ont accès aux espaces des terres et de pâturages collectives	50%	<ul style="list-style-type: none"> - Existence des espaces de terres et pâturages collectifs ? - Processus d'acquisition pour les jeunes ? - Responsabilité ou structure ? - Type d'agriculture pratiquée ? - Est-ce que la production a déjà été réalisée ? 	Rapport d'activités, Enquêtes	
Objectif spécifique 3 : La cohésion sociale et la résilience inter et intra-communautaire, avec un accent sur les jeunes à risques, sont améliorées.					
Produit 3.1 Les membres des communautés (hommes, femmes et Jeunes à Risques) ont gagné la confiance en eux-mêmes et aux membres d'autres communautés grâce à l'approche de la sociothérapie à base communautaire (CBST)					
Indicateur du projet	I.P.3.1.a. Nombre des facilitateurs locaux sélectionnés et formés sur l'approche de sociothérapie à base communautaires pour l'accompagnement des groupes des jeunes	36	<ul style="list-style-type: none"> - Thème de formation des facilitateurs locaux (sexe et âge, mode d'identification, résidence, ancienne fonction ou profession dans le milieu, ...) intégralité ? - Choix des participants ? - Localisation des participants formés ? - Situation avant et situation après ? 	Rapport d'activité	
Indicateur du projet	I.P.3.1.b. Nombre des cycles d'accompagnement socio thérapeutique organisés dans les zones	75 cycles	<ul style="list-style-type: none"> - Description par sexe et âge des bénéficiaires de cycle sociothérapie - Description des cas lors de l'identification - Episode de la sociothérapie (résistance ou pas) - Cas de répétition 	Rapport d'activité	
Indicateur du projet	I.P.3.1.c. Nombre des membres des communautés ventilés par sexe, âges sélectionnés dans les groupes de sociothérapie et ont suivi les cycles de sociothérapie	3.200	<ul style="list-style-type: none"> - Origine des participants 	Rapport d'activité	
Produit 3.2 La capacité de production des petits paysans JAR (jeunes hommes et jeunes femmes) dans le secteur agricole, de l'élevage et du petit commerce est améliorée par l'intégration de l'approche PIP " Plan Intégré du Paysan "					
Indicateur du projet	I.P.3.2.a. Nombre des séances sensibilisation organisées sur le plan intégré des paysans (PIP) au niveau communautaire.	36	<ul style="list-style-type: none"> - Explication de l'organisation des séances de sensibilisation sur le PIP (plan intégré du paysan) au niveau communautaire ? - Participants aux séances de sensibilisation ? - Thèmes de formation ? 	Rapport d'activités	
Indicateur du projet	I.P.3.2.b. Nombre des paysans innovateurs sélectionnés et qui développent PIP	450	<ul style="list-style-type: none"> - Comment observer l'application du PIP au niveau local - Sur quoi porte l'innovation locale sur le plan PIP - Comment était la situation avant et quelle est la situation actuelle 	Rapport d'activités Liste des présences	

Indicateur du projet	I.P.3.2.c. Nombre des plans intégrés des paysans (PIP) implémenté de leur plan du paysan en appui aux activités du secteur agricole, de l'élevage et du petit commerce.	450	<ul style="list-style-type: none"> - Comment le plan PIP appui les activités agricoles, d'élevage et du petit commerce - Par quoi le constater dans les milieux - Qu'est-ce qui a changé par rapport aux anciennes pratiques - Qui est célèbre dans ce domaine (description pourquoi ou comment le constater) 	Rapport d'activités Liste des présences	
Indicateur du projet	I.P.3.2.d. Nombre des Journées Portes Ouvertes avec la participation des villages et institutions locales pour le partage d'expérience	36	<ul style="list-style-type: none"> - Description des journées portes ouvertes - Comment les participants ont été invités - Participants (catégorie) - Types expériences échangées - Quelle a été la conséquence (positive ou négative) 	Rapport d'activités Liste des présences	
Indicateur standard	Index de résilience	50%		Enquêtes	
Produit 3.3. L'autonomisation financière durable des femmes vulnérables, des Jeunes à Risques (JAR) et des structures communautaires mises en place est promues au travers la mise en place des Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC) et Activités Génératrices des Revenus (AGR)					
Indicateur du projet	I.P.3.3.a. Nombre de filière des AGR prioritaires sélectionnées sur base d'une étude de marché	10	<ul style="list-style-type: none"> - Explication de la réalisation de l'étude de marché ? - Conditions de sélection des AGR prioritaires ? - AGR retenues ? - Ancienneté ? - Difficultés ? 	Rapport de l'étude du marché	
Indicateur du projet	I.P.3.3.b. nombre de métiers à courte durée sélectionnés pour la formation grâce à la facilitation du projet	5	<ul style="list-style-type: none"> - Activités génératrices de revenus dans le milieu ? - Activités couramment pratiquées dans le milieu ? 	Rapport de l'étude du marché	
Indicateur du projet	I.P.3.3.c. Nombre des femmes et JAR et membres des structures communautaires formées en métiers et dotées d'un Kit de démarrage des métiers	A déterminer	<ul style="list-style-type: none"> - Membre (sexe, âge et catégorie) : % des ex combattants ? - Description des kits de démarrage ? - Fonctionnalité (programme du travail) ? - Etat du matériel ? 	Rapport d'activités	
Indicateur standard	4.a. 3 Nombre de bénéficiaires qui ont augmenté d'au moins 20% leur épargne	60 %	<ul style="list-style-type: none"> - Niveau de l'épargne avant et maintenant ? - Taux d'intérêt ? - Membres actifs et inactifs ? 	Enquête	
Indicateur standard	4a.5 % des bénéficiaires (ex combattants, jeunes à risque, femmes, réfugiés et déplacés qui ont augmenté leurs revenus d'au moins 50%)	60 %	<ul style="list-style-type: none"> - Pourcentage de : ex combattants, jeunes à risques, femmes, réfugiés et déplacés - Répartition des catégories par niveau d'augmentation de revenu 	Enquête; Rapport des activités	

Objectif Spécifique 4 Les femmes influencent, et participent à toutes les étapes des processus de stabilisation et de consolidation de la paix, et sont reconnues comme actrices de changement social					
Indicateur standard					
Indicateur standard	I.R.5.1. % des femmes dans les institutions (Sénat, gouvernement, parlement) au niveau national, provincial et local	10 femmes	- Combien des femmes originaires qui sont dans les institutions de prise de décision ?	Décision administrative et lettre d'affectations	
Produit 4.1 Les femmes, les organisations des femmes, les hommes et les autorités locales développent une sensibilité accrue sur les normes sociales et les rôles de genre positifs					
Indicateur du projet	I.P.4.1.a. Nombre des plans d'actions développés après l'étude CAP et mise en œuvre	65 %	-	Enquête Baseline, et End line	
Indicateur standard	2.a.5. Nombre des plaidoyers sur la sécurité ou la promotion de la femme auprès des instances administratives, de sécurité et de l'ordre	5	- Il y a déjà eu le plaidoyer sur la sécurité et la promotion de la femme ? - Plaidoyer en faveur des femmes pour accéder aux institutions de prises des décisions ? - Décrire le cas ? - Combien des femmes ont accédé au pouvoir localement suite aux activités UJAMAA ? - Preuve de nomination ? - Femmes œuvrant dans les instances de décision au niveau local	Rapport d'activités	
Produit n°4.2 : Participation systématique et active des femmes dans les structures de prise de décision et de gestion au niveau de la stabilisation et de consolidation de la paix					
Indicateur du projet	I.P.4.2.a. Nombre des structures féminines sélectionnées pour un accompagnement dans le cadre du projet	18 Associations des femmes	- Domaine d'accompagnement des structures féminines - Liste des structures des femmes sélectionnées - Qu'est ce qui a changé dans les structures des femmes sélectionnées et suivies	Rapport d'activités	
Indicateur standard	4.1.c Nombre des femmes qui sont formées sur le leadership transformatif	150 femmes	- Thèmes de formation des femmes dans le leadership - Participants (âge et fonction ou profession)	Rapport d'activités	
Indicateur du projet	I.P.4.2.b. Nombre des femmes formées dans le thématique et leadership féminin, dans la gestion foncière et la résolution des conflits et la résolution 1325 du Conseil de Nations Unies	360 20 par structure	- Femmes participantes à la formation sur la thématique et leadership féminin dans les questions foncières et résolution des conflits et résolution 1325 du Conseil de Nations Unies)	Rapport d'activités Liste de présence	
Indicateur standard	1.a.6. % des postes décisionnels occupés par des femmes dans les structures communautaires	40%	- Description des postes occupés par les femmes dans les structures communautaires.	Rapport d'activités	

Produit n°4.3 : L'intégration de genre dans le projet UJAMAA est effective et visible au niveau des communautés et des autorités étatiques					
Indicateur du projet	I.P.4.3.a. % des staffs du projet du consortium UJAMAA formés sur les questions et la programmation sensible au genre	100 %	<ul style="list-style-type: none"> - Thèmes de formation de staff du consortium UJAMAA sur les questions et la programmation sensible au genre - Leçons apprises ? - Conflits relatifs au genre constatés auprès de staff du projet du consortium UJAMAA ? 	Liste de présence et rapport d'activités	
Indicateur du projet	I.P.4.3.b. . % des femmes qui attestent avoir déjà exprimé leurs opinions librement dans les débats communautaires	65 %	<ul style="list-style-type: none"> - Etat de lieu : les femmes qui attestent avoir déjà exprimées leurs opinions dans les débats communautaires : cas concret 	Enquête, Baseline end-line évaluation mi parcours	
Indicateur du projet	I.P.4.3.C. nombre de tribune d'expression populaire sur la participation de la femme au processus de stabilisation et de consolidation de la paix, surtout autour des questions fonciers	36	<ul style="list-style-type: none"> - Tribune d'expression populaire : est-ce que les femmes participent aux tribunes d'expressions populaires sur le processus de stabulation et de consolidation de la paix, surtout autour des questions foncières - Quels sont les thèmes qui ont été abordés lors des tribunes d'expressions populaires - Avis sur les tribunes d'expressions populaires - Durée de la tribune d'expression populaire. 	Rapport d'activités	

Annexe 9 : RECAPITILATIF D'OUTILS DE RECOLTE DES DONNEES/ EVALUATION FINALE PROJET « UJAMAA »

N°	OUTILS DE RECOLTE DES DONNEES	TYPE DES DONNEES A RECOLTER	CIBLES ET OBSERVATIONS
1	Pré et post test et évaluation finale de la formation	Données sur le renforcement des capacités des enquêteurs et superviseurs pour bien mener l'enquête	Participants à la formation et staff ZOA intéressé.
2	Questionnaire de sondage	Récouter les données quantitatives en rapport avec les indicateurs standards et les indicateurs du projet comme pour l'étude de base pour comparaison.	Bénéficiaires directs et indirects du projet
3	Questionnaire des focus group et interviews personnalisées	Récouter les données qualitatives en rapport avec les indicateurs standards et des indicateurs du projet.	Bénéficiaires directes et indirects du projet
4	Grille de récolte des données quantitatives sur les produits « UJAMAA »	Renseigner sur les indicateurs afin de les comparer avec les résultats de l'étude a mis parcours.	Equipe de suivi et évaluation du projet avec comme référence les rapports d'activités.
5	Grille de récolte des données qualitatives « UJAMAA » 2023	Documenter les produits « UJAMAA » afin de mesurer leur réalisation et leur pérennité.	Récouter les données auprès des bénéficiaires des produits, société civile, leaders locaux pour mesurer le changement induit du projet dans les sites du projet. Visiter les out put visibles et établir leur état de lieu.
6	Guides de récolte des données	Récouter les données sur les variables :	Critères OCDE CAD
		Pertinence	Autorités publiques, Chefs de groupement, Responsables religieux, Responsables des ONG, quelques bénéficiaires).
		Cohérence	Staff ZOA et partenaires consortium et des autres consortiums
		Efficacité	Staff ZOA et partenaires du consortium UJAMAA ainsi que les bénéficiaires.
Efficience	Team Leader ZOA Uvira et service financier		

		Impact	Bénéficiaires, Société Civile et détenteurs d'enjeux dans les différents sites.
		Durabilité.	Team Leader ZOA, Responsable Suivi et évaluation, bénéficiaires et détenteurs d'enjeux et Sociétés Civiles des différents sites d'intervention du projet.
7	Guide d'entretien avec les partenaires du consortium et d'autres consortiums (CORDAID et LIFE AND PEACE).	Récolter les données sur la collaboration, communication, les missions conjointes, l'appui, la cohérence sur la stabilisation et stratégie d'intervention.	A développer à l'attention des partenaires d'exécution et d'autres consortiums.

Annexe 10 : Répartition détaillée de l'échantillon d'étude ;

Secteur	Groupement	Village	Homme adulte	Femme adulte	Jeune Homme	Jeune femme	Total
ZONE I							
NGWESHE	KAMANYOLA	KAMANYOLA	31	35	25	21	112
PLAINE DE LA RUZIZI	KAKAMBA/BWEGERA	KAKAMBA/BWEGERA	27	35	26	29	117
	KAGANDO	KAGANDO	32	33	22	30	117
	SANE CITE	SANTE CITE	27	37	25	29	118
BAVIRA	MAKOBOLA	MAKOBOLA 1	28	29	29	24	110
BAFULIRO	LUVUNGI	LUVUNGI	26	33	26	20	105
	RUNINGU	RUNINGU	30	31	18	19	98
TANGANYIKA	BALALA NORD	LUSENDA	27	31	23	24	105
ZONE II							
BARAKA	VILLE DE BARAKA	KATANGA	24	26	21	18	89
MUTAMBALA	BASIMUKUMA SUD	MALINDE	27	33	29	26	115
	BALALA SUD	KAFULO	13	15	21	13	62
NGANDJA	BASIKALENGWA	KILICHA	15	31	18	19	83
	BASIKASILO	LULIMBA	40	31	32	25	128
TOTAL			347	400	315	297	1359

Annexe 11 : REPARTITION SOCIO DEMOGRAPHIQUE DE L'ECHANTILLON

Tableau 1 : Nombre d'enquêtés par zone d'intervention

Zone	Nombre	%
Zone 1	777	57,2
Zone 2	582	42,8
Total	1359	100

Tableau 2 : Répartition par territoire

Territoire	Nombre d'enquêtés	%
Fizi	582	42,8
Uvira	665	49,0
Walungu	112	8,2
Total	1359	100

Tableau 3 : Répartition des enquêtés par sexe

Sexe	Nombre	%
Femmes	657	48,3
Hommes	702	51,7
Total	1359	100

Tableau 4 : Répartition par tranche d'âge

Tranche d'âge	Nombre	%
18 - 35 ans	612	45,0
36 – plus	747	55,0
Total	1359	100

Tableau 5 : Répartition des enquêtés par état civil

Etat civil	Nombre	%
Célibataire	66	4,9
Divorcé	16	1,2
Marié	1049	77,2
Séparé	37	2,7
Union libre	118	8,7
Veuf (ve)	73	5,3
Total	1359	100

Annexe 12 : CALENDRIER DETAILLE D'ACTIVITES D'EVALUATION DU PROJET « UJAMAA »

N°	PHASES DU TRAVAIL	Date début	Date fin	Nbre jours
1	Phase préparatoire			
	- Premier contact, échange sur le budget, signature contrat, validation de la méthodologie et des sites d'évaluation.			1
	- Préparation du questionnaire de sondage, des guides de récolte des données, autres outils de compilation des données (Check list) et finalisation			1
	- Préparation du module de formation des enquêteurs, outils de formation et d'évaluation, et logistique.			1
	- Préparation de la formation (calendrier, besoins logistiques et matériels didactiques et autres).			1
2	Phase 2 : Formation des enquêteurs			
	- Formation des enquêteurs à Luvungi et			2
	- Pilote du questionnaire (test des outils, mise en commun et finalisation).			1
	- Formation des enquêteurs à Baraka et préparatifs du début des enquêtes			2
3	Phase 3 : Phase de récolte des données dans les sites			
	- Collecte des données dans la zone 1 : Plaine de la Ruzizi			8
	- Collecte des données dans la zone 2 : Baraka			8
4	Phase 4: Contrôle de la base des données			
	- Consolidation des données dans la base des données unique			1
	- Contrôle de forme de la base des données (échantillon) et géolocalisation			1
	- Contrôle des données qualitatives			2
5	Phase 5 : Analyse des données			
	- Construction des tableaux, graphiques, du contexte et des données qualitatives (triangulation des données)			2
6	Phase 6 : Production du draft du rapport			
	- Mise en forme, couverture et nettoyage du texte			1
7	Phase 7 : Production rapport final			
	- Nettoyage du texte et prise compte des difficultés, commentaires et observations			1
8	Phase 8 : Validation du rapport final			1
9	Phase 9 : Présentation du rapport final			1
	TOTAL			35

Annexe 13 : LISTE D'INTERVIEWS PERSONNALISEES

N°	NOM ET POST NOM	STRUCTURE	FONCTION	TELEPHONE
1.	ALIMANSI	-	Chef d' Avenue	0811891779
2.	ALINOTI MBE	JEUNNE HOMME	Malinde	-
3.	AMISI FRANCOIS	Président Société Civile	Malinde	0823235243
4.	ANZURUNI MFU	JEUNNE HOMME	Malinde	-
5.	AOCHI	JEUNNE HOMME	Katanga	0821147705
6.	BARWANI INNOCENT AFRICAIN	TERRITOIRE DE FIZI	Administration du Territoire	
7.	BILEWANE ECUMBE	JEUNNE HOMME	Malinde	-
8.	BWEMERE PASCAL	PSVS	Coordonateur	0997733716
9.	BYONDO MATATA	JEUNE HOMME	Katanga	0831140751
10.	CHRISTHIAN BUNANI	RADIO FLASH FM	Journaliste et Chef de programme	0992391242/ 0976879572
11.	CHRISTOPHE WITANENE	ZOA UVIRA	Chargé des Affaires Foncières	0810177357
12.	DAVID	ZOA BUKAVU	Chargé de la sécurité	0998905104
13.	DEMARCHE KIKANDJA Frédéric	PSVS	Superviseur de plan Intégré du Paysan	0997733517
14.	ESELENGE WATANGASHA	Chef de Village Ndebwe	Malinde	0816574557
15.	FIKIRI BONANE	BWEGERA	Chef de village BWEGERA	
16.	GEORGES MUGARIKA	ZOA UVIRA	TL UJAMAA	0992048978
17.	Jacques ALIMASI	JEUNNE HOMME	Malinde	0818886372
18.	JANVIER	KUA	Chef de Projet	0820256863/ 0999061286
19.	JEAN BASHOMBE	Antenne plan/UVIRA	Chef d' Antenne plan/UVIRA	0993701146/ 0813145950
20.	JUMAPILI MALEGA	Affaire foncière	Chef de Division (Conservateur)	0995382590
21.	KAHONGO JUMAINE	CCI/BARAKA	Secrétaire	0820691132
22.	KAKOZI ITONGWA Benjamin	Cadastre UVIRA	Chef de Bureau Cadastre	0979669802
23.	KALAFULA TOUSSAINT	PSVS	Comptable	0977495278
24.	KASHINDI JUMAGAZE	JEUNE HOMME	Katanga	0813599854
25.	KATOBE FARIJALA	CCI/ BARAKA	Trésorier	0815336086
26.	KIFOMO D'JANDA	Cité de SANGE	Secrétaire admi. cité de SANGE	0994224801
27.	KIKURU SINGA GEORGE	ZOA UVIRA	Chargé de l' Administration et Finances	0976940581

28.	KILOZO MALEGA MASSA			
29.	KITUNGANO EVOLOKO	GROUPEMENT MALINDE	Chef d'Avenue Malinde Centre	0814985114
30.	Kongolo	CIRCO FIZI	Chef de Bureau Contentieux	
31.	LEBON MUNEPO	CIRCO FIZI	Chef de Bureau	0997123108 jeanbashombe@gmail.com
32.	LINDA BAHATI DADY	WAMAMA NINGUFU DE BWEGERA	Présidente de l'association	0975416816
33.	MACHUMBE ETUNGANO			0829896303/ 0977271470
34.	MATHIEU BAHATI	ZOA UVIRA	chargé de Suivi et Evaluation	0972156190
35.	MKUBAYA NTAMBELA	DLP LUSENDA	Secrétaire Adjoint	0819881657 mumakahaya@gmail.com
36.	MMUNGA ALONDA	JEUNNE HOMME	Malinde	0820467600
37.	MOSHI MBUKANI BNF	CCI / Baraka	Modérateur	0812347507
38.	MUGANGUZI ESTELLA KINDJA	PSVS	Stagiaire	0997812278
39.	MUSIMWA MABONE	IJED	Chef de projet IJED/UJAMAA	0997858798
40.	MWAMBA MARTIN SEMO	Inspection Pêche et Elevage	Inspecteur Territorial	0811607065/ 0999642346
41.	MWIBALECHA J, M,	Chef de Comité marché	Malinde	-
42.	NENO KILOZO	Chef de groupement	Malinde	0812595112/0994239697
43.	PACIFIQUE MUNGA	Brigade mobile	Chef de Bureau personnel	0973669081/0820528289
44.	PATIENT MUKULU	PSVS	Chef de projet USHIRIKA	0997812240
45.	PHILIPPE BAHUNDE	IJED	Superviseur IJED/UJAMAA	0998612995
46.	PIERRE SAIDI	KUA	Coordinateur	0974475055
47.	RAMAZANI BITOMWA	DLP LUSENDA	Modérateur	081952302
48.	SAFARI ROMAIN	Coopérative Laitière de Bwegera	Président du Conseil d'Administration	0973907783
49.	TENGENEZA WABIKWA	DLP LUSENDA	Modératrice	0816981788
50.	WALUMONA M'MENDE	JEUNNE HOMME	Katanga	-

Annexe 15 : SYNTHÈSE DE FOCUS GROUPS OU GROUPE DE DISCUSSION

N°	SITE	FEMMES	HOMMES	JEUNES FEMMES	JEUNES HOMMES	TOTAL	Nbr FOCUS GROUP
1	KAMANYOLA	6	6	6	6	24	2
2	LUVUNGI	6	6	6	6	24	2
3	BWEGERA	6	12	6	12	36	3
4	SANGE	6	6	6	6	24	2
5	RUNINGU	12	6	12	6	24	2
6	KAGANDO	12	12	12	12	48	4
7	MAKOBOLA	6	6	6	6	24	2
8	KATANGA	6	6	6	6	24	2
9	MALINDE	6	6	6	6	24	2
10	LUSENDA	6	6	6	6	24	2
11	KILICHA	-	-	-	-	-	-
12	KAFULO	3	3	3	3	12	1
13	LULIMBA	-	-	-	-	-	-
TOTAL GENERAL						276	24
%							

Annexe 16 : Grille de récolte des données out put (produits) Projet UJAMAA 2023 ;

GRILLE DE RECOLTE DES DONNEES SUR LES OUT PUT OU PRODUITS/ quantitatif

INDICATEUR	CIBLE		DONNEES DE REFERENCE SOURCE OF VERIFICATION	DONNEES QUALITATIVES RECOLTEES (commentaires, succès, , contraintes ou difficultés rencontrées, remarques, observations, opportunités)	
	Prévues	Réalisées			
OBJECTIF – Résultat global : L'incidence et l'ampleur des conflits fonciers et des conflits liés à la transhumance sont réduites					
Objectif - Spécifique Les populations dans l'Est de la RDC et l'Etat congolais, appuyés par leurs partenaires, transforment les conflits fonciers et conflits liés à la transhumance dans les zones prioritaires de stabilisation.					
Produit 1.1 Les acteurs politico-administratifs, la société civile à différents niveaux sont mobilisés de façon que les populations développent une perception positive du projet UJAMAA, permettant une redevabilité et forte implication.					
Indicateur standard	1c.1.Nombres de résolutions proposé au gouvernement approuvé et mis en application	3	-	Semestriel Base line-Yearly-End line, rapport d'activités	
Indicateur Projet	I.P.1.1.a. Nombre des cadres de concertation et de redevabilité fonctionnelle mis en place par le projet	3	2	Semestriel	<i>Instabilité des institutions provinciales n'a pas facilité la mise en place des cadres de concertations provinciales.</i>
Indicateur standard	1d.1. Nombre des programmes radio liés aux thématiques de prévention, résolution gestion des conflits et la cohabitation pacifique.	30 émis. Radios	15	Semestriel Rapports d'activités	
Indicateur standard	1d.4. Nombres des programmes radio liées à la thématique sur les droits de la femme	30 émis. Radios	4	Semestriel Rapports d'activités	
Produit n°1.2 Les acteurs locaux réunis au sein des structures communautaires intervenant dans les zones sont efficaces dans la médiation des conflits de transhumance et la défense de leurs droits					
Indicateur Standard	3.d.5. Nombre des structures communautaires de gestion participative des terres mis en œuvre et qui sont fonctionnelle et inclusive	5	5	Tdr, Rapport d'activités et liste de présence.	
Indicateur du projet	I.P.1.2.a. Nbre des animateurs des structures communautaires renforcés en capacité sur différents thématique	25	147	Tdr, Rapport d'activités et liste de présence.	
Indicateur standard	INDEX EFFICACITE Nombre des structures avec le score d'efficacité / durabilité est améliorée	60% des structures	7	Score index d'efficacité	- 5 structures communautaires de résolution des conflits ; - 2 structures féminines.
Indicateur du projet	1.2. c. Nombre d'arbres plantés pour délimiter les chemins de passage de bétails	15000 plantules	15000	Tdr, Fiches techniques et Rapport d'activités	
Indicateur du projet	I.P.1.2.b. Nombre des séances de sensibilisations organisées	120	180	Rapport d'activités	

Indicateur du projet	I.P.1.2.c. Nombres de pâturages et des passages bétails sécurisés	Après Baseline	16	Rapport d'activités	- Protéger par la plantation des arbres.
Produit 1.3 Les plans locaux de consolidation de la paix sur les fonciers et la transhumance dans la Zone Prioritaire 1 et 2 élaborés suite au processus de dialogue démocratique, et mis en œuvre par les communautés et les autorités (locales, provinciales et territoriales)					
Indicateur du projet	1.3.a. Nombre de décisions administratives et/ou édit provincial qui intègrent les solutions locales assurant l'amélioration de l'accès à la terre pour l'agriculture et l'élevage sont prises	3 décisions 1 édit	2	Rapport d'activité de suivi	
Indicateur du projet	I.P.1.3.a. Nombre des concessions identifiées	Après l'étude	117	Rapport d'activité	
Indicateur standard	1.b.1. Nombre des plans d'actions communautaires/ des documents formalisés entre les parties prenantes au processus qui sont formalisés et mis en œuvre.	24	17	Rapport d'activité de dialogue	
Indicateur standard	1.b.2. % des plans d'actions communautaires/ des documents formalisés entre les parties prenantes au processus qui répondent aux besoins spécifiques des femmes.	60%	25%	Rapport d'activités	
Indicateur standard	1.b.3 % des solutions proposées dans les plans d'action communautaires qui sont mises en œuvre	70%	20%	Rapport d'activité de suivi	
Indicateur du projet	I.P.1.3.b. Nombres d'hectares des terres des grands concessionnaires dont jouissent les petits paysans sans terre.	Au moins 100 hectares	205	Rapport d'activité	
Indicateur standard	1.d.2. Nombre des personnes déclarant avoir accès à la terre, homme, femme, minorités ethniques	100	91	Enquêtes ménages, semestriel	- 31 contrats de métayage ; - 60 contrats de la plaine de Ruzizi
Indicateur standard	3.d.6. % des citoyens qui estiment que les coûts de location des terres est moins cher (abordable)	65	100	Enquêtes ménages, semestriel	- Contrats de métayage négociés (paysans sans terre et concessionnaire sous facilitation du projet)
Objectif spécifique 2 : La performance et la qualité de services de l'administration foncière sont améliorées, permettant la fourniture de services transparents, équitables et accessibles à tous les citoyens (femmes, jeunes femmes, hommes, jeunes hommes, enfants, groupes marginalisés et groupes à risque).					
Produit 2.1 Les agents de l'administration foncière au sein des circonscriptions foncières ont acquis les compétences (managériales et techniques) adéquates pour améliorer la qualité des services à la communauté					
Indicateur du projet	I.P.2.1.a. Nombre des sessions de formations techniques et managériales tenues en faveur	1 par trimestre	7	Tdr, Rapport d'activités et liste de présence	

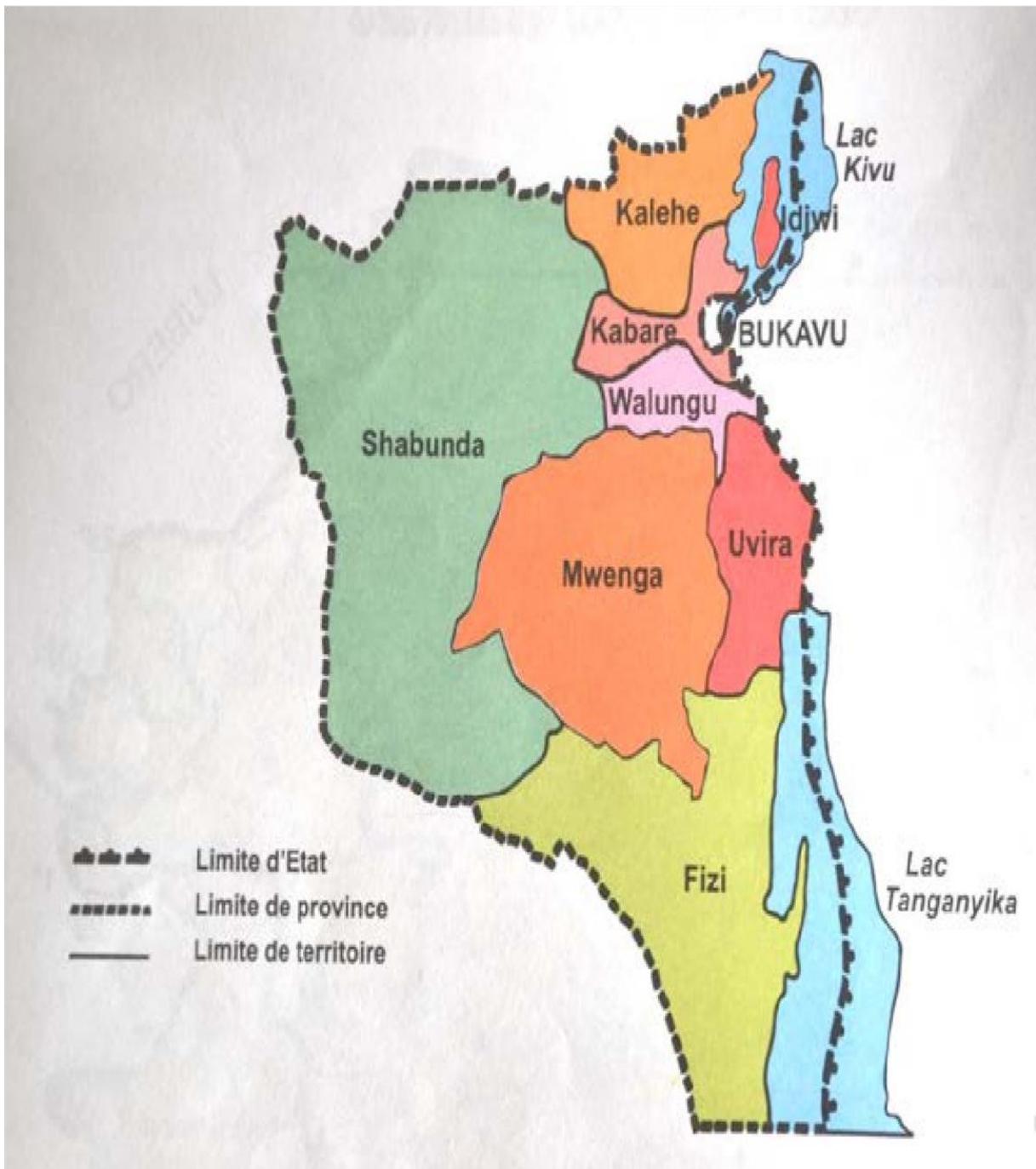
	des agents clés de l'administration foncière				
Indicateur du projet	I.P.2.1.b. Nombre des circonscriptions foncières dotées d'appareils de cartographie de pointe (Station totale, GPS, logiciels de cartographies participatives)	2 Minimum	2	Rapport d'activités	
Indicateur du projet	I.P.2.1.c. Nombre de brigades foncières mobiles créées et opérationnelles	2	4	Rapport d'activités	
Indicateur du projet	I.P.2.1.d. d'infractions au régime foncier constatées ayant trouvé une résolution amiable pour donner suite aux missions des brigades foncières	50%	40%	Base line - End line Enquête	
Indicateur Standard	3.d.4. Nombre des dossiers de la population marginalisés traités par les circonscriptions foncières (services cadastraux) mobiles installés dans les zones prioritaires.	A déterminer	320	Rapport d'activités	
Produit 2.2 : Les bureaux des circonscriptions foncières (dans le territoire d'Uvira et Fizi) sont construits et équipés					
Indicateur du projet	I.P.2.2.a. Nombre de bureaux des brigades foncières construites en matériaux durables et équipés en meubles de bureaux et kit informatique dans les zones prioritaires	2	2	Rapport d'activités	
Indicateur du projet	I.P.2.2.b. Nombre d'agents de brigades foncières formés sur la gestion et maintenance des ouvrages construits et les équipements	A déterminer	45	Rapport d'activités	
Produit n°2.3 : Les populations (hommes, femmes, jeunes, agriculteurs et éleveurs) des zones prioritaires ont un accès sûr, sécurisé et durable aux terres (Titrisation collective)					
Indicateur standard	3.d.1. Nombre des citoyens par catégories des populations clefs recevant des informations sur les droits fonciers, les rôles et attributions de l'administration foncière.	18.000	6394	Rapports d'activités	- Sans compter ceux sensibilisés à travers les médias.
Indicateur standard	3.d.3. Nombre des conflits fonciers identifiés et résolus	600 conflits	720	Rapport de la cartographie et Monitoring des conflits	
Indicateur du projet	I.P.2.3.a. Nombre des cartes d'occupation foncière clarifiant les limites des terres de pâturages et agricoles et des grands et petits exploitants ainsi que des paysans sans terre produit de manière participative	17 cartes	29	Rapport d'activités	
Indicateur du projet	I.P.2.3.b. % des jeunes à risque et femmes qui ont accès aux espaces des terres et de	50%	35%	Rapport d'activités, Enquêtes	

	pâturages collectives				
Objectif spécifique 3 : La cohésion sociale et la résilience inter et intra-communautaire, avec un accent sur les jeunes à risques, sont améliorées.					
Produit 3.1 Les membres des communautés (hommes, femmes et Jeunes à Risques) ont gagné la confiance en eux-mêmes et aux membres d'autres communautés grâce à l'approche de la sociothérapie à base communautaire (CBST)					
Indicateur du projet	I.P.3.1.a. Nombre des facilitateurs locaux sélectionnés et formés sur l'approche de sociothérapie à base communautaires pour l'accompagnement des groupes des jeunes	36	38	Rapport d'activité	
Indicateur du projet	I.P.3.1.b. Nombre des cycles d'accompagnement socio thérapeutique organisés dans les zones	75 cycles	5	Rapport d'activité	- <i>Cible surestimé.</i>
Indicateur du projet	I.P.3.1.c. Nombre des membres des communautés ventilés par sexe, âges sélectionnés dans les groupes de sociothérapie et ont suivi les cycles de sociothérapie	3.200	900	Rapport d'activité	- <i>Cible surestimé (de paire avec le nombre des cycles)</i>
Produit 3.2 La capacité de production des petits paysans JAR (jeunes hommes et jeunes femmes) dans le secteur agricole, de l'élevage et du petit commerce est améliorée par l'intégration de l'approche PIP " Plan Intégré du Paysan "					
Indicateur du projet	I.P.3.2.a. Nombre des séances sensibilisation organisées sur le plan intégré des paysans (PIP) au niveau communautaire.	36	45	Rapport d'activités	
Indicateur du projet	I.P.3.2.b. Nombre des paysans innovateurs sélectionnés et qui développent PIP	450	775	Rapport d'activités Liste des présences	
Indicateur du projet	I.P.3.2.c. Nombre des plans intégrés des paysans (PIP) implémenté de leur plan du paysan en appui aux activités du secteur agricole, de l'élevage et du petit commerce.	450	775	Rapport d'activités Liste des présences	
Indicateur du projet	I.P.3.2.d. Nombre des Journées Portes Ouvertes avec la participation des villages et institutions locales pour le partage d'expérience	36	27	Rapport d'activités Liste des présences	
Indicateur standard	Index de résilience	50%		Enquêtes	
Produit 3.3. L'autonomisation financière durable des femmes vulnérables, des Jeunes à Risques (JAR) et des structures communautaires mises en place est promues au travers la mise en place des Associations Villageoises d'Epargne et de Crédit (AVEC) et Activités Génératrices des Revenus (AGR)					
Indicateur du projet	I.P.3.3.a. Nombre de filière des AGR prioritaires sélectionnées sur base d'une étude de marché	10	7	Rapport de l'étude du marché	

Indicateur du projet	I.P.3.3.b. nombre de métiers à courte durée sélectionnés pour la formation grâce à la facilitation du projet	5	5	Rapport de l'étude du marché	
Indicateur du projet	I.P.3.3.c. Nombre des femmes et JAR et membres des structures communautaires formées en métiers et dotées d'un Kit de démarrage des métiers	A déterminer	312	Rapport d'activités	
Indicateur standard	4.a. 3Nombre de bénéficiaires qui ont augmenté d'au moins 20% leur épargne	60 %	525	Enquête	
Indicateur standard	4a.5 % des bénéficiaires (ex combattants, jeunes à risque, femmes, réfugiés et déplacés qui ont augmenté leurs revenus d'au moins 50%)	60 %	8%	Enquête; Rapport des activités	
Objectif Spécifique 4Les femmes influencent, et participent à toutes les étapes des processus de stabilisation et de consolidation de la paix, et sont reconnues comme actrices de changement social					
Indicateur standard		10 femmes			
Indicateur standard	I.R.5. % des femmes dans les institutions (Sénat, gouvernement, parlement) au niveau national, provincial et local		3 femmes	Décision administrative et lettre d'affectations	<i>Le projet n'a pas d'influence sur le sénat, le parlement et le gouvernement, les 3 femmes sont celles promises au niveau local comme chef d'Avenue.</i>
Produit 4.1 Les femmes, les organisations des femmes, les hommes et les autorités locales développent une sensibilité accrue sur les normes sociales et les rôles de genre positifs					
Indicateur du projet	I.P.4.1.a. Nombre des plans d'actions développés après l'étude CAP et mise en œuvre	65 %	1	Enquête Baseline, et End line	
Indicateur standard	2.a.5. Nombre des plaidoyers sur la sécurité ou la promotion de la femme auprès des instances administratives, de sécurité et de l'ordre	5	54	Rapport d'activités	
Produit n°4.2 : Participation systématique et active des femmes dans les structures de prise de décision et de gestion au niveau de la stabilisation et de consolidation de la paix					
Indicateur du projet	I.P.4.2.a. Nombre des structures féminines sélectionnées pour un accompagnement dans le cadre du projet	18 Associations des femmes	14	Rapport d'activités	- <i>Une structure par village du projet.</i>
Indicateur standard	4.1.c Nombre des femmes qui sont formées sur le leadership transformatif	150 femmes	131	Rapport d'activités	
Indicateur du projet	I.P.4.2.b.Nombre des femmes formées dans le thématique et leadership féminin, dans la gestion foncière et la résolution des conflits	360 20 par structure	160	Rapport d'activités Liste de présence	- <i>Cible surestimé</i>

	et la résolution 1325 du Conseil de Nations Unies				
Indicateur standard	1.a.6. % des postes décisionnels occupés par des femmes dans les structures communautaires	40%	- 100 % - 89 %	Rapport d'activités	- Uniquement pour les structures homogènes - Inclus les structures communautaires de résolution des conflits
Produit n°4.3 : L'intégration de genre dans le projet UJAMAA est effective et visible au niveau des communautés et des autorités étatiques					
Indicateur du projet	I.P.4.3.a. % des staffs du projet du consortium UJAMAA formés sur les questions et la programmation sensible au genre	100 %	78%	Liste de présence et rapport d'activités	
Indicateur du projet	I.P.4.3.b. . % des femmes qui attestent avoir déjà exprimé leurs opinions librement dans les débats communautaires	65 %	77%	Enquête, Baseline end-line évaluation mi parcours	
Indicateur du projet	I.P.4.3.C. nombre de tribune d'expression populaire sur la participation de la femme au processus de stabilisation et de consolidation de la paix, surtout autour des questions fonciers	36	33	Rapport d'activités	

Annexe 18 : CARTE DES TERRITOIRES D'INTERVENTION DU PROJET



carte 1 : CARTE DE LA PROVINCE DU SUD- KIVU IDENTIFIANT LES TERRITOIRES D'INTERVENTION DU PROJET UJAMAA (2020 – 2023)

**Annexe 19 : CARTE DE LA PROVINCE DU SUD – KIVU :
SITES D'INTERVENTION DU PROJET UJAMAA (2020 – 2023)**



Carte 2 : SITES D'INTERVENTION DU PROJET UJAMAA (2020 – 2023)

Annexe 20 : RESULTATS DETAILLES DU SONDAGE SUR LES INDICATEURS DU PROJET

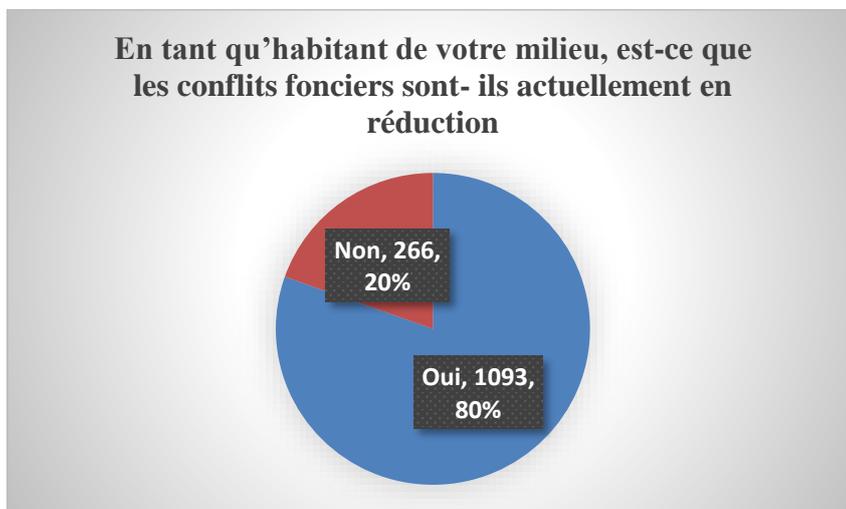
GRAPHIQUES ET COMMENTAIRES (résultats des focus group)

1. Objectif spécifique 1 :

Les populations dans l'Est de la RDC et l'Etat congolais, appuyés par leurs partenaires, transforment les conflits fonciers et conflits liés à la transhumance dans les zones prioritaires de stabilisation.

Les conflits fonciers et les conflits liés à la transhumance sont en baisse dans toutes les deux zones d'intervention du projet mais cette baisse est très significative dans la zone I (Territoire d'Uvira et groupement de Kamanyola) que dans la zone 2 (Territoire de Fizi).

➤ Conflits fonciers

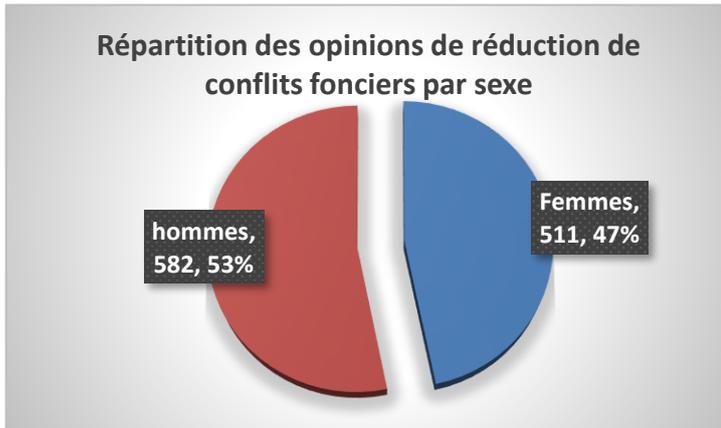


Graphique 1 : Conflits fonciers

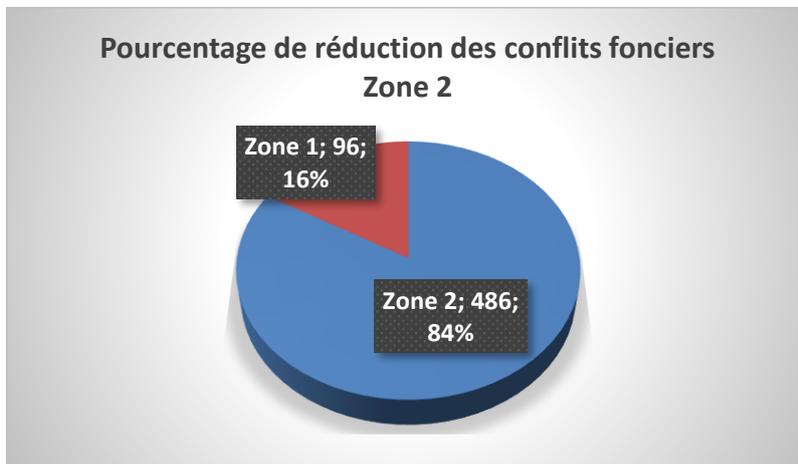
Les causes de ces conflits fonciers sont:

- Le manque des titres fonciers par la population locale ;
- La mauvaise intention de prendre une partie sur les parcelles d'autrui ;
- L'appropriation des parcelles léguées en héritage par les membres des familles et les autorités locales ;
- Le bornage des parcelles par les agents des cadastres sans la participation des voisins et des autorités locales ;
- La distribution des champs et des parcelles aux habitants de manière coutumière sans précision des limites ;
- Stratégiquement, il y a la faible cohésion ou coordination entre le pouvoir public et le pouvoir coutumier dans la distribution des parcelles et champs d'une part et l'octroi des titres d'autre part ;
- Pour le cas Kagando/ Kiliba- cité, les autorités provinciales changent régulièrement les chefs de cité ; Parmi eux, il y a ceux qui s'arrogent le pouvoir d'attribution des parcelles ou des champs au détriment des services de cadastre et des titres fonciers qui sont habilités à le faire ;
- La pression démographique dans la cité de Kamanyola à une très forte influence de convoitise des terres (parcelles et champs) ;

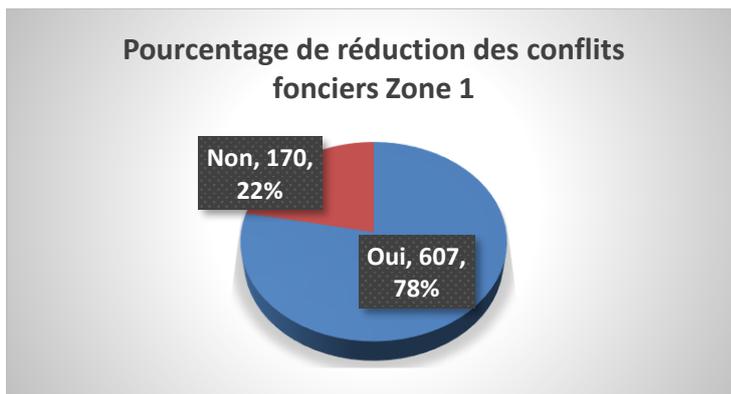
- Cas de Katanga et Malinde : en cas de déviation de lit de la rivière Mutambala, elle occasionne le conflit entre les propriétaires des champs de deux côtés de cette rivière.



Graphique 2 : Répartition de la réduction des conflits fonciers par sexe



Graphique 3 : Réduction des conflits fonciers par zone d'intervention



Graphique 4 : Réduction des conflits fonciers zone 1

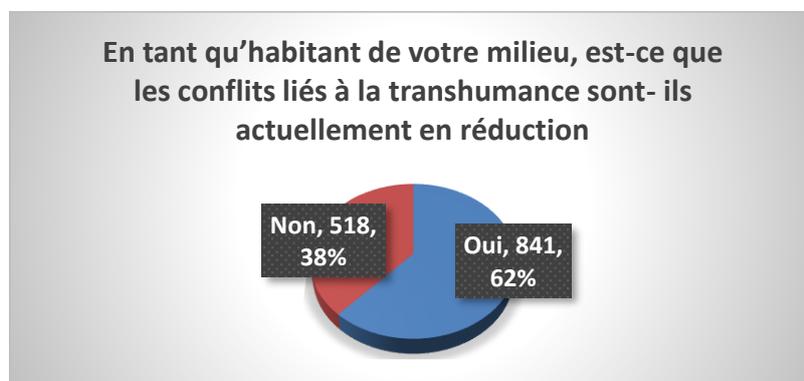
➤ **Conflits liés à la transhumance :**

Les causes des conflits liés à la transhumance sont :

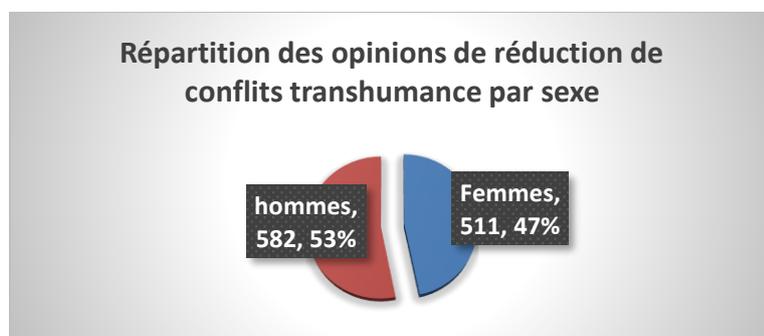
- le nombre insuffisant des bergers pour conduire un nombre important des bétails ;
- le manque de vigilance des bergers (distraction des bergers) ;
- le manque de pâturage commun et reconnu (non aménagement) ;
- L'absence des fourrages du côté de Banyamulenge les poussant à se déplacer à la recherche des bons fourrages dans le bas fond ;
- Les Kapita qui gèrent mal la question de répartition des espaces pour servir l'agriculture et le pâturage ;
- Le non-respect des conventions entre agriculteurs et éleveurs (lieu de pâturage, couloir de passage de bétail, la période de transhumance et le lieu d'abreuvoir).
- Les Banyamulenges sont très têtus et parfois le débordement de leurs vaches est volontaire contrairement aux vaches de Bifulero qui sont dans le milieu mais n'envahissent pas les champs.
- Les chapelets de Banyamulenges sont élevés et les bergers ne parviennent pas à les contenir. Parfois lorsqu'ils sont interpellés ils répondent : « nos vaches sont affamées laisser-les manger : tout herbe doit servir d'aliments de bétail ».

Les conséquences produites par ce conflit sont :

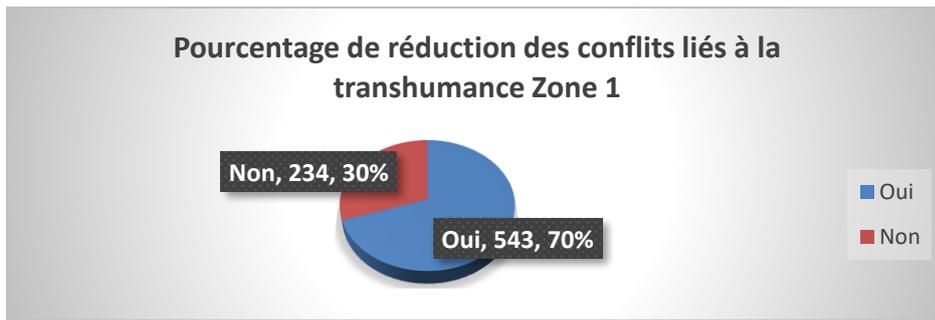
- La mésentente entre les agriculteurs et les éleveurs
- La perte des animaux ou bétail
- Baisse de production
- Les bagarres entre les agriculteurs et les éleveurs
- Pauvreté



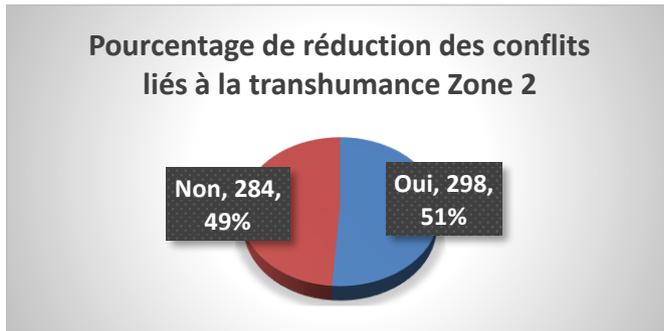
Graphique 5 : Conflits liés à la transhumance



Graphique 6 : Répartition de la réduction des conflits liés à la transhumance par sexe



Graphique 7 : Répartition de la réduction des conflits liés à la transhumance zone 1



Graphique 8 : Répartition de la réduction des conflits liés à la transhumance zone 2

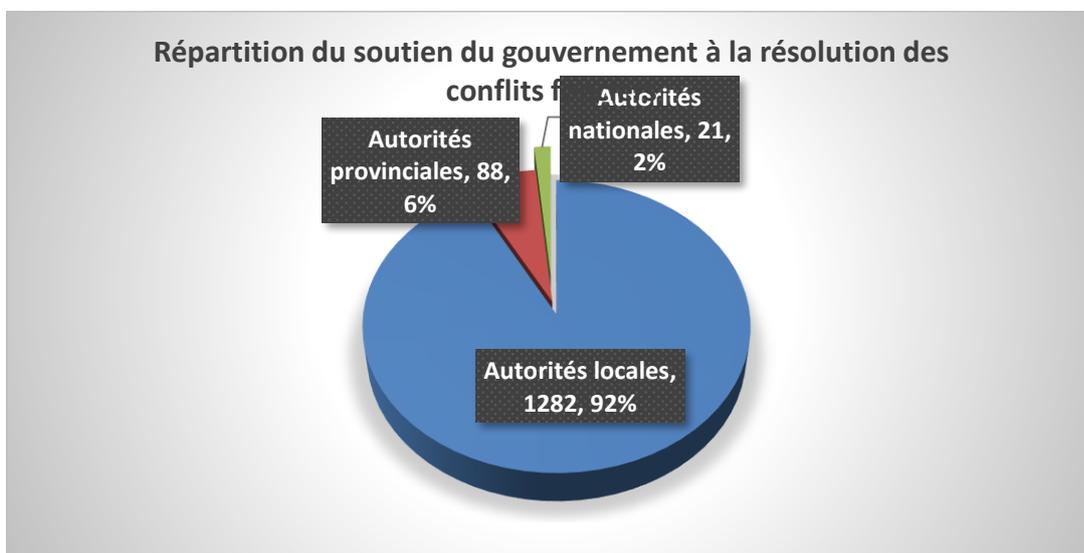
La baisse des conflits liés à la transhumance dans la zone 2 est spectaculaire. Elle est expliquée par la non fréquentation des bétails des Banyamulenge dans le bas fond de la zone 2. Il y a plutôt la persistance des conflits de divagation des petits bétails dans les quartiers de deux zones. Néanmoins, il y a lieu que les conflits liés à la transhumance puissent augmenter pendant le période de saison sèche. Si la situation de cohésion sociale ne s'améliore pas entre les Banyamulenge et les Babembe, il y a risque de confrontation à cette période lorsque les bétails des hauts plateaux seront à la recherche par force des fourrages.

➤ **Participation et soutien des autorités locales, provinciales et nationales au processus de résolution des conflits fonciers ;**

Les autorités locales qui apportent d'avantage un soutien à la résolution des conflits fonciers (94,3 %) et les conflits liés à la transhumance (90,3 %). Ce soutien a connu une évolution importante au cours du projet dont de 61,1% à 94,3% soit une augmentation de 33,29 % pour les conflits fonciers et de 60,3 % à 90,3 % soit une augmentation de 29,7 % pour les conflits liés à la transhumance. Les soutiens des autorités provinciales (6,4 %) et nationales (1,5 %) sont presque inexistantes. D'ailleurs, les soutiens des autorités provinciales (6,11 % - 6,4 %) et nationales (1,89 % à 1,5 %) ont connu une baisse par rapport aux résultats de la base line (avant-projet).



Graphique 9 : Soutien du gouvernement à la résolution des conflits fonciers.



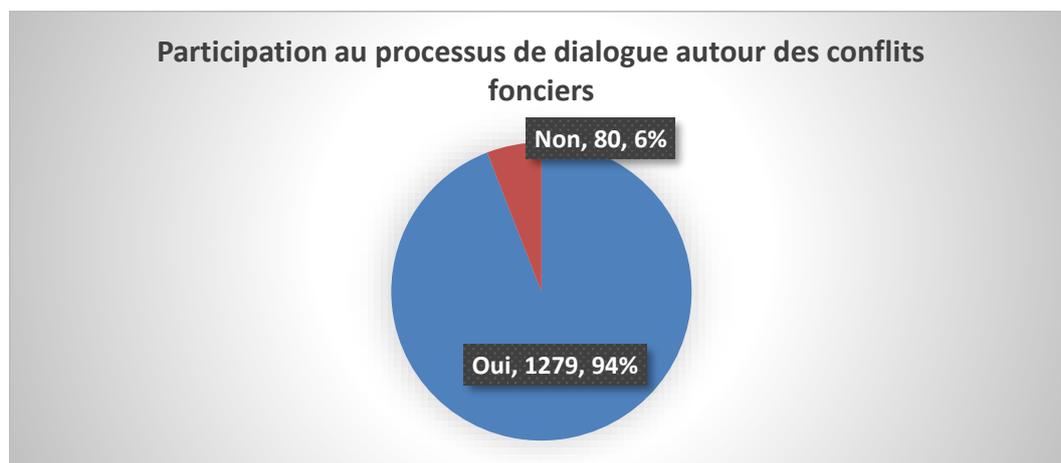
Graphique 10 : Répartition du soutien du gouvernement à la résolution des conflits fonciers.



Graphique 11 : Soutien du gouvernement à la résolution des conflits liés à la transhumance

Tableau n°4. Répartition du soutien du gouvernement à la résolution des conflits liés à la transhumance

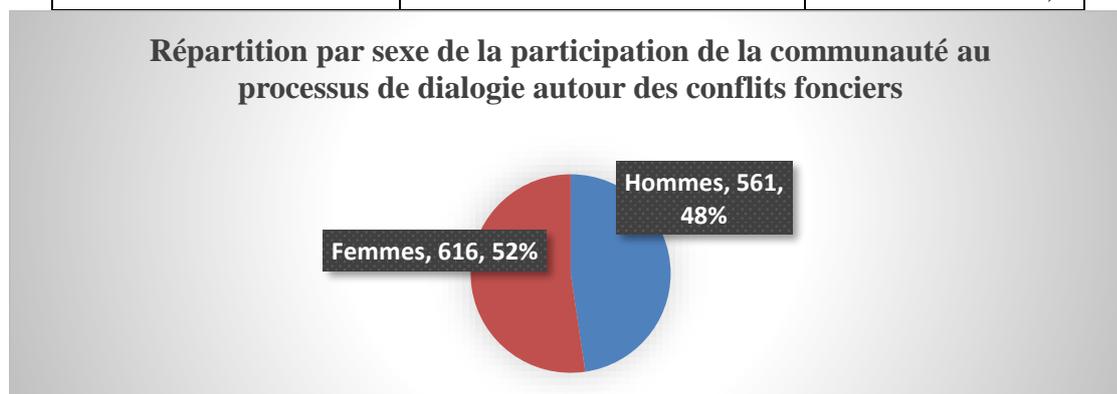
LIBELLE	EFFECTIF	POURCENTAGE
Autorités locales	1127	82,9
Autorités provinciales	89	6,5
Autorités nationales	5	0,03



Graphique 12 : Participation au processus de dialogue autour des conflits fonciers

Tableau n°5. Participation de la communauté, autorités locales, autorités provinciales et autorités nationales au processus de dialogue autour des conflits fonciers

LIBELLE	EFFECTIF	POURCENTAGE
Communautés	1177/1359	86,6
Autorités locales	1223/1359	90
Autorités provinciales	11/1359	0,8
Autorités nationales	3/1359	0,2



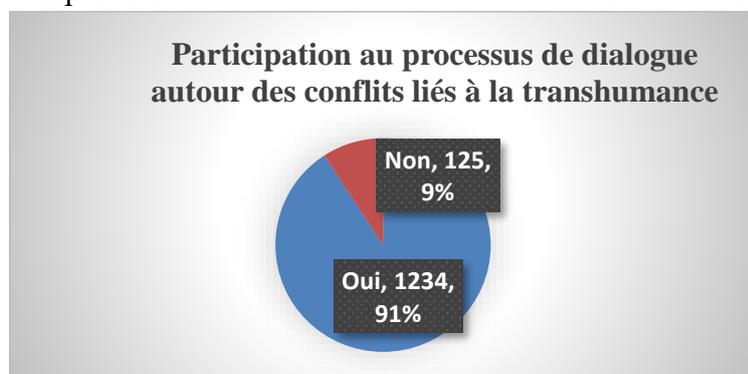
Graphique 13 : Répartition de la participation par sexe au processus de dialogue autour des conflits fonciers

Les autorités locales dont les chefs de village, de groupement et de chefferie apportent souvent les solutions aux conflits fonciers, elles invitent les parties en conflit pour les écouter et

départager. Elles effectuent des décentes sur terrain pour avoir les réalités et apporter les solutions appropriées. Elles sont appuyées par les cliniques juridiques, les Cadres de Concertation Intercommunautaires surtout (CCI), des structures féminines et le conseil des Sage des villages. Quelquefois les autorités provinciales et nationales interviennent aussi mais de façon des très rare.

➤ **Participation et soutien des autorités locales, provinciales et nationales au processus de résolution des conflits liés à la transhumance ;**

La communauté, les autorités locales, provinciales et nationales participent au processus de dialogue autour des conflits fonciers (94 %) et les conflits liés à la transhumance (90,8 %). Cette participation au processus de dialogue à ces deux conflits a connu une progression au cours du projet dont 61.2 % à 94 % soit 32,8 % pour les conflits fonciers et de 63,3 % à 90,8 % soit 27,5 % pour les conflits liés à la transhumance. Néanmoins, la communauté et les autorités locales participent les plus au processus au dialogue autour des conflits fonciers et les conflits liés à la transhumance. La participation des autorités provinciales et nationales est en régression si on compare les résultats de l'étude de base aux résultats de l'évaluation finale.



Graphique 14 : Participation au processus de dialogue autour des conflits liés à la transhumance

Tableau n° 6 : Participation de la communauté, autorités locales, autorités provinciales et autorités nationales au processus de dialogue autour des conflits liés à la transhumance

LIBELLE	EFFECTIF	POURCENTAGE
Communautés	1144/1359	82,2
Autorités locales	1176/1359	86,5
Autorités provinciales	10/1359	0,7
Autorités nationales	2/1359	0,1

Les autorités locales dont les chefs de village et de groupement, appuyées par le comité mixte (agriculteurs, éleveurs, agronome et vétérinaire), les cliniques juridiques et la police, apportent des solutions aux conflits liés à la transhumance. Elles organisent le dialogue des parties en conflit, planifient les décentes sur terrain conduite par la commission de vérification pour s'imprégner du conflit. Les autorités provinciales et nationales participent et apportent rarement de solution. Les décisions de résolution des conflits sont trouvées alors localement. Néanmoins, certains politiciens et autorités nationales et provinciales s'interfèrent dans les conflits qui souvent

risque d'entraver le processus à l'amiable déjà amorcé. Les autres communautés déclarent que c'est le cas souvent des Banyamulenge.

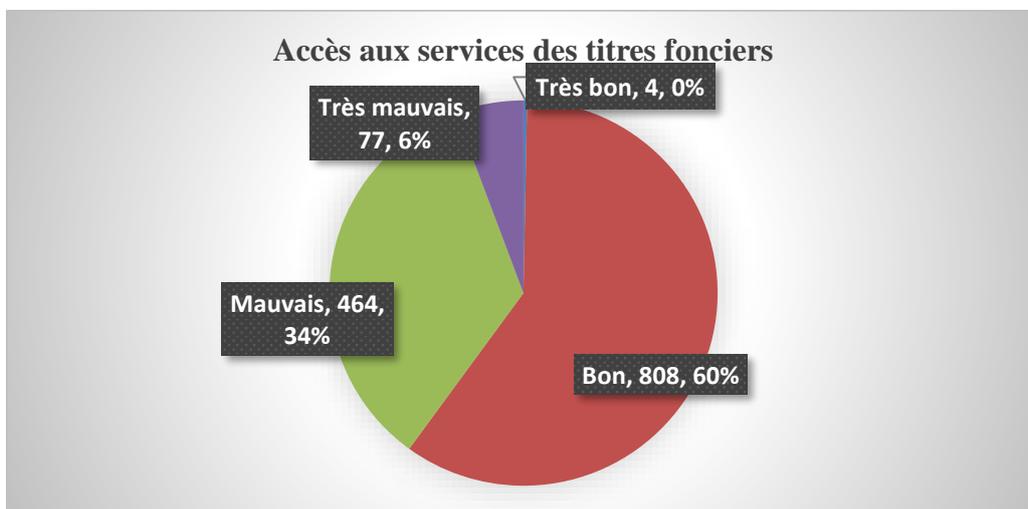
3.3.4.1. Objectif spécifique 2 :

La performance et la qualité de services de l'administration foncière sont améliorées, permettant la fourniture de services transparents, équitables et accessibles à tous les citoyens (femmes, jeunes femmes, hommes, jeunes hommes, enfants, groupes marginalisés et groupes à risque).

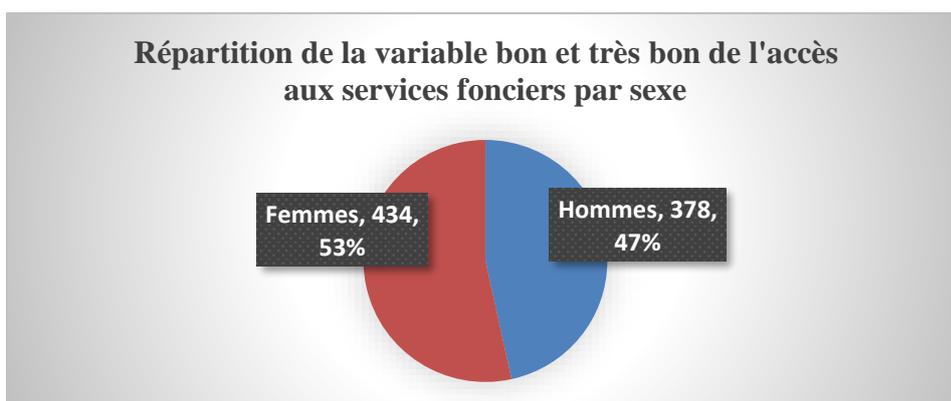
➤ Accès aux services fonciers

Les hommes et les femmes ont un bon accès aux services fonciers (59,5 %). Cet accès aux services fonciers a augmenté de 34,5 % par rapport à l'étude de base (de 25 % à 59,5 %). Les services fonciers sont disponibles grâce à l'installation de ces deux circonscriptions et les brigades foncières dans les différents sites du projet, notamment :

- ✓ Pour la circonscription foncière de Fizi : Mboko, Fizi, Misisi et Kazimiya ;
- ✓ Pour la circonscription foncière d'Uvira : Luvungi et Kagando.



Graphique 15 : Accès aux services des titres fonciers



Graphique 16 : Répartition de l'accès aux services des titres fonciers

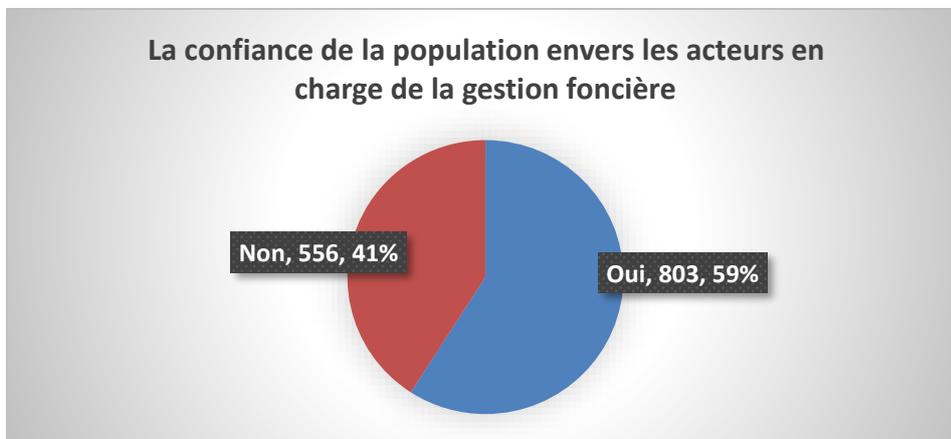
L'accès aux services de titres fonciers est difficile par la population suite au manque de moyens financiers mais pour ceux qui ont des moyens en bénéficient. La sensibilisation par des brigades foncières a permis aux habitants d'être informés sur les services fonciers disponibles et les

coûts pour obtenir les titres. Le coût est très élevé par rapport au revenu des habitants. Les services offerts sont de bonnes qualités bien que l'octroi de titre prend beaucoup de temps. Avant, l'octroi des titres fonciers était assurée par les circonscriptions foncières d'Uvira pour la Zone 1 et 2 et d'autres s'adressaient Au bureau de Bukavu.

Les hommes et les femmes adultes ainsi que les jeunes femmes et jeunes hommes ont accès aux services des cadastres et des titres fonciers sans discrimination.

➤ **Confiance envers l'administration foncière**

Les femmes, les hommes, les garçons et les filles disent qu'ils ont confiance envers les acteurs en charge de la gestion foncière, mais cette confiance est de (59 %). Cette confiance a augmenté de 39 % (Soit de 20 % de l'étude de base à 59 % de l'évaluation finale du projet) ; Cette augmentation est perceptible chez les femmes adultes (1,6 %) et les jeunes femmes (9,3 %) ; elles étaient dans l'ignorance par rapport à la gestion foncière.



Graphique 17 : Confiance de la population envers les acteurs de la gestion des affaires foncières

Tableau n° 7. Répartition de la confiance mutuelle entre population et acteurs en charge de la gestion foncière par sexe et par âge.

LIBELLE	EFFECTIF	POURCENTAGE
Jeunes femmes	191/803	23,8
Jeunes hommes	166/803	20,1
Femmes adultes	240/803	30,0
Hommes adultes	206/803	25,0

La population fait confiance aux agents chargés de la gestion foncière et font correctement leur travail une fois la demande est manifestée. Ils devront néanmoins prendre plus de précaution d'inviter les voisins lors du placement des bornes des parcelles ou des champs. La majeure partie de membres de la communauté ne connaissait pas avant la valeur ou l'importance des titres fonciers. Cette reconnaissance a été renforcée par le projet UJAMAA.

3.3.4.2. Objectif spécifique 3 :

La cohésion sociale et la résilience inter et intra-communautaire, avec un accent sur les jeunes à risques, sont améliorées.

On observe une régression d'incidents, d'agressions verbales et ou physiques (91,9 %). Cette régression est très significative par rapport à l'étude de base soit avant-projet dont les résultats étaient de 50,8 %. Elle est exprimée par 41,1 % soit d'écart soit 91,9 % - 50,8 %. Elle est effective surtout dans zone 1 du projet. Cette régression concerne d'avantage les autres ethnies mais la situation s'était aggravée il y a presque 2 ans contre la communauté Banyamulenge dans la zone 2 du projet.



Graphique 18 : Régression d'incidents, d'agressions verbales ou physiques interethniques entre les jeunes.

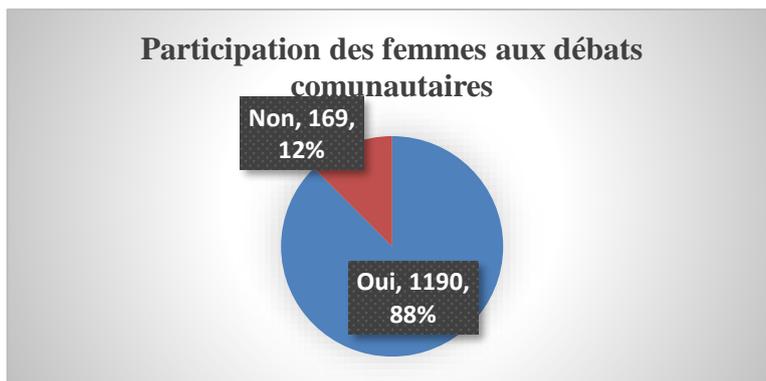
L'agression verbale et/ou physique interethnique a actuellement diminué dans le village Runingu car les jeunes ne font plus de bagarres ou d'autres violences comme avant. La communauté de Barundi de Runingu considère les autres communautés comme des frères et ne s'attaquent plus à d'autres communautés ethniques comparativement à la situation antérieure il y a deux ans. Il y a certains mariages entre jeunes des autres ethnies et les Barundi actuellement.

Cependant ce conflit est exacerbé avec les communautés Banyamulenges qui ne collaborent pas avec les autres communautés. On ne peut pas voir un Mubembe qui peut oser se marier à une munyamulenge et vice-versa. Dans la zone 2 du projet, un munyamulenge ne peut pas fouler ses pieds à Lusenda, Baraka, Malinde, Katanga, Kafulo, bref dans le bas fond. La cause de cette méfiance exacerbée a commencé lorsque les banyamulenge ont tué un chef de village au marché de NTAYOBERWA.

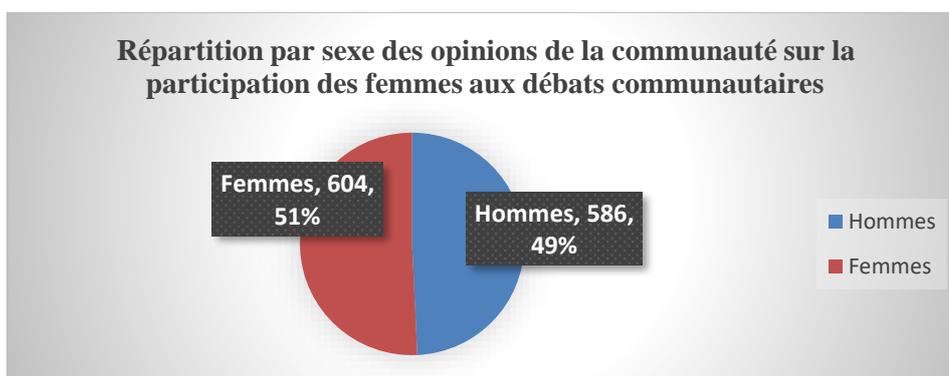
3.3.4.3. Objectif spécifique 4 :

Les femmes influencent, et participent à toutes les étapes des processus de stabilisation et de consolidation de la paix, et sont reconnues comme actrices de changement social

Les femmes et les hommes participent aux débats communautaires (87,6%). Cette participation a augmenté par rapport à l'étude de base (63,1 %) mais pour les hommes, les résultats de l'étude de base montrent que leur participation a diminué par rapport à l'évaluation finale.



Graphique 19 : Participation des femmes aux débats communautaires

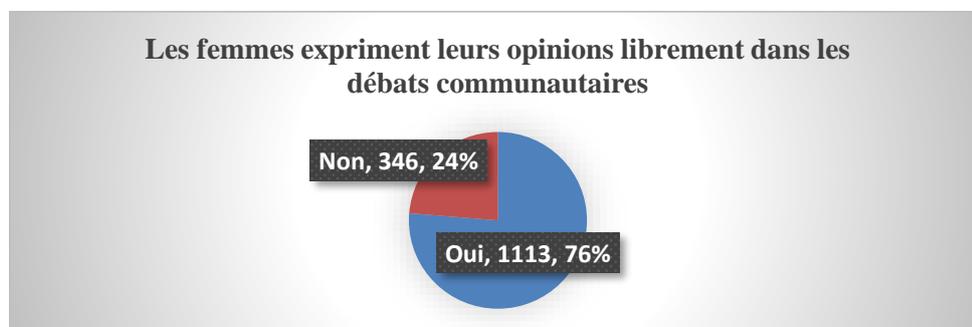


Graphique 20 : Répartition de la participation des femmes aux débats communautaires

L'âge des femmes qui participent souvent aux débats communautaires varie entre 25 à 45ans. Souvent, elles sont exclues lors débats de prise de décisions de gestion à caractère financier.

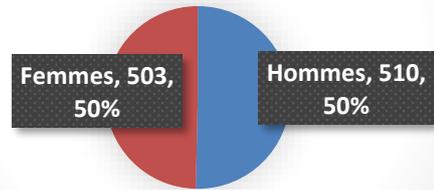
Par exemple : De ces débats les femmes ont eu à accéder aux postes des prises de décisions dans la gouvernance locale. Mais dans les réunions de sécurité et d'échange avec les ONG où il y a les intérêts financiers les femmes ne sont pas désignés. Par exemple, à Lusenda, la notable est une femme et à Malinde, le Chef de groupement est une femmes.

Les femmes prennent de plus en plus courage de s'exprimer lors des débats communautaires (75,5 % pour l'évaluation finale). Ces résultats montrent qu'il y a une évolution par rapport aux résultats de l'étude de base (36 % pour l'étude avant-projet).



Graphique 21 : Libre expression des femmes aux débats communautaires

Répartition par sexe sur "les femmes expriment leurs opinions librement dans les débats communautaires"



Graphique 22 : Répartition par sexe de la libre expression des femmes aux débats communautaires

Les femmes qui participent à ces débats expriment librement leurs opinions ; si elles sont constructives ou positives, elles sont directement prises en compte par tous les participants. Leur expression est relative le plus souvent au plaidoyer pour la masculinité positive et à la considération de prise de pouvoir par les femmes.